

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES
NOMS DE FAMILLE

DANS
LA LÉGISLATION ACTUELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le Vendredi 27 Mai 1898 à 1 heure.

PAR

PAUL DUBOIS DE BÉLAIR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PLANIOL, professeur.
Suffragants { MM. CAUWES, professeur.
BERTHÉLEMY, professeur.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES
NOMS DE FAMILLE

DANS
LA LÉGISLATION ACTUELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Vendredi 27 mai 1898, à 1 heure.

PAR

PAUL DUBOIS DE BÉLAIR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : MM. PLANIOL, *professeur.*
Suffragants { CAUWÈS, *professeur.*
BERTHÉLÉMY, *professeur.*



PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1898

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE
MICHEL DUBOIS DE BÉLAIR

A MON GRAND ONCLE
SIMON LEBRUN

AVANT-PROPOS

Toute étude sur les noms patronymiques présente de nombreux intérêts. Le nom, en effet, peut être considéré soit au point de vue du droit public soit au point de vue du droit privé :

En droit public, il intéresse au plus haut point le droit administratif et le droit pénal.

En droit privé, il fait partie du droit civil, du droit commercial et industriel.

Enfin, si nous sortons des questions juridiques, ne voyons-nous pas que l'étude du nom patronymique est d'un ordre absolument général, des plus élevé et ne touche qu'indirectement au droit qui ne s'occupe guère que des intérêts matériels de l'individu.

Le nom, en effet, ne constitue pas une chose dont la valeur puisse être évaluée ; c'est un signe qui caractérise toute personne et unit tous les membres d'une même famille à l'auteur commun. C'est, en quelque sorte, le nom qui en resserre la solidarité en faisant pour la famille ce que le drapeau fait pour la nation.

C'est lui qui souffrira peut-être le plus des vices et

des tares des membres de la famille, de même que son éclat sera augmenté par leur gloire et qu'il deviendra ainsi un objet digne d'envie. « Oh ne riez pas du nom ! dit Octave Feuillet dans une de ses comédies. Le nom est une partie de nous-même, c'est comme notre image ! Un nom ridicule est un supplice éternel ; un nom illustre est une joie qui ne cesse jamais. »

De là, la considération qui s'attache aux noms que tous les titulaires ont portés avec honnêteté.

De là, cette obligation morale que nous acquérons en naissant de garder intact de toute souillure le nom de nos aïeux que nous devons transmettre à nos descendants. Et nous pourrions dire avec justesse que si « Noblesse oblige », Nom oblige tout également.

A tous ces points de vue le nom méritait une place dans nos lois et dans les études de nos jurisconsultes ; cependant le législateur s'est peu occupé du nom patronymique qu'il n'a du reste défini nulle part et l'opinion publique ne se préoccupe plus guère de ces questions, elle se jette de préférence dans l'étude du nom commercial ou du nom marque de fabrique qui sont d'un grand intérêt pratique.

Mais le nom civil a également son importance car l'organisation de nos sociétés modernes repose sur

la distinction entre les individus et sur la fixité du nom qui établit cette distinction.

On a voulu quelquefois, pour conduire jusqu'au bout les principes de liberté, faire disparaître cette fixité des noms en autorisant les individus à en changer suivant leur volonté. Mais une telle autorisation ne pouvait être de longue durée. Avec une telle licence tout devait fatalement disparaître : garanties des transactions, dévolution régulière des biens par succession réglée suivant la parenté, police sociale ; et la société elle-même n'aurait certainement pas tardé à suivre le mouvement vers l'abîme.

La période qui a précédé la promulgation de la loi du 6 Fructidor an II en est un exemple frappant : Aussi ne faut-il pas s'étonner en présence d'une telle situation, de la sévérité des peines prononcées par la loi de Fructidor.

D'autres lois sont venues compléter la loi de Fructidor an II :

Le Code civil, dont quelques articles seulement ont traité du nom.

Le Décret du 28 juillet 1808 ordonnant aux Juifs de prendre un nom patronymique qui ne soit ni un nom de ville ni un nom de l'ancien testament.

L'arrêté du garde des sceaux du 25 juin 1828, qui ordonne le classement immédiat des demandes en

changement de nom lorsque les formalités requises n'auront pas été accomplies.

La loi du 28 avril 1832, qui supprime l'article 259 du code pénal.

La loi du 28 mai 1858, rétablissant et modifiant l'article 259 du code pénal.

La loi du 6 février 1893 mettant fin aux nombreuses controverses relatives au nom de la femme divorcée et séparée de corps.

Ce sont là les seules lois que nous aurons à examiner ici ; nous laisserons, en effet, le nom commercial industriel et littéraire qui pourrait faire à lui seul l'objet d'une thèse et nous entraînerait dans de trop longues discussions.

CHAPITRE PREMIER

UTILITÉ. — NÉCESSITÉ DU NOM. — ÉLÉMENTS DU
NOM. — SURNOM. — PARTICULE. — TITRE.

Section première. — Utilité, Nécessité du nom.

Les noms des personnes ont été créés par un besoin social de désigner tout individu (1), de le distinguer de son voisin avec lequel il importe de ne pas le confondre (2). Lorsque nous prononçons un nom, il se produit dans notre esprit une sorte de synthèse. La personne qui porte ce nom apparaît à notre imagination avec sa physionomie son caractère et sa vie toute entière. Tel le nom d'une chose ou d'un animal évoque immédiatement en nous l'idée, l'aspect de cette chose ou de cet animal.

Etant donné cette utilité, cette nécessité que nos relations sociales attachent au nom des personnes,

1. *Nomina significandorum hominum gratia reperta sunt* : Institut. Justinien, lib. II, titre XX, § 29.

2. *Nomen est quod unicuique quo suo quæque proprio et certo vocabulo appellatur* (Cicéron, de invent., I, 24 § 34).

il était difficile que nos lois ne s'en soient jamais préoccupées. Aussi, voyons-nous que l'un des premiers soucis de notre Code civil est de donner un nom à tout enfant qui vient de naître.

Donc chaque homme possède un nom qui lui est acquis du jour de sa naissance, qu'il portera durant sa vie entière et qu'il conservera même au-delà de la mort. C'est un devoir auquel il ne peut se soustraire de le porter constamment sans aucune modification, si faible fut-elle, comme c'est un droit pour lui de s'opposer à ce qu'un tiers ne vienne l'usurper et en faire un usage public.

Nous pouvons donc donner du nom cette définition : C'est l'appellation qui distingue chaque individu des autres individus, appellation propre à chacun d'entre eux servant à établir leur identité d'une façon certaine. Le nom, c'est la désignation individuelle d'un homme, c'est « l'étiquette de notre état civil (1). » Notre nom c'est nous-même, c'est notre famille dont il nous rappelle les membres et leur histoire (2).

Le nom a donc pour but d'individualiser tel homme et il a suivi dans son évolution les progrès et les nécessités de notre société. Chez les peuples

1. Tournade, *Le nom de famille*.

2. Le nom d'une personne, c'est l'indication de son état civil, le résumé de sa vie, la qualification de son esprit, de son caractère, de ses mœurs (Calmels, p. 74).

primitifs ou nomades, chez lesquelles les tribus sont peu nombreuses et n'ont que peu de rapports entre elles, les noms étaient simples et ne désignaient qu'une seule personne.

Mais la société fait continuellement des progrès, le cercle des relations se développe à mesure que les peuples s'accroissent et deviennent sédentaires. Les noms alors sont en nombre insuffisant, car il serait impossible de trouver une langue assez riche pour augmenter indéfiniment la quantité des noms à mesure que s'accroîtrait le nombre des membres de la société; et il arrivera bien vite que plusieurs individus porteront le même nom (1).

De plus, au point de vue de la distinction des personnes, il devient utile de faire porter un même nom à certaines personnes unies par des liens de parenté et dès lors tout individu sera désigné dans une famille par deux noms, un qui lui est propre, le prénom, et un second, qui lui sera commun avec tous les membres de cette même famille.

Malgré tout, les noms ne sont pas assez nombreux pour que chaque famille possède le sien propre à l'exclusion des autres familles, et nous voyons fré-

1. Ce sont traits de plume communs à mille hommes ? Combien y en a-t-il en toutes races de personnes de même nom et surnom ? Et en diverses races, siècles et pays combien ? L'histoire a cogné trois Socrate, cinq Platon, huit Aristote, sept Xenophon, vingt Demetrius, vingt Théodore et pensez combien elle n'en a pas cogné.

quemment le même nom patronymique porté par des personnes que n'unit aucun lien de parenté. Et cela est d'autant plus facile à comprendre si l'on remarque que les noms patronymiques n'étaient tout d'abord que de simples surnoms tirés, les uns d'un caractère physique ou moral de l'individu, comme Leblanc, Leroux, Legrand ; d'autres des lieux d'origine, du domicile comme Dumoulin, Dubois ; d'autres enfin de la profession exercée par les individus auxquels ils ont été donnés. Il est dès lors impossible que le même nom n'ait pas été donné à bien des gens ; mais cet inconvénient nuit fort peu à l'ordre public, car il est corrigé par l'institution du prénom et il sera, en effet, excessivement rare de voir deux personnes porter le même nom et le même prénom.

Section II. — Eléments du nom.

Ainsi que nous venons de le voir, chaque individu est désigné par un nom de baptême ou prénom et par un nom patronymique qui lui sera commun avec tous les membres de la même famille.

Nous laisserons de côté dans cette étude les prénoms pour ne nous occuper que des noms patronymiques et des divers éléments qui peuvent entrer dans sa formation.

Le nom patronymique peut être simplement formé

d'un seul mot, ou bien encore il peut se composer d'un assemblage de syllabes formant un ou plusieurs mots réunis par un trait d'union ou par la préposition « de ». Presque toujours le second mot est alors un surnom ; souvent encore le nom patronymique est précédé des particules « de » ou « du ».

Tous ces mots sont des éléments constitutifs du nom patronymique et ne peuvent être volontairement ajoutés ou supprimés. Nous allons nous occuper dans ce chapitre des surnoms, des conditions qu'ils doivent remplir pour être autorisés et de la nature de la particule.

Le surnom.

La loi en principe interdit à tout citoyen de faire usage de surnom. Le législateur n'a pas voulu qu'on put porter comme surnom des titres qui eussent été abolis. De plus, si on eût autorisé les surnoms, comment serait-on arrivé à faire disparaître la confusion qui régnait alors sur l'identité des citoyens et à obtenir la fixité dans leur état civil.

Mais la loi du 6 Fructidor an II (art. 2) en établissant la règle y apporte une exception :

« Il est également interdit d'ajouter aucun surnom à son nom patronymique, à moins qu'il n'ait servi jusqu'ici à distinguer les membres d'une même famille sans rappeler les qualifications féodales ou nobiliaires. »

Cette exception était en quelque sorte nécessaire car ces surnoms avaient été unis depuis si longtemps au nom patronymique qu'ils ne faisaient plus qu'un avec lui et si la loi avait défendu de les porter elle aurait mutilé les noms de famille dont elle voulait rétablir l'intégrité.

Mais deux conditions sont nécessaires pour que le port du surnom soit autorisé.

Première condition. — Il faut qu'ils aient servi jusqu'à la promulgation de la loi « à distinguer les membres d'une même famille ». Mais il ne s'agit pas ici d'un surnom donné exclusivement à un individu pour le distinguer de ses parents ; le surnom doit distinguer les « branches » de la famille bien que la loi se serve du mot « membres ».

La loi ne fixe pas non plus la durée pendant laquelle le surnom doit avoir été porté, mais il est évident que son usage doit avoir été d'assez longue durée avant l'an II ; sans quoi l'on ne pourrait pas dire qu'il ait servi à distinguer une branche de la famille, qu'il s'est incorporé au nom de cette branche pour ne faire qu'un avec lui.

La durée de cette possession du surnom est laissée à la libre appréciation des tribunaux. On ne peut, en effet, appliquer en ces matières les principes de la prescription légale, parce que le nom et le surnom sont en dehors du commerce ; mais les autres

conditions de la possession sont ici exigées : régularité, publicité, continuité.

Il ne faudrait pas cependant en conclure que toute interruption a dû empêcher l'incorporation de se produire. On a vu pendant la Révolution des personnes cesser de porter un surnom terrien ayant quelque apparence du titre de noblesse. Ces personnes agissaient ainsi dans la crainte d'avoir à subir certaines animosités de la part des révolutionnaires. Il n'y a pas à proprement parler dans ce fait une véritable interruption. Mais la cour de Cassation, dans un arrêt du 17 décembre 1860, déclare « que tout individu n'est pas admis pour établir son droit d'ajouter un nom de terre noble à son nom patronymique à se prévaloir d'une possession accidentelle et intermittente de ce nom que ses ancêtres n'ont jamais considéré que comme une distinction honorifique qu'ils n'entendaient ni substituer, ni incorporer à leur nom d'origine » (1).

Une théorie suivie dans un arrêt de la cour de Lyon et un autre de la cour Bourges (2) refuse au possesseur de terre de roture la faveur d'en adjoindre la dénomination à leur nom de famille. Mais ces deux arrêts affirment ce principe sans en démontrer l'existence. Telle est également l'opinion de

1. Dalloz, 1861. 1. 176. *Affaire de Laroche*.

2. Dalloz, 1889. 2. 270. *Affaire Girard*.

Dalloz : « Comment, dit cet auteur, sous un arrêt de la Cour de Limoges (1), les principes du régime féodal eussent-ils pu profiter au propriétaire d'une terre censuelle ou roturière. Cette investiture féodale que le domaine conférait à son possesseur pouvait-elle dériver d'un bien autre que le fief? Non assurément ». Mais il n'y a toujours pas de preuves. Il est certain qu'en fait les roturiers se paraient du nom de simples métairies, à l'exemple des seigneurs qui prenaient le nom de leur seigneurie. Ce n'était donc pas un privilège réservé aux nobles. Suivant le président Hesnault (*Abrégé chronologique* an 1629) l'article 218 de l'ordonnance rendue en cette année qui enjoint à tous gentilshommes de signer à l'avenir tous les actes de leur nom de famille et non de celui de leur terre, a eu pour but de les distinguer des roturiers à qui on avait permis de prendre le nom des fiefs qu'ils possédaient.

Il n'existe donc pas de différence à ce point de vue entre les fiefs nobles et les fiefs de roture. La Cour de Cassation a jugé en ce sens dans un arrêt du 20 Novembre 1866 (2) : « Attendu que l'incorporation du nom terrien n'était pas exclusivement propre à la noblesse, qu'il avait passé dans les habitudes d'une partie de la classe roturière sans qu'il résultât de l'addition d'un nom de terre au nom

1. Dalloz, 1878. 2. 421. *Affaire de Bonnot de Bay.*

2. Dalloz, 1866. 1. 437. *Affaire Trippier Lagrange.*

patronymique aucune signification ni féodale, ni nobiliaire, que c'est ainsi que non seulement la plupart des familles nobles, mais aussi beaucoup des familles qui ne sauraient prétendre à la noblesse, ont acquis des noms sous lesquels elles sont encore désignées et connues.... »

A quel titre fallait-il détenir une terre pour pouvoir en prendre le nom ? Ce droit sans aucune discussion appartenait au propriétaire du sol. Cependant s'il s'agissait d'une terre noble l'acquéreur ne pouvait en prendre le nom qu'autant que le vendeur ne s'en était pas réservé la justice. On ne peut pas dire qu'il y avait là un obstacle à ce que les roturiers prissent le nom des fiefs par eux acquis, puisqu'ils pouvaient être titulaires des droits de justice seigneuriale.

Deuxième condition. — Pour que le port du surnom soit permis la loi de fructidor an II, exige qu'il ne rappelle point les qualifications féodales ou nobiliaires. Quelles sont ces qualifications dont l'emploi demeure interdit ? D'après la loi des 19/23 juin 1790, ce sont les titres de prince, duc, comte, marquis, vicomte, baron et tous autres titres semblables.

De plus le décret du 14 octobre 1791 proclamait dans une disposition préliminaire qu'il n'y avait plus ni noblesse, ni pairie, ni distinction héréditaire, ni distinction d'ordre, ni aucun des titres et dénominations qui en dériveraient.

Ce sont évidemment ces qualifications que la loi de fructidor a eu en vue; il ne fallait pas que sous prétexte qu'elles se trouvaient constamment réunies au nom de famille dans les actes de l'ancien régime, on put les considérer comme des surnoms et les porter à nouveau.

Une fois que le surnom a été incorporé au nom, il en devient partie intégrante et l'on ne pourrait l'en séparer pour le porter isolément; car il contribue à former le nom entier et en ne portant pas son nom complet on en porte un auquel on n'a pas droit.

Mais ce ne sont point là les seules surnoms possibles et il n'est pas rare de voir des personnes connues sous un nom qui n'est pas le leur et ne prendre leur nom véritable que dans des circonstances importantes et encore pour l'accoler à leur surnom. Ces surnoms ne sont pas autorisés par la loi de Fructidor, mais nous croyons que les personnes qui les portent ont le droit de continuer à indiquer le surnom à la suite de leur nom propre en l'y réunissant par les mots « dit » ou « surnommé ».

La particule.

Nous avons dit que quelquefois le nom était précédé de la préposition « de ». De même que le surnom incorporé cette particule fait partie intégrante du nom.

C'est un préjugé très répandu que la particule

« de » séparée du nom, et surtout écrite par un « d » minuscule, est l'indice d'une origine noble. C'est du reste la définition qu'en donne le dictionnaire d'Académie française : « De » s'emploie d'une façon particulière pour distinguer les noms propres des nobles ordinairement empruntés au lieu d'origine, à quelque particularité locale, à une terre, etc..... Dans la plupart de ces dénominations, il y a ellypse d'un titre de noblesse. »

Telle était également l'opinion du rapporteur de la loi du 28 mai 1858. « Comme le titre, plus que le titre même, la particule s'ajoute au nom, en fait partie, se communique, se transmet avec lui. Elle le décore dans nos mœurs presque à un égal degré et fait croire quelquefois d'avantage à l'ancienneté de l'origine » (1).

Aussi voit-on beaucoup de personnes qui pendant fort longtemps ont porté un nom simple, faire des recherches dans de vieux titres de famille pour trouver un prétexte de faire précéder leur nom de la particule et se donner ainsi aux yeux du public les allures de la noblesse. La fable de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf est de tous les siècles.

D'autres, dont le nom commence par la syllabe « de » ou par la lettre « d », séparent ce « de » ou

1. M. du Miral. *Rapport sur le projet de la loi du 28 mai 1858*, (Dal. 1858. 4. 59, n° 12).

mettent une apostrophe entre ce « d » et la fin du nom.

...*Gaudent prænominē molles auriculæ* (1).

On cite l'anecdote d'un riche marchand nommé Cornet. « Son fils, après sa mort, se voyant riche, s'appela du Cornet et commença de trancher de l'escuyer gros comme le damoiseil de Commercy. Son frère puîné, à son exemple, s'appela Le Cornet, et le troisième De Cornet. Les enfants de l'aîné, encore plus enflés de richesses usurières que leurs pères, s'appellent La Cornette ou de la Cornette » (2).

On connaît également le fait cité par M. de Semainville et relatif à ces trois frères qui, pour tout héritage, n'eurent qu'une cour dans laquelle se trouvaient un puits et une mare et qui se nommèrent : l'aîné M. de la Cour, le second M. du Puits et le troisième M. de la Mare (3).

Nous voyons du reste nos rois accorder à leurs courtisans le droit de porter la particule comme récompense ; ce qui expliquait la haute estime dans laquelle se trouvait la particule.

Corneille signa de Corneille depuis 1637, c'est-à-dire dès que Louis XIII eut annobli son père un mois après la représentation du *Cid*.

1. Horace II, sat. 5, vers 32.

2. Les bigarrures et touches du seigneur des Accords, chapitre II, du changement de nom.

3. Semainville. *Code de la noblesse française*, page 513.

On connaît l'aventure de ce concierge que Louis XV, mourant de soif au retour de la chasse, gratifia d'une particule en lui disant : « Merci, M. de Vin frais ».

Rappelons encore l'anecdote suivante. En 1822, un grand publiciste ayant obtenu audience de Louis XVIII, Sa Majesté lui demanda ce quelle pourrait faire afin de le remercier de son dévouement à défendre le trône et l'Église. M. Genou le supplia de lui octroyer un « de ». — « Prenez-en deux », lui répondit le roi.

Ces quelques exemples semblent nous montrer que la particule a eu en France la valeur d'une distinction honorifique, nobiliaire, portée tout d'abord par la noblesse, usurpée par la bourgeoisie et enfin consacrée par l'usage. Rien n'est cependant moins exact.

D'où vient cette erreur si ancienne (1) et si tenace que la particule est signe de noblesse ?

La particule est bien souvent, nous le reconnaissons, le signe d'une origine noble, car ce sont les nobles qui, les premiers, ont contracté l'habitude de faire suivre leurs prénoms du nom de leur fief, soit en indiquant, soit en élidant le titre de seigneur. C'est ainsi qu'on disait : « Bouchard, sire ou sieur

1. Ménage la signalait déjà lorsqu'il écrivait ces lignes : « La plupart de nos gentilshommes s'imaginent que les préposition de ou du devant le nom de famille sont une marque de noblesse. Sur quoi ils se trompent ».

de Montmorency », et en sous-entendant le mot sieur, « Bouchard de Montmorency ». « Mais le droit d'ajouter la qualité de sieur ou de sire devant ce nom de seigneurie ne pouvait passer qu'à l'aîné des fils puisque les fiefs se transmettaient par voie de primogéniture. Les puînés portaient simplement après leur nom de baptême le nom de la seigneurie précédé du « de » sans pouvoir se qualifier de seigneur. De la sorte, l'appellation de la seigneurie se transformait en un nom de famille » (1).

Suivant quelques auteurs, ce préjugé en faveur de la particule se rattacherait à une erreur commise pendant la période révolutionnaire et à un excès de précaution. Nous avons vu dans le paragraphe précédent que, par abréviation, les seigneurs n'étaient désignés que du nom de leurs terres. Les hommes de la Révolution, en présence de ces noms qui, même en l'absence de titres, pouvaient rappeler l'ordre de la noblesse récemment abolie, s'attaquèrent à ces noms, les mutilèrent et supprimèrent cette particule qui, par suite de son incorporation, était devenue un élément du nom, mais qui, par elle-même, n'avait aucune signification nobiliaire. « Ils ne savaient pas alors, ces hommes trop scrupuleux, que beaucoup de leurs descendants, moins scrupuleux que leurs

1. Maury, Les titres nobiliaires en France. *Revue des Deux Mondes*, 1882, vol. 6, page 793.

pères, iraient chercher au milieu de ces ruines leurs titres de noblesse » (1).

A la même époque, bien des gens se hâtèrent de supprimer la particule, bien qu'étant d'origine roturière, mais qui, à cause de sa grande ressemblance avec les noms de seigneurie, avait le grave défaut de compromettre la sécurité de ceux qui la portaient. Les troubles politiques passés, les enfants réclamèrent cette particule qu'ils prétendaient avoir été sacrifiée à raison de son origine nobiliaire.

Du reste, à l'époque de la Révolution, comme de nos jours, beaucoup de noms dont l'origine roturière est incontestable, étaient précédés de la particule ; en sorte que si les titulaires de ces noms demandent à les faire précéder de la particule qui précédait le nom de leur père ou de leur aïeul, ils font, en réalité, une revendication de propriété et l'on doit faire droit à leur demande.

« En 1793, dit M. Vian, un paysan et son maître s'appelaient du même nom de lieu précédé de la particule, parce que l'un en était originaire et l'autre seigneur. Le sophiste, chargé alors de l'état civil, obligea le noble à la quitter et la laissa au vilain sous prétexte que celle-ci n'indiquait que la naissance, tandis que celle-là rappelait la féodalité. En sorte que certains « de » prouvent la roture » (1).

1. Bloch, *Revue critique*, vol. 24 pages 20 et suiv.

2. Vian, *La particule nobiliaire*, Chapitre V.

Ainsi, ce n'est pas la particule qui donne au nom une origine nobiliaire, c'est bien mieux la particule qui tire son sens et sa valeur de l'origine du nom, il ne saurait y avoir aucune relation entre la noblesse et la particule. « Sans cela, il faudrait saluer comme nobles tous les du Bois, tous les du Pré, tous les du Val dont fourmille notre pays » (1).

De nombreux arrêts ont été rendus en ce sens : « La particule « de », soit qu'elle précède le nom, soit qu'elle prenne place entre ses diverses parties, ne fait qu'indiquer la plupart du temps qu'un rapport d'origine et de lieu. Elle n'est point une expression spéciale de noblesse » (2). « La particule peut bien indiquer, mais est loin de constituer la noblesse » (3).

Si la présence de la particule n'implique pas la noblesse, son absence n'implique pas non plus la roture. C'est l'opinion de La Roque dans son *Traité de l'origine des noms* : « Ceux qui ajoutent à leur nom une particule dans le dessein de l'annoblir davantage, tombent dans l'erreur de croire qu'il n'y a pas de noms anciens qui ne soient précédés d'une particule. Les véritables gentilshommes ne cherchent pas ces vains ornements. Ils s'offensent même quand on

1. Levesque, *De la particule vulgairement dite nobiliaire*, § 30, p. 39.

2. *Cour de Lyon*, Dalloz, 1865. 2. 163.

3. *Cour d'Agen*, Dalloz, 1859. 2. 89.

les leur attribue et ils ne peuvent souffrir qu'à regret qu'on leur impose une fausse couleur qui, au lieu de donner de l'éclat à leur famille, en ternit en quelque sorte l'ancienneté. Ainsi, Jacques Thezart, seigneur des Essarts, baron de Tournebu, se tint autrefois fort offensé qu'on eut ajouté la particule « de » à son ancien et illustre nom dont il était le dernier des légitimes » (1).

En effet, une telle addition pouvait ternir l'ancienneté de la famille. Car tous les gentilshommes n'avaient pas des fiefs auxquels ils pussent emprunter leurs noms; quelques-uns avaient tiré les leurs d'une habitude, d'une ressemblance morale ou physique, comme Le Loup, Chabot, Sanglier. Tous ces noms restaient gravés dans la mémoire publique et toute altération, ayant pour effet d'en rajeunir la noblesse, en diminuait la gloire en confondant ceux qui les portaient avec ces nombreux annoblis ou ces usurpateurs qui s'empressaient, dès qu'ils avaient acquis un fief, de cacher le nom obscur et roturier de leurs pères sous celui de leur domaine.

La particule soulève une autre controverse. M. de Semainville prétend que la particule peut être prise par les nobles, et cela de plein droit, *ipso jure*, et sans autre autorisation : « Souvent un noble, apportant la preuve de sa noblesse, s'adresse pour plus

1. La Roque, *Traité de l'origine des noms*, Ch. XXX.

de sûreté à la chancellerie et demande qu'une ordonnance vienne confirmer son droit. Dans ce cas, l'autorisation réclamée devrait toujours être accordée comme étant de justice et non point de grâce. Aucun doute ne nous semble ici supposable. » Et plus loin : « Les anciens auteurs nobiliaires avaient raison à une époque où la noblesse avait des privilèges qui la distinguait suffisamment de la classe commune ; mais, aujourd'hui que les gentilshommes non titrés n'ont plus rien pour se distinguer et ne prennent pas même dans les actes publics le titre d'écuyer, il paraîtrait tout naturel que, mettant le « de » devant leur nom, ils usassent de la marque de noblesse autorisée par la loi » (1).

Cette opinion est, à notre avis, très critiquable. Elle est d'abord en opposition formelle avec l'article 4 de la loi du 2 germinal an XI qui interdit à toute personne, sans distinction, de modifier son nom sans autorisation.

Ce qui a conduit M. de Semainville à cette erreur, c'est qu'il admet que la particule ne fait pas partie intégrante du nom ; il ne la considère que comme un signe, une marque apposée à ce nom. Mais, à notre avis, la particule fait corps avec le nom, nous l'avons déjà dit plus haut et dans des cas très nombreux ; elle s'y est tellement unie qu'elle ne forme

1. M. de Semainville, *Code de la Noblesse française*, Livre III, Chapitre XII, § 4.

plus qu'un seul mot avec lui, les deux noms de Du Bois et Dubois ne font en réalité qu'un même nom, car ils ont la même étymologie et dans ce cas si la suppression de « Du » dans Dubois en un seul mot constitue un démembrement du nom, comment n'en serait-il pas de même pour le premier.

Dans la seconde citation que nous avons faite de l'ouvrage de M. de Semainville, cet auteur fait de la particule une marque distinctive de noblesse. Il base son opinion sur des lettres patentes de Henri IV (avril 1596) et de Louis XIII (mai 1613) qui ont autorisé la première Jean Loir, commissaire général de l'artillerie et la seconde Ambroise Vive, seigneur du Mesnil, à prendre la particule. Mais cela ne prouve, selon nous, qu'une chose, c'est que Jean Loir et le sieur Du Mesnil, plus consciencieux que d'autres, avaient voulu régulariser l'addition qu'ils faisaient à leur nom.

M. de Semainville invoque encore une déclaration de Louis XIV du 3 mars 1699 (1) interdisant aux annoblis et à tout autre que les nobles de race, de prendre le « de » devant leur nom : Mais cette défense est bien mieux une répétition de l'interdiction de signer d'un nom autre que du nom propre de la famille.

Il est donc impossible de soutenir que la noblesse

1. Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XX, p. 333.

non titrée se distingue aujourd'hui par l'emploi de la particule. D'abord parce que des familles de très ancienne noblesse ne se soucièrent jamais d'en faire usage; ensuite parce qu'à l'époque où s'introduisirent les noms additionnels, elle fut prise par des serfs et des vilains. Enfin parce que dans tout le cours de l'ancien droit les additions des noms terriens fournirent aux roturiers le moyen d'acquérir la particule.

Si elle avait été un indice de noblesse, son usurpation en aurait été supprimée par les édits contre les usurpations de noblesse, ce que nous ne rencontrons dans aucun édit de ce genre.

Citons enfin, pour résumer notre théorie sur la particule, une définition satirique, il est vrai, de cette particule, mais qui dans bien des cas se trouve avoir une grande part de vérité. « On appelle particule nobiliaire une syllabe ou une préposition honorifique que les nobles placent généralement devant leur nom. Si la particule est une marque de noblesse ancienne, elle est devenue aussi quelquefois une savonnette à vilain (1) ».

La particule s'acquiert comme le nom par la naissance, mais peut-elle être encore l'objet d'une collation? La plupart des auteurs suivent la négative et telle est aussi la solution de la chancellerie.

Le contraire cependant nous semble plutôt juri-

1. Grand dictionnaire de Larousse. V^o Particule.

dique : La particule, en effet, est une syllabe ou une partie du nom et ajouter cette partie à un nom, c'est le modifier, c'est faire un changement du nom. Aussi pensons, nous que le gouvernement peut dans certains cas, autoriser une personne à faire précéder son nom d'un « de ». Mais bien entendu qu'il faudrait suivre toutes les formalités prescrites par la loi de germinal.

Les titres nobiliaires.

Les titres qui étaient autrefois essentiellement attachés à la possession de la terre, sont devenus de nos jours, des titres personnels qui s'ajoutent au nom sous forme de qualification nobiliaire. « Il s'attache au nom de la personne et de même qu'il en est la décoration, de même on peut dire qu'il en forme une dépendance légale » (1) .

Mais les titres nobiliaires, tout en étant une dépendance légale des noms, n'en sont pas moins soumis à des règles de transmission, de preuves et de compétence différentes de celles du nom, règles qui ne rentrent pas dans le cadre de cette étude.

Les titres ne font donc pas partie intégrante du nom, ils en sont plutôt un accessoire.

Nous ne voulons pas dire toutefois que jamais un acte de naissance ne contiendra l'énonciation

1. Rapport de M. Guillemard, précédent un arrêt de la Cour de Paris, *Gaz. des Tribunaux*, 48, 19 avril 1864.

d'un titre de noblesse et que l'addition d'un titre nobiliaire dans un acte de l'état civil ou l'on prétend qu'il a été omis ne puisse jamais faire l'objet d'une demande en rectification de cet acte.

Les partisans de l'opinion contraire se fondent sur ce que les titres de noblesse ne figurent point parmi les énonciations que doit contenir un acte d'état civil en vertu de l'art. 57 du Code civil; et les titres n'étant pas une partie du nom, ne doivent pas être inscrits sur un acte de naissance.

Cet argument a peu de valeur. En effet comment l'art. 57 du Code civil aurait-il pu mentionner les titres nobiliaires parmi les énonciations que doit contenir l'acte de l'état civil, puisque lors de sa rédaction, ces titres abolis par les lois de la Révolution (1) n'avaient pas encore été rétablis. De leur rétablissement, il résulte implicitement qu'ils doivent prendre à côté du nom la place accessoire qu'ils y avaient autrefois. Cette interprétation a du reste été consacrée par la loi du 28 mai 1858 modifiant l'article 259 du Code pénal. Le deuxième paragraphe de cet article, punit d'amende quiconque, sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, aura publiquement pris un titre, échangé ou modifié le nom que lui assignent les actes de l'état civil. Il faut donc bien que les personnes qui veulent

1. Lois des 3 novembre 1789; 15 et 18 mars 1790; Décret du 14 Fructidor, an II, et un autre du 19 Nivôse an VI.

continuer à porter leur titre obtiennent des jugements de rectification si, par suite des prohibitions des lois du droit intermédiaire, leur titre ne se trouve pas dans les actes de l'état civil antérieur.

Du reste, si l'article 57 du Code civil mentionne les énonciations substantielles que doit contenir un acte d'état civil, il n'est pas, par ses termes, exclusif d'autres mentions complétives qui peuvent concourir à mieux préciser l'identité des personnes dénommées dans ces actes.

La jurisprudence à ce sujet est divisée en deux phases. Tout d'abord les tribunaux et les cours d'appel n'avaient pas admis que les titres de noblesse pussent prendre place dans la rédaction des actes de l'état civil et que leur omission dans ses actes donnât lieu à rectification (1).

Plus tard la cour de cassation, traitant en cela les titres de noblesse comme le nom lui-même, reconnut qu'il y avait lieu de rectifier un acte de naissance ne faisant pas mention d'un titre nobiliaire (2).

Mais une grande difficulté se pose sur le point de savoir quel sera le tribunal compétent pour ordonner la rectification d'un acte d'état civil dans lequel un titre de noblesse a été omis. De nombreux systèmes ont été proposés.

Premier système : Les tribunaux ordinaires ont

1. Douai, 10 août 1882. Sirey, 53. 2. 102; Toulouse, 12 juillet 1862. Sirey, 62. 2. 161.

2. Metz, 31 juillet 1860, Sirey, 63. 1. 447.

le pouvoir de connaître de toutes les questions de droit relatives aux titres déjà conférés en fait.

Mais ce premier système a le tort d'être en contradiction formelle avec les dispositions des décrets des 8 et 12 janvier 1859 qui établit, en matière de titre, la compétence spéciale du conseil du sceau.

Deuxième système : Le second système sépare complètement le titre du nom, et donne, par conséquent, aux tribunaux ordinaires, compétence pour les rectifications de nom, tandis qu'il attribue au conseil du sceau des titres, la compétence pour connaître de toutes les contestations relatives aux titres (1).

Nous reprochons à ce système d'être contraire au principe que les tribunaux ordinaires sont seuls compétents lorsqu'il s'agit de faire rectifier une mention quelconque dans un acte d'état civil. De plus il repose sur l'existence d'une séparation trop absolue entre le nom et le titre.

Troisième système ; Une autre théorie donne aux tribunaux ordinaires la compétence générale toutes les fois que le droit au titre ne donne lieu à aucune contestation (2).

On doit encore écarter ce système parce qu'il est fondé sur une distinction que rien ne justifie et qui n'est établie nulle part.

1. Agen, 28 août 1860. *Dall.* 1862. 2. 19.

2. Rouen, 18 mars 1861. *Dall.* 1862. 2. 18.

Quatrième système. — Enfin il existe une quatrième opinion à laquelle nous nous rallions, parce qu'elle observe à la fois les règles du droit commun et celles du décret des 8/12 janvier 1859 tandis que les précédents systèmes avaient négligé les uns ou les autres. Ce système attribue aux tribunaux civils compétence chaque fois que le demandeur base son action en rectification sur un acte régulier de collation de titre. Mais toutes les fois qu'on ne se trouvera pas en présence d'un tel acte il faudra auparavant saisir de l'affaire le conseil du sceau.

Section III. — Caractères du nom.

Le nom de famille est hors du commerce (2) ; il est, en, effet une partie très importante de l'état des personnes puisqu'il en est, en quelque sorte, le résumé. Or, nous savons à quel point nos loix s'attachent à maintenir la plus grande fixité en matière d'état, il fallait donc enlever au nom tout caractère commercial pour le maintenir dans les familles et en faire le patrimoine le plus durable.

« Le nom de famille, dit Hippolyte Rigault dans ses études littéraires et morales, c'est un héritage,

1. Cassation, 1^{er} juin 1863. Dalloz, 1863. 4. 216.

2. Marx, *Propriété des noms*, deuxième partie, page 12 ; Lallier, *Propriété des noms et des titres*, page 5 ; Salveton, *Des noms de famille*, pages 312 et 315.

c'est une propriété, la plus petite en apparence, si le nom est obscure, mais la plus solide et la plus inaltérable.

Depuis de longues années les terres de la famille ont été partagées et vendues; les pieux souvenirs du champ natal ne l'ont pas sauvé de l'encan.

Les maisons sont tombées en poussière, l'argent a coulé de mains en mains.

Seule cette petite propriété syllabique, le nom, a duré pendant des siècles, seule elle a défié les efforts du temps et les vicissitudes de la fortune, seule elle est le passé, seule elle est l'avenir et vous la transmettez à vos fils comme vous l'avez reçu de vos pères —».

Montesquieu reconnaît cette perpétuité du nom et il y voit une excitation au mariage et à la continuation de la race : « Les noms qui donnent aux hommes l'idée d'une chose qui semble ne devoir pas périr sont très propres à inspirer à chaque famille le désir d'étendre sa durée ».

Le nom de famille ne pourra donc pas faire l'objet d'une vente d'une donation d'un legs d'une transaction (1) puisqu'il est hors du commerce et que seules les choses du commerce peuvent faire l'objet de ces contrats (Art. 1128 du Code civil). La vente

1. Cass., 29 juin, 1825, Dal., 25. 1. 351 ; Douai 26 décembre 1835, Dal., 38. 2. 109 ; Lyon, 24 mai 1865, Dal., 65. 2. 163.

la donation ou le legs seraient nuls pour défaut d'objet.

De même, en vertu de l'article 6 du Code civil, les particuliers n'ont pas le droit de déroger par des conventions à ce qui a été établi dans l'intérêt de la société et l'immutabilité du nom a été créée plutôt dans l'intérêt de la société que dans l'intérêt de l'individu.

Donc, le cessionnaire d'un nom n'a aucun droit pour abandonner son nom de naissance et pour prendre celui du cédant, de même que ce cédant n'a pas le droit de l'autoriser à agir ainsi. Le cessionnaire n'a rien acquis parce que le cédant n'a rien pu aliéner, parce que la cession de nom est nulle.

Nous ne voulons pas dire par là que toute cession n'aura jamais d'effets. Dans certains cas, elle produira des résultats. Ainsi, un individu, nous le verrons au titre du changement de nom, peut, après avoir préalablement obtenu l'autorisation du chef de l'État, modifier son nom moyennant l'exécution de certaines formalités. Si le nom qu'il va prendre appartient à une autre personne, cette autre personne pourra ou bien lui interdire de faire le changement ou l'y autoriser par une cession. Mais ce n'est pas là, à vrai dire, le nom lui-même qui est cédé, c'est plutôt le droit de faire opposition au changement de nom. En pratique, la cession isolée du nom est excessivement rare, mais on la trouve quelque-

fois affectant une donation ou un legs qu'elle rend alors conditionnels.

On trouve également dans la pratique une cession qui, au premier abord, se confondrait avec la cession de nom, mais qui s'en distinguera sur beaucoup de points : c'est la cession de l'usage du nom assez fréquente en matière commerciale et industrielle.

De ce que le nom est hors du commerce, on en déduit qu'il est imprescriptible. En effet, d'après l'article 2226 du Code civil, on ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont pas dans le commerce.

Le nom ne pourra donc ni se perdre ni s'acquérir par voie de prescription (1), quelque longue qu'ait été la possession sur laquelle elle s'appuie ; car la prescription repose sur une présomption d'aliénation et nous avons établi que le nom n'est pas susceptible d'aliénation ; il ne pourra donc pas être acquis ni perdu par prescription, ce qui serait une aliénation involontaire ou déguisée. Ainsi, un nom peut avoir été délaissé, modifié, usurpé même, le titulaire de ce nom ne perdra jamais ses droits sur ce nom, il pourra le revendiquer ainsi que tous les membres de la famille, quand bien même l'usurpation remonterait à plus de trente ans. Un jugement

1. Levesque, *Droit nobiliaire français*, n° 196 ; Beaune : *Les distinctions honorifiques*, page 84 ; Lyon, 24 mai 1865, Dalloz, 1865. 2. 463 ; Paris, 29 juillet 1879, Dalloz, 1880. 2. 102.

de Grenoble a statué en ce sens ; il a déclaré que le nom ne saurait être perdu par suite d'erreurs ou d'omissions commises par les ascendants alors même que ces irrégularités dans les actes de l'état civil se seraient répétées pendant un laps de temps plus ou moins long (1).

1. Grenoble, 29 févr. 1860, Dal. 1860. 2. 174.

CHAPITRE II

ACQUISITION DU NOM PATRONYMIQUE

Nous avons examiné, dans notre premier chapitre, l'utilité et la nécessité du nom dans nos sociétés modernes, les différentes sortes de dénominations et les éléments divers qui composent le nom patronymique. Nous allons rechercher maintenant d'après quels principes, quelles règles, nous acquérons notre nom.

L'acquisition du nom se rattache essentiellement au fait même de la naissance. Elle découle de l'idée que nous nous sommes fait du nom : c'est un signe extérieur que la loi nous impose à tous, qui sert à distinguer les hommes entre eux en rappelant le trait capital qui caractérise leur état civil, c'est-à-dire leur filiation. En effet, dire « je me nomme un tel ou bien je suis fils d'un tel », n'est-ce pas énoncer deux propositions absolument identiques.

Dès sa naissance, l'enfant a besoin d'une marque qui le distingue de ses semblables, qui fasse bien comprendre à tous ceux qu'il approche de quelle

famille il est, quel est son père, quelle est sa mère, quels sont les droits qu'il pourra dans l'avenir recueillir de sa filiation.

Aussi, le jour même de sa naissance, le nouveau né reçoit-il, avec la lumière, le nom des personnes dont son acte de naissance le déclare issu.

Le nom dérive donc de la filiation et il en résulte, qu'à la rigueur, l'enfant devrait prendre le nom de sa mère aussi bien que celui de son père. Mais, pour parer aux immenses inconvénients pratiques que présenterait un tel système, l'usage a admis que le nom de l'enfant serait celui du père.

On soutiendrait en vain que les enfants appartiennent à la famille de leur mère aussi bien qu'à celle de leur père et que l'article 57 du Code civil exige la mention du nom maternel comme celle du nom paternel dans l'acte de naissance. Si toute personne pouvait porter réunis le nom de ces deux auteurs, les noms patronymiques seraient, après quelques générations, d'une longueur démesurée, et il faudrait alors qu'une loi vint limiter le nombre de noms auquel on doit s'arrêter.

L'enfant ne peut donc porter concurremment le nom de son père et celui de sa mère, et cela même dans le cas où le père aurait l'habitude de joindre à son nom personnel celui de sa femme (1).

1. Besançon, 6 février 1866. Sir, 1866. 2. 75 ; Nîmes, 15 décembre 1870 ; Dalloz, repert : Nom n° 46.

Comment l'enfant acquiert-il le nom de son père ? Est-ce en vertu d'une transmission analogue aux successions ? Nous ne le pensons pas, sans cela l'enfant devrait attendre le décès du père avant d'avoir le moindre droit sur le nom, et non seulement nous verrons qu'il en a l'usage, mais même qu'il a le droit de s'opposer à son usurpation par un tiers. C'est plutôt une extension du nom du père sur la tête de ses enfants ; il y a là une acquisition originaire. L'enfant prend un nom en vertu du fait qu'il appartient dès sa venue au monde à une certaine famille, qu'il a une certaine filiation.

Le nom d'un enfant diffère suivant sa filiation. La filiation peut être légitime ou naturelle. Si elle est naturelle, elle peut être simple, ou bien adultérine, ou bien incestueuse. Dans certains cas, enfin, la filiation est inconnue, soit parce que les parents ne se sont pas fait connaître, soit parce qu'ils ont abandonné leur enfant.

Nous allons examiner ces différentes hypothèses et voir dans chacun de ces cas quel sera le nom qui devra être attribué à l'enfant. Enfin, nous terminerons ce chapitre par une étude sur la transmission du nom résultant de l'adoption.

Section première. — Acquisition du nom résultant de la filiation légitime.

Tout possesseur d'un nom le transmet à ses en-

fants légitimes et à tous ses enfants légitimes sans distinction. Ce principe de l'acquisition du nom n'était pas suivi avant la Révolution. Les noms des nobles qui se tiraient de ceux des terres et des domaines, ne se transmettaient pas indistinctement à tous les enfants. L'aîné recevait le fief avec son nom, et les puînés tiraient leur nom du domaine qui leur était dévolu. « Cela fut en usage en la maison des comtes palatins de Champagne : Estienne, frère puîné du comte Thibaud, prit, ainsi que sa postérité, le surnom de Sancerre, parce qu'il eut en partage le comté de Sancerre, mais il retint les armes de Champagne » (1).

D'autres encore prenaient le nom de leur femme ou mieux le nom de la terre que celle-ci apportait en mariage : ainsi la maison de Bourbon, issue de Robert, comte de Clermont, fils de St Louis, doit son nom à la terre de Bourbon qu'apporta à ce prince en 1272, Béatrix de Bourgogne, dame de Bourbon et de Charolais.

Peu à peu les noms patronymiques se transmi-
rent à tous les enfants, les noms de seigneuries eux-mêmes passèrent à tous les enfants du possesseur du domaine, mais la qualité et le nom de seigneur resta toujours réservée à l'aîné des enfants mâles. Ces changements se sont opérés sous des

1. Laroque, *Traité de l'origine des noms*, chap. XXXII.

influences naturelles à l'esprit humain. Ne voit-on pas encore aujourd'hui que dans certaines familles on est enclin à perpétuer certains prénoms dont l'hérédité n'est cependant pas une conséquence de la loi. Ainsi l'aîné des fils portera le prénom du grand-père, l'aînée des filles celui de la grand'mère.

Mais tout ceci n'était réglé que par l'usage, quand le décret du 19 juin 1790 abolit la noblesse et tous les privilèges attachés à l'ordre de la naissance : tous les enfants eurent un titre égal pour porter le nom de leur père.

La loi du 6 Fructidor de l'an II proclama le principe dans son premier article : « Aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. Ceux qui les auront quittés seront tenus de les reprendre ».

Jusqu'à la promulgation de cette loi, l'acte de naissance avait servi à renseigner les tiers sur le nom de chacun, mais il ne l'imposait pas d'une manière absolue et les changements de noms étaient au moins tolérés. Il y avait bien des lois qui interdisaient les changements volontaires et obligeaient les citoyens à n'user que de leur vrai nom. Mais quel était ce seul vrai nom indéfiniment attaché à la personne ? Les anciennes lois ne nous le disaient pas, et ce n'est que la loi de Fructidor qui déclara que notre seul nom était celui de notre acte de naissance.

L'article 57 du Code civil ne fait que proclamer la même idée en disant que l'acte de naissance de l'enfant doit énoncer les prénoms, nom, profession, domicile des père et mère.

Ainsi c'est donc la filiation qui donne le droit et le devoir de porter tel nom, et c'est l'acte de naissance qui constate ce droit et le consacre.

Cependant le nom qui nous a été attribué dans notre acte de naissance n'est pas irrévocablement fixé sur notre tête, car dans certains cas ce nom ne serait pas le nôtre ; ainsi l'officier d'état civil aura commis une erreur en inscrivant la déclaration des témoins, ou bien ce sont ces déclarations elles-mêmes qui sont erronées. Dans ces circonstances, il est bien évident que la loi ne pouvait nous contraindre à porter le nom de notre acte de naissance, puisque cet acte contenait une erreur et que ce nom n'était pas le nôtre. Cet acte doit être rectifié suivant les règles que nous étudierons dans un chapitre suivant.

L'acte de naissance attribue un nom à l'enfant en vertu de sa filiation. Mais cette filiation elle-même peut être contestée ; le père peut désavouer l'enfant, ou encore un tiers peut intenter contre lui une action ayant pour but de contester sa légitimité ou une action en contestation d'état proprement dite. Si le tribunal reconnaît le bien fondé de la demande il ordonnera dans son jugement la rectification de l'acte erroné et dès la rectification opérée

l'enfant devra porter le nouveau nom qui lui sera attribué dans l'acte rectificatif.

A l'inverse si c'est l'enfant qui triomphe dans son action en réclamation d'état, il prendra le nom de la famille à laquelle il a été déclaré appartenir légitimement.

Ce que nous venons de dire des enfants légitimes s'applique également aux enfants légitimés en vertu de l'article 333 du Code civil. « Les enfants légitimés par le mariage subséquent auront les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage ». Mais ils ne porteront le nom de leur père qu'à partir du jour de la légitimation ; car la légitimation ne rétroagit pas au jour de la naissance de l'enfant, c'est au contraire la naissance de l'enfant qui est fictivement reportée au jour de la célébration du mariage.

Section II. — Acquisition du nom résultant de la filiation naturelle.

La question doit être divisée en trois parties suivant que l'enfant a été reconnu par son père naturel, ou par sa mère naturelle, ou par tous les deux.

1°. *Enfant naturel dont la paternité est seule établie.* L'enfant naturel qui n'est reconnu que par son père prend le nom de celui-ci. On n'a pas à s'occuper du point de savoir à quelle date la reconnaissance de l'enfant a eu lieu, si elle est con-

temporaire de l'acte de naissance ou si elle lui est postérieure, puisque la reconnaissance est déclarative de filiation mais non pas attributive.

Peu importe également que le nom du père figure ou non dans l'acte de naissance de l'enfant. Cependant la Cour d'Aix dans un jugement du 18 avril 1817 n'a accordé à un enfant naturel reconnu par son père le droit de porter le nom paternel qu'autant que ce nom lui aurait été attribué dans l'acte de reconnaissance.

2° *Enfant naturel dont la filiation maternelle seule est établie.* L'enfant prend alors le nom de la mère car sa filiation paternelle n'est pas établie et le nom est la conséquence juridique de la reconnaissance.

3° *Enfant naturel dont la paternité et la maternité sont établies.* Si la reconnaissance a été faite simultanément (c'est le cas le plus fréquent) lors de la déclaration de naissance par le père et la mère, quel nom devra-t-on attribuer à l'enfant ? Trois théories sont en présence.

La première soutenue par Demolombe dans son traité de la paternité et de la filiation, déclare qu'en ce cas l'enfant portera le nom du père et assimile à ce point de vue la filiation naturelle à la filiation légitime. Notre ancienne jurisprudence, si sévère cependant pour les bâtards, soutenait cette opinion et bien plus, elle l'appliquait même à l'enfant adultérin.

Cette tradition, dit Demolombe, a été conservée et de nos jours la transmission du nom est un mobile plus ou moins déterminant de la reconnaissance. Que l'on n'objecte pas qu'aucun article ne confère textuellement ce droit, car le silence du code est le même à l'égard de l'enfant légitime.

D'après une deuxième théorie, il faudrait attribuer à l'enfant naturel reconnu à la fois par son père et sa mère le nom de ses deux auteurs, car bien que constatées dans le même acte, les deux reconnaissances, n'en établissent pas moins deux filiations distinctes. La filiation paternelle, est établie par la reconnaissance du père, la filiation maternelle par la reconnaissance de la mère.

Il n'y a aucun lien entre le père et la mère qui puisse donner la prédominance au premier et la femme n'a pas renoncé à transmettre son nom patronymique comme elle l'eût fait étant mariée. Il n'y a donc aucun motif pour donner la préférence au nom du père et il faut donner à l'enfant le nom de ses deux auteurs.

Enfin la troisième théorie laisse aux tribunaux le soin d'apprécier, suivant les circonstances, suivant l'honorabilité du père et de la mère lequel des deux noms est le plus avantageux pour l'enfant.

La première solution nous paraît être la plus juste, surtout la plus en rapport avec la définition du nom. Si le nom était établi dans le but unique de pro-

téger les intérêts de l'enfant, assurément il serait préférable d'accorder au tribunal le droit de choisir entre les deux noms des père et mère et d'attribuer à l'enfant celui qu'il jugera le plus avantageux.

Mais le nom, nous l'avons vu plus haut, sert plutôt à maintenir l'harmonie dans l'ordre public, à résumer d'un mot l'état civil d'une personne. C'est le signe de la filiation dont la paternité est la source.

La jurisprudence est, du reste, en ce sens, et la Cour de cassation, fréquemment consultée sur ce sujet, a toujours déclaré dans ses arrêts que l'enfant naturel reconnu en même temps par son père et par sa mère, doit porter le nom de son père.

Ainsi, il a été jugé que le père naturel ne peut contester à son enfant le droit de porter son nom, tandis que la mère et sa famille peuvent s'opposer à ce que l'enfant prenne le nom de la mère, même dans le cas où ce nom est relaté dans l'acte de naissance.

4° *La filiation paternelle a été établie après la filiation maternelle.* Il peut encore se faire que les deux reconnaissances n'aient pas été faites en même temps, que la reconnaissance de la mère ait été faite lors de la déclaration de naissance, tandis que celle du père n'a été faite que postérieurement.

En appliquant les principes précédemment admis, nous voyons que l'enfant devra, dès le début, pren-

dre le nom de sa mère, puisque, seule, elle l'a reconnu. Plus tard, il devra prendre le nom du père, si l'on admet comme nous la théorie de M. Demolombe, d'après laquelle l'enfant naturel, reconnu par son père, prend le nom paternel à l'exclusion du nom de la mère.

Les partisans de la deuxième théorie lui feront porter les deux noms. Lorsqu'interviendra le second acte de reconnaissance, l'enfant prendra le nom de celui qui le reconnaît, mais sans abandonner l'autre.

Cette théorie aurait sur l'autre l'avantage d'éviter les reconnaissances tardives dans le cas où l'enfant naturel ayant, par son travail ou son intelligence, acquis une fortune ou une situation enviable, cette fortune ou cette situation pourrait décider le père à reconnaître son enfant pour donner ainsi de l'éclat à son nom.

Ajoutons encore, qu'en pratique, lorsque l'enfant a été reconnu par la mère seule, et par conséquent porte son nom, il serait souvent injuste, et dans tous les cas nuisible à l'intérêt public, de le forcer à changer de nom à cause d'une reconnaissance du père survenue dans la suite. Il n'aurait alors qu'à faire une demande en changement de nom.

Une dernière difficulté se pose au sujet du nom à donner à un enfant naturel reconnu : Si cet enfant est reconnu par son père seul et pendant son mariage, comme né antérieurement à ce mariage de ses

relations avec une autre que sa femme, quel nom devra-t-il porter ?

Il faut, tout d'abord, écarter le nom de la mère qui, d'après notre hypothèse, ne l'a pas reconnu. Reste donc le nom du père. Mais, en le lui attribuant, ne se met-on pas en opposition formelle avec l'article 337 du Code civil : « La reconnaissance faite pendant le mariage par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu avant son mariage d'un autre que de son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci ni aux enfants nés de ce mariage. Néanmoins, elle produira son effet après la dissolution de ce mariage s'il n'en reste pas d'enfants. »

La reconnaissance, dit l'article 337, ne peut porter préjudice aux enfants légitimes. Or, il se peut que l'enfant cause un préjudice moral très grand à la famille de son père naturel. Malgré cela, M. Mourlon accorde à l'enfant naturel le droit de faire usage du nom paternel, parce qu'il ne porte atteinte qu'à des intérêts moraux et non aux intérêts pécuniaires de la famille. Du reste, l'article 337 n'empêche pas la filiation d'être établie et c'est cette filiation qui cause préjudice à la famille plutôt que le fait de donner le nom paternel à l'enfant naturel. Il n'en serait pas de même pour les aliments qu'un enfant demanderait à son père naturel (1).

1. Voyez en sens contraire un arrêt de la Cour d'Agen, 17 mars 1817, et un autre de la Cour de Rennes, 22 mars 1810.

Cependant, une théorie refuse à l'enfant naturel le droit de porter le nom du père en s'appuyant sur ce fait que le nom peut, dans certains cas, devenir pour l'enfant la source de bénéfices pécuniaires et nuire ainsi aux intérêts des enfants légitimes de son père naturel. Par exemple, l'enfant prendrait le nom de son père dans une entreprise commerciale ; il causerait certainement à la famille légitime un préjudice pécuniaire en contradiction avec l'article 337.

Mais, en continuant d'admettre cette opinion, de ce que l'article 337 ne parle que de la reconnaissance faite pendant le mariage, il en résulte qu'un enfant naturel, né avant le mariage de son père et reconnu après la dissolution du mariage, porterait le nom paternel, même s'il y avait des enfants issus de ce mariage.

Quelle que soit enfin la théorie adoptée, si le mariage se dissout sans qu'il y ait d'enfant légitime, l'enfant naturel, reconnu pendant le cours de ce mariage, jouira de tous les droits produits par cette reconnaissance. Il pourra donc porter légalement le nom paternel.

Section III. — Du nom de l'enfant naturel non reconnu

L'enfant tire son nom de la filiation telle qu'elle est exprimée dans son acte de naissance. Mais ce

principe n'est vrai que pour ceux dont l'acte de naissance est la preuve de la filiation, c'est-à-dire les enfants légitimes ou légitimés et les enfants naturels reconnus, soit dans l'acte de naissance, soit ultérieurement. Mais en ce qui concerne les enfants naturels, non reconnus, et les enfants trouvés, l'acte de naissance ne constate pas la filiation, il ne fait qu'affirmer qu'un accouchement et une naissance ont eu lieu. Alors, comment ces enfants acquieront-ils un nom patronymique ?

Il semble, au premier abord, que l'enfant naturel non reconnu ne puisse jamais prendre le nom d'un de ses auteurs puisque sa filiation n'est pas établie. Cette doctrine n'a jamais été contestée pour le nom paternel ; si le père ne reconnaît pas l'enfant naturel, celui-ci n'a aucun droit à porter son nom. La possession d'état serait insuffisante et l'autorisation du père ne pourrait remplacer les règles de la transmission du nom. Le droit au nom du père ne saurait pas davantage résulter d'une constatation judiciaire puisque, chez nous, la recherche de la paternité est interdite.

Mais, presque toujours, les actes de naissance des enfants naturels énoncent le nom de la mère, quand bien même celle-ci n'est pas intervenue dans la rédaction de l'acte. L'enfant, dont l'acte de naissance est ainsi rédigé, peut-il porter le nom maternel ? La question revient à celle-ci : l'enfant naturel peut-il

prendre le nom de la femme que son acte de naissance indique comme étant sa mère ?

Tout d'abord, l'acte de naissance doit-il contenir le nom de la mère naturelle qui ne reconnaît pas l'enfant ? De la réponse à cette deuxième question découle la réponse que nous ferons à la première. En effet, si l'on admet que l'acte de naissance ne doit pas forcément contenir le nom de la mère naturelle, cette mention, si elle est faite, devra être considérée comme non avenue ; car si les officiers d'état civil ont inscrit une déclaration qui ne devait pas être faite, les énonciations indûment relatées sont nulles et ne produisent aucun résultat (art. 35 du Code civil).

Il y a sur ce point trois systèmes bien opposés.

Premier système. — D'après quelques auteurs, non seulement le nom de la mère naturelle peut être énoncé sans son consentement dans l'acte de naissance de l'enfant, mais encore cette énonciation est impérativement ordonnée. Ces auteurs, parmi lesquels il faut citer Merlin, Toullier, Duranton, se fondent sur la généralité de l'article 57 du Code civil, qui, d'après eux, s'applique aussi bien à l'acte de naissance d'un enfant naturel que celui d'un enfant légitime. Ils appuient encore leur opinion sur l'article 346 du Code pénal. Mais cette opinion absolue est aujourd'hui abandonnée. Il a été jugé, en effet, par la Cour de cassation, que l'article 346 ne

s'applique qu'à la déclaration du fait de la naissance et non à celle de la filiation, qu'à l'égard des sages-femmes et médecins, la révélation de la maternité constituerait une violation du secret professionnel auquel ils sont tenus en vertu de l'article 378 du Code pénal.

Deuxième système. — Une seconde opinion aussi absolue que la première soutient, au contraire, que dans aucun cas, malgré la déclaration des comparants, l'officier d'état civil ne doit inscrire le nom de la mère, à moins toutefois que les déclarants ne justifient du consentement formel et dûment constaté de celle-ci. L'énonciation du nom de la mère faite sans son aveu ne prouverait pas la filiation naturelle puisque la reconnaissance est un acte essentiellement personnel de la mère et dont elle seule peut être l'auteur. Cette énonciation ne pourrait même pas servir de preuve par écrit, car, suivant l'article 324, pour qu'un écrit puisse être considéré comme commencement de preuve, il faut qu'il émane de la personne intéressée.

Troisième système. — Le système qui précède abuse du texte de l'article 35 qui ordonne de n'énoncer dans les actes que ce qui doit être déclaré. Ces derniers mots ne signifient pas ce qui doit être nécessairement déclaré, mais ce qu'il y a lieu de déclarer, qu'il s'agisse d'une déclaration substantielle ou simplement utile. Or, la mention du nom de la

mère peut avoir son utilité et l'indication des comparants à cet égard est tout au moins un renseignement précieux que l'officier doit consigner dans son acte (1).

Les trois systèmes sont, du reste, d'accord avec la jurisprudence au sujet de l'effet de la désignation de la mère, faite sans son aveu, dans l'acte de naissance de l'enfant naturel. Cette indication fait preuve de l'accouchement, car cet événement est un fait matériel dont la loi permet la recherche et qui, suivant l'article 57, doit être déclaré. Mais, de l'avis de tous, cette insertion du nom de la mère naturelle dans l'acte de naissance ne prouve pas la filiation naturelle et, dès lors, nous ne pourrions admettre que l'enfant porte le nom de la mère.

Mais alors quel nom devra-t-il porter ? En pratique on ne donne aux enfants naturels non reconnus que des prénoms et presque toujours le nom de la mère est inscrit dans l'acte. Mais comme il ne peut porter ce nom l'enfant ne sera connu que par ses prénoms et ce sera l'un d'eux, le dernier de préférence qui lui servira de nom patronymique et qu'il transmettra à ses descendants.

1. Voyez en ce sens : Aubry et Rau, Demolombe, Mourlon.

**Section IV. — Du nom de l'enfant naturel
adultérin ou incestueux.**

L'enfant adultérin ou incestueux ne peut jamais être reconnu, c'est ce que nous dit l'article 335 du Code civil : « Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin. » De même il ne pourra être légitimé par mariage subséquent : « Les enfants nés hors mariage, dit l'article 331, autres que ceux nés d'un commerce adultérin ou incestueux pourront êtres légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère. »

L'enfant adultérin ne pourra donc jamais porter le nom paternel. De nombreux arrêts ont décidé en ce sens. Aussi il a été jugé que l'enfant adultérin n'a pas le droit de porter le nom du père qui l'a reconnu (1); qu'un nom de famille est une propriété dont on ne peut jouir qu'en vertu de sa filiation et que par suite l'enfant adultérin ne peut prendre le nom du père ; qui lui est attribué dans son acte de naissance, et cela bien qu'il ait l'aveu tacite de la famille et une possession trentenaire (2) ; qu'un frère a qualité pour demander la rédaction du nom de sa famille sur l'acte de naissance d'un enfant adultérin de son frère.

1. Paris, 22 mars 1828.

2. Douai, 26 décembre 1835.

Mais il est des cas où l'enfant adultérin peut être reconnu. Ainsi, l'adultère n'existe que d'un seul côté; celui des parents de l'enfant qui n'est pas engagé sous les liens du mariage peut le reconnaître car une telle reconnaissance ne peut blesser la morale.

Il peut même arriver que la filiation adultérine soit légalement établie, par exemple, le mari a désavoué l'enfant de sa femme ou bien encore le mariage cause de l'adultère a été annulé. Alors la filiation se trouvera constatée et l'enfant devra nécessairement prendre le nom de celui ou de celle à l'égard duquel sa filiation est établie.

On a cherché à faire une distinction : M. Bedel dans son traité de l'adultère, admet que, si la filiation de l'enfant est légalement établie vis-à-vis de la mère, l'enfant pourra porter le nom de cette dernière; mais il enseigne que si elle l'est vis-à-vis du père, l'enfant naturel ne pourra pas prendre son nom. Mais cette opinion n'apporte aucune preuve de sa véracité; on a bien il est vrai cherché à l'expliquer en invoquant le caractère immoral de la filiation adultérine; mais alors si cette immoralité de la naissance était suffisante pour empêcher un enfant adultérin de porter le nom de son père, comment faire pour ne pas admettre quelle soit suffisante pour lui interdire d'user du nom maternel; le ca-

ractère immoral est le même dans la filiation adultérine maternelle et paternelle.

Dans notre ancien droit toutes ces discussions ne pouvaient être soulevées. Les enfants adultérins ou incestueux y étaient en effet assimilés aux bâtards naturels et portaient le nom de ceux qui les avaient reconnus (1).

Section V. -- Législation comparée.

Dans toutes les législations l'acquisition du nom est une des conséquences les plus importantes de la filiation quelle a pour but de constater et presque toujours l'enfant légitime ne porte que le nom de son père. Toutefois nous avons déjà cité la coutume espagnole d'après laquelle l'enfant portait le nom paternel et le nom maternel réunis par la préposition « y ».

Les lois étrangères n'offrent pas la même similitude en ce qui concerne les enfants naturels.

Ainsi, en Allemagne, l'enfant naturel prend le nom et suit la condition de la mère naturelle quand bien même le père l'aurait reconnu. Cette décision des lois allemandes nous semble d'autant plus surprenante que dans ce pays, la recherche de la paternité est admise, à moins que 1^o la plaignante ne

1. Cf. *Parlement de Paris*, 18 juin 1807.

soit mariée; 2° ou bien que le prévenu ne soit marié et que la plaignante ait eu connaissance de cette circonstance.

Bien plus, le mari de la mère naturelle peut, à la suite d'une déclaration, faite aux autorités compétentes et, dans la forme authentique, donner son nom de famille à l'enfant; mais il doit pour cela obtenir le consentement exprès de la mère et de l'enfant.

Ce système est également admis par le code autrichien : « En général, dit ce code, les enfants naturels sont exclus de tous les droits de la famille et de la parenté, ils ne peuvent prétendre ni au nom de famille de leur père, ni à la noblesse, aux armoiries ou autres prérogatives de leurs parents ; ils portent le nom de famille de leur mère. »

En Italie, en Espagne, l'enfant naturel reconnu, prend, comme en France, le nom de celui qui l'a reconnu.

En Norvège, l'article 78 du Code civil, déclare que, « tout enfant qui n'est pas né d'un commerce adultérin et incestueux, est considéré comme légitime, à l'égard de sa mère. » Il portera donc le nom maternel.

En Portugal, l'enfant naturel fait partie de la famille de sa mère naturelle, par conséquent, il en prendra le nom, et recueillera la succession en concours avec les enfants légitimes. Mais il faut établir

une distinction. au point de vue du père naturel. 1° Si le père est un artisan ou un roturier, l'enfant naturel reconnu, prendra son nom, et pourra lui succéder ; 2° Si au contraire, le père était de condition noble, l'enfant ne pourra ni prendre le nom patronymique de son père naturel, ni lui succéder.

Section VI. — Du nom des enfants trouvés.

Le sort des enfants trouvés a été réglé par un décret du 19 janvier 1811 et par une circulaire ministérielle du 30 juin 1812.

Les enfants trouvés sont ceux qui nés de père et mère inconnus ont été trouvés exposés dans un lieu quelconque, ou portés dans les hospices, destinés à les recevoir.

D'après l'article 58 du Code civil, toute personne qui aura trouvé un nouveau-né sera tenue de le présenter à l'officier d'état civil. Il en sera dressé procès-verbal, qui énoncera l'âge apparent de l'enfant, son sexe, et les noms qui lui seront donnés. Mais par qui et comment, ces noms lui seront-ils donnés ?

A ce point de vue, il est bon de distinguer les enfants trouvés en deux catégories. Les premiers sont ceux qui ont été portés à l'hospice ; dans ce cas, ce sera l'administrateur de l'hospice, qui sera chargé

1. Cf. *Parlement de Paris*, 17 juin 1807.

de leur donner des noms. Cependant quelquefois la personne qui a découvert l'enfant, pleine de pitié, pour lui, déclare à l'officier d'état civil, auquel elle le présente, qu'elle désire le garder. A qui appartient le droit de donner les noms de l'enfant ? C'est la circulaire ministérielle qui répond à notre question : « Le droit de donner un nom à l'enfant, n'appartient pas au déclarant, mais à l'autorité publique, c'est-à-dire à l'officier d'état civil. » En effet il n'y a aucun motif pour confier le choix du nom aux personnes qui présentent l'enfant ; elles n'ont aucun rapport ni avec lui, ni avec ses parents, et c'est un événement tout à fait fortuit qui les a mis en demeure de le présenter à l'officier d'état civil.

M. Salveton, admet qu'une personne charitable peut donner son nom à l'enfant, mais nous ne le pensons pas. On ne peut disposer ainsi de son nom, et les autres membres de la famille pourraient en interdire l'usage à l'enfant trouvé.

« Il en sera dressé un procès-verbal détaillé qui énoncera... les noms qui lui seront donnés ». L'article 58 du Code civil indique par là qu'il ne faut pas seulement donner des prénoms à l'enfant trouvé, mais encore un nom patronymique. L'enfant trouvé n'a pas de famille dont il puisse prendre le nom, mais il est appelé à en fonder une, à laquelle il transmettra son nom.

Une théorie soutenue par M. Lallier (1), prétend que le plus simple serait de ne donner à l'enfant trouvé que des prénoms, dont l'un lui servirait de nom patronymique (2). En sorte que si plus tard il venait à être reconnu, le nom qu'il aurait porté jusque là comme nom principal, reprendrait le rôle de simple prénom. Ainsi il n'y aurait pas de nom à effacer de l'acte de naissance.

Cette théorie ne nous semble pas en accord avec l'article 58 qui réclame un nom patronymique pour l'enfant trouvé.

Aucun texte législatif n'a déterminé la façon dont ce nom doit être choisi, nous n'avons que la circulaire ministérielle de 1812, qui nous donne quelques conseils à suivre dans le choix des noms. « Pour prévenir des confusions et des réclamations très fondées, on doit éviter de donner aux enfants trouvés des noms connus pour appartenir à des familles existantes, et qui sont pour elles une propriété très précieuse ». Ceci n'empêcherait pas toutefois de donner à l'enfant un nom qui par son usage fréquent est en quelque sorte tombé dans le domaine public. « Il faut donc, dit encore cette circulaire, chercher

1. Lallier, *De la propriété du nom*, n° 35.

2. L'enfant naturel a pour nom patronymique le dernier de ses prénoms, celui sous lequel il est désigné dans la pratique. Les prénoms qui précèdent celui-là restent purement et simplement des prénoms. (Sirey sous un arrêt de la Cour de Bruxelles : S. 1807. 2. 62.

ces noms, soit dans l'histoire des temps passés, soit dans les circonstances particulières à l'enfant, comme sa conformation, ses traits, son teint, le pays, le lieu où il a été trouvé. Il convient néanmoins de rejeter avec soin toute dénomination qui serait indécente, ou ridicule, ou propre à rappeler que celui à qui on le donne est un enfant trouvé (1).

« Mais ces noms ne doivent pas être deux ou trois noms communs à tous les enfants trouvés du même lieu ou à plusieurs d'entre eux. Il convient que ce soit des noms différents pour les divers individus ». C'était pour empêcher l'usage dans certaines provinces, de donner à tous les enfants trouvés un nom commun. Ainsi en Provence, ils portaient le nom de Blanc, en Italie on les appelait *Innocenti*.

C'est en Espagne, la coutume de donner aux enfants trouvés, le nom du saint dont c'est la fête le jour où ils sont trouvés.

Législation comparée. La question du nom des enfants trouvés a été d'ordinaire oubliée dans les législations voisines. En Suisse, l'article 319 de la loi fédérale nous dit bien quelles sont les formalités à remplir quand on découvre un enfant abandonné, il nous dit bien également que le nom qu'on lui donne doit être mentionné dans l'acte de nais-

1. L'usage était autrefois de donner aux enfants trouvés des noms rappelant leur origine. (Voyez de Castou, *Origine étymologique et signification des noms propres*, page 420).

sance ; mais la loi laisse en suspens la question de savoir par qui ce nom et ces prénoms seront choisis. Un auteur suisse M. Covelle, dit que ce choix appartient à l'officier d'état civil parce que la loi fédérale lui en a non seulement donné le droit mais encore imposé le devoir (1).

Cependant si la loi fédérale avait été aussi explicite, elle aurait dû abroger toutes les prescriptions cantonales qui y dérogeaient ; or, en fait il existe à ce sujet une grande diversité parmi les pratiques des différents cantons. Ainsi à Fribourg, l'enfant trouvé reçoit son nom du préfet ; à Neuchâtel du juge de paix ; dans le Valais, du département de l'intérieur ; à Berne, du conseil d'Etat. Il semble donc résulter de ces différences que les cantons peuvent charger de cette tâche qui bon leur semble.

En Allemagne, il n'y a point de règle expresse, nous indiquant qui doit choisir un nom patronymique à l'enfant trouvé. Mais la loi sur l'état civil du 9 mars 1874, dans son § 24, indique que la personne qui trouve un enfant, doit en faire à bref délai, une déclaration à la police de l'endroit qui fait alors une enquête et transmet les résultats à l'officier d'état civil. On pourrait donc en tirer comme conséquence, que c'est à l'autorité de police de donner un nom à l'enfant trouvé.

1. Covelle, *Essai sur le nom*, page 69.

Section VII. — Acquisition du nom patronymique résultant de l'adoption.

L'adoption est un acte juridique qui crée entre deux personnes, certains rapports purement civils et analogues à ceux qui résultent de la paternité et de la filiation. Nous devons donc trouver parmi les effets de l'adoption, un fait qui indiquera cette parenté artificielle à l'exemple de celui qui indique la paternité et la filiation véritable. Or, nous l'avons vu plus haut, la filiation, chose secrète, se dévoile aux yeux des tiers, par ce fait que l'enfant porte le nom de son auteur. En sera-t-il de même en cas de l'adoption ?

« L'adoption, dit l'article 347 du Code civil, confèrera le nom de l'adoptant à l'adopté, en l'ajoutant au nom propre de ce dernier ». Cette juxtaposition des deux noms de l'adoptant et de l'adopté est en même temps qu'une marque d'affection pour le père adoptif, un avertissement pour les tiers.

Ainsi qu'on le voit, c'est bien d'une acquisition de nom qu'il s'agit ici, puisque l'adopté conserve toujours le sien auquel il ajoute celui de l'adoptant.

Remarquons que la loi ne donne pas une simple autorisation ; elle exige que cette adjonction soit faite et l'adopté qui continuerait à porter son propre

nom seul commettrait le délit de port de faux nom (1).

Le Code civil autrichien a résolu la question dans le même sens ; il défend, dans son article 184, de déroger à l'effet essentiel de l'adoption mentionné à l'article 182, c'est-à-dire à la transmission du nom.

Notre Code a également prescrit certaines mesures de publicité. D'après l'art. 337, l'arrêt d'homologation doit être prononcé en audience publique et affiché en tels lieux et en tel nombre d'exemplaires que la Cour jugera convenable. « Dans les trois mois qui suivront ce jugement, nous dit l'article 339, l'adoption sera inscrite à la réquisition de l'une ou l'autre des parties sur le registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié. » De plus, mention de l'adoption sera faite en marge de l'acte de naissance de l'adopté. Il est rationnel « que cette espèce de naissance civile », comme dit Proudhon, soit constatée sur les registres de l'état civil.

Nous avons dit que la règle contenue dans l'article 347 est impérative, en ce sens que, bien que l'adoption soit un contrat, les parties n'y pouvaient déroger par des conventions particulières et que les tribunaux devraient refuser l'homologation de l'adop-

1. M. Tournade voit même dans règle de l'article de 347, un principe d'ordre public qui autoriserait le ministère public à faire rectifier d'office les actes authentiques qui y dérogeraient. (Tournade, *Thèse. Des noms de famille*, page 77).

tion si le nom de l'adoptant ne devait pas être ajouté à celui de l'adopté.

Mais, si le tribunal a homologué l'arrêt d'adoption et que, dans la suite, l'adopté refuse de se conformer aux prescriptions de l'article 347, y aura-t-il lieu de demander la nullité de l'adoption ? La jurisprudence, jusqu'à nos jours, a toujours statué en sens contraire. Cependant, il y a là, croyons-nous, une infraction à l'article 347. De plus, le refus par l'adopté de porter le nom de l'adoptant, serait de la part du premier, une marque de mépris pour le second et pour sa famille qui pourrait permettre d'obtenir la nullité du contrat. Si l'adopté a de justes motifs pour refuser de porter le nom de l'adoptant, il doit s'adresser au gouvernement et obtenir de lui l'autorisation de changer de nom.

Lorsque l'adoptant est un homme, la transmission du nom à l'adopté n'offre aucune difficulté ; mais si c'est une femme mariée qui adopte (ceci est possible avec l'autorisation du mari), quel est le nom qu'elle va transmettre ? Le nom qu'elle aura acquis par son mariage ou celui de son acte de naissance ?

Nous ne pensons pas qu'elle puisse transmettre le nom de son mari, car elle n'a aucun droit sur ce nom, si ce n'est celui de le porter dans les actes de la vie commune et non dans ceux qui l'intéressent personnellement. Ce sera donc le nom de sa famille

à elle que la femme mariée transmettra à son enfant adoptif (1).

Il en sera de même si l'adoptant est une femme veuve.

Cette solution est expressément admise par le Code prussien, dans ses articles 688 et 689, qui déclare que « si une personne du sexe a adopté quelqu'un, il prend le nom de la mère adoptive et le rang auquel elle appartient lors de l'adoption. Le nom et le rang de l'époux défunt ne peuvent être attribués à l'enfant adoptif que dans des circonstances particulières qui rassurent contre toute opposition de la part de la famille du mari et par une grâce spéciale du souverain ». Il nous semble, qu'en France, la femme pourrait agir de même. Elle peut avoir intérêt à ne pas laisser éteindre le nom que son mari a rendu célèbre. Elle n'aura pour cela qu'à se pourvoir auprès du gouvernement, conformément à la loi du 11 germinal an XI.

Enfin, si un enfant est adopté par les deux époux à la fois, il devra ajouter à son nom patronymique le nom du mari et le nom de la femme, car il y a en quelque sorte deux adoptions produisant chacune leurs effets distincts : l'adoption du mari transfèrera à l'adopté le nom patronymique du mari et celle de

1. Voyez en ce sens : Delvincourt, *Cours de droit civil*, t. I, page 257 ; Mourlon, tome I, n° 1013 ; Demolombe, tome VI, n° 145 ; Lallier, page 52.

la femme transférera le nom de la famille de la femme.

Mais l'adoption ne produit pas un véritable changement de nom : l'adopté, dit l'article 347, ajoutera à son nom propre celui de l'adoptant. Il devra donc bien se garder de porter isolément le nom de l'adoptant, car il commettrait une véritable usurpation et s'exposerait à l'action des parents de l'adoptant ou à celle des tiers porteurs du même nom. Citons comme exemple le cas de M. Tillette de Naufort, adopté par M. de Clermont-Tonnerre, qui faisait exclusivement usage du nom de ce dernier, ce qui lui fut interdit par un arrêt de la Cour de Paris, du 5 déc. 1857. Le Conseil d'Etat a toutefois admis que, lorsqu'un décret a autorisé des particuliers à supprimer leur nom patronymique pour ne conserver que le nom d'une famille à laquelle ils appartiennent en vertu d'une adoption, les représentants d'autres branches de cette famille n'ont pas un intérêt suffisant pour faire annuler ce décret lorsque les impétrants portent un nom particulier qui ne permet pas de confondre leur branche avec les autres (1).

Rappelons encore que, si l'adopté est un enfant naturel ou un enfant trouvé, en vertu du principe que nous avons admis, quand bien même il serait adopté par son père naturel, il ne devrait pas supprimer le nom que l'officier d'état civil ou l'admi-

1. Conseil d'Etat, 18 juillet 1873. *Affaire Chamborant*.

nistrateur de l'hospice lui a donné et dont il a fait usage jusque là.

L'adopté doit ajouter à son nom celui de l'adoptant sans y apporter le moindre changement. Ainsi, l'adopté devra faire usage de la particule si le nom de l'adoptant en était précédé. Ceci ne fait aucun doute, puisque la particule fait partie intégrante du nom.

Mais en sera-t-il de même pour les titres de noblesse ? La jurisprudence admet que si les titres de noblesse ne font pas partie du nom patronymique comme la particule, ces titres ne s'en rattachent pas moins au nom comme un complément permettant de mieux distinguer l'identité des personnes. Par conséquent, l'adopté aura droit au titre de noblesse porté par l'adoptant.

Mais il y a controverse sur le point de savoir si les titres sont transmis de plein droit à l'adopté. D'après la première opinion enseignée par M. Demolombe et M. Levesque, dans son *Traité du droit nobiliaire français*, l'adoptant transmet à l'adopté ses titres par le fait même de l'adoption. Mais, dit la seconde opinion, professée par M. Lallier, il ne faut pas se préoccuper de l'adoption ; les titres du premier Empire sont seuls transmissibles aux enfants adoptifs, mais leur dévolution ne devrait s'accomplir qu'aux conditions prescrites par le décret de 1808. Quant aux autres titres, leur transmission aux enfants adoptifs ne

saurait avoir lieu qu'en vertu d'un décret valant collation d'un nouveau titre par le chef de l'État. Leur dévolution ne serait donc plus possible aujourd'hui, puisque le Président de la République n'a pas le pouvoir de conférer des titres.

La Cour de Paris est d'un troisième avis. Elle a jugé que si l'adoption confère à l'adopté le nom de l'adoptant, elle n'opère pas de plein droit en sa faveur la transmission des titres de noblesse de l'adoptant, cette transmission ne pouvant s'effectuer de l'adoptant à l'adopté que par un acte du pouvoir exécutif. En conséquence, lorsqu'un tribunal civil est saisi d'une demande tendant à interdire à un fils adoptif de porter le titre de noblesse qui appartenait à l'adoptant, il y a lieu pour les juges d'impartir un délai à l'adopté à l'effet de se faire autoriser par le pouvoir compétent à porter le titre de l'adoptant. On le voit, la jurisprudence ne s'occupe pas de la distinction établie par M. Lallier, entre les titres du premier Empire et les autres. Pour elle, tous les titres de noblesse, quels qu'ils soient, sont transmissibles à l'adopté, après autorisation du pouvoir exécutif.

Le nom patronymique de l'adopté, ainsi modifié, se transmettra aux enfants légitimes qui leur surviendront dans l'avenir. En effet, l'enfant prend le nom que doit porter le père légitime dans la déclaration de naissance de cet enfant, l'adoption

ayant été faite, le nom du père se trouve augmenté du nom de l'adoptant et c'est ce nom ainsi composé qui sera le seul attribué aux enfants de l'adopté né après l'adoption.

Merlin a cependant critiqué ce principe. Si on admet, prétend-il, que le nom de l'adopté passe de plein droit à ses enfants à venir, l'effet de l'adoption pourrait être d'imposer aux enfants de l'adopté « l'obligation de porter un nom flétri, si une triste célébrité pèse sur la personne de l'adoptant ». Admettons un instant avec Merlin que l'hypothèse se produise, les enfants de l'adopté ne seront pas contraints de porter leur nom flétri. La procédure des demandes en changement de nom leur est ouverte et ils auront toutes chances de l'obtenir. Mais est-il bien possible qu'un père soit assez infâme pour déshonorer ses enfants de sang-froid en se faisant adopter par un homme ayant un nom taré ?

MM. Demolombe et Colmet de Santerre pensent, contrairement à beaucoup d'auteurs, que seuls les enfants nés depuis l'adoption, ont le droit et le devoir de prendre le nom patronymique de leur père modifié par l'adoption, tandis que les enfants déjà nés ont reçu en naissant un nom que la volonté de leur père ne peut plus changer malgré eux. « Il est vrai, dit M. Demolombe, que lorsqu'un père obtient du gouvernement la permission de changer ou de modifier son nom, ses enfants même déjà nés sont compris

dans cette autorisation et prennent aussi le nom modifié de leur père. Mais Merlin a très bien regardé qu'ils auraient le droit de s'y refuser en protestant dans l'année de la publication de l'ordonnance et que s'ils n'agissent pas ainsi, le changement de leur nom devient le résultat de leur adhésion personnelle, ce qui n'aurait pas lieu pour les enfants de l'adopté ». Nous avons indiqué plus haut qu'à notre avis, les enfants de l'adopté pouvaient obtenir le changement de leur nom en justifiant de leur intérêt.

Nous n'admettons pas la distinction établie par par MM. Demolombe et Colmet de Santerre : Les enfants doivent porter le nom de leur père même quand une circonstance quelconque vient le modifier. Si on leur laisse le choix d'accepter ou de « refuser le changement du nom de leur père résultant de l'adoption, ils le prendront si ce nom flatte leur vanité, ils le répudieront dans le cas contraire.

Le Conseil d'Etat, dans un avis du 15 janvier 1854, reconnaît que les enfants de l'adopté, nés avant l'adoption, acquièrent le nouveau nom de leur père par le seul fait de l'adoption : « Considérant, dit-il que le nom du père se transmet de plein droit à ses enfants quasi ce nom vient à être changé ou modifié dans les formes voulues par la loi, les enfants acquièrent, par cela seul, le droit de porter à l'avenir le nouveau nom de leur père. »

Terminons en remarquant qu'il n'y a aucun diffi-

culté au sujet de l'enfant conçu avant l'adoption mais né après ; il prendra le nom de son père modifié par l'adoption, car ce n'est qu'au moment de la naissance qu'il faut se placer pour l'acquisition du nom.

Législation comparée.

Prusse.

L'adopté prend en Prusse le nom de l'adoptant, mais si l'adoptant possède un titre de noblesse l'autorisation du roi est nécessaire pour que ce titre passe sur la tête de l'adopté. Si l'adoptant est une femme, l'adopté porte le nom de famille et prend le rang auquel elle appartenait lors de l'adoption ; si elle est veuve, il ne peut porter le nom du père qu'avec le consentement du roi.

Angleterre.

L'adoption n'est pas admise dans la législation anglaise, mais il y a en pratique, quelque chose d'analogue dans le fait de ceux qui entreprennent de pourvoir aux besoins et à l'éducation d'un orphelin ou d'un enfant quelconque ou qui donne une propriété à la condition que le donataire prendra leur nom.

Russie.

Comme dans presque toutes les législations l'ado-

pté prend le nom de l'adoptant. Bien plus l'adoption y est autorisée dans un but de conservation du nom : En effet l'adoption par la noblesse héréditaire est entourée des dispositions les plus restrictives et ceux qui en font partie ne peuvent adopter que des parents légitimes et seulement lorsqu'ils n'ont pas de parents mâles portant le même nom de famille. Enfin, dans ce cas d'adoption par la noblesse héréditaire, l'adopté ne reçoit que le nom de l'adoptant, mais n'a aucun droit sur la fortune de ce dernier.

Suisse.

En Suisse l'adoption est réglée dans presque tous les cantons par la loi française. L'enfant adopté ajoute donc à son nom de famille celui de ses père et mère adoptifs.

Belgique.

La Belgique est toujours réglée par le Code Napoléon.

Autriche-Hongrie.

En Autriche-Hongrie, comme en France, l'adoption a pour effet de transmettre à l'adopté le nom de l'adoptant et l'article 184 du Code Civil défend de déroger par des conventions à cette transmission de nom qui est l'effet essentiel de l'adoption.

Section VIII. — Acquisition du nom en vertu d'un legs d'une donation ou d'un contrat de mariage.

Il arrive fréquemment que le dernier descendant d'une famille, désireux de voir conserver son nom, le lègue à quelqu'un en même temps que sa fortune, ou bien il fait une donation sous la condition que le donataire prendra le nom du donateur.

Une telle condition est-elle licite ? Tous les auteurs pensent que le droit qu'une personne a sur son nom peut faire l'objet d'un legs ou d'une donation et qu'une pareille condition ne peut-être considérée comme impossible et contraire aux lois.

Mais il y aura lieu de se demander si le testateur a voulu subordonner la valeur du legs à l'exécution de la condition de porter le nom ou si tel n'a pas été son désir. En effet, si le testateur a exigé le changement de nom, le légataire qui n'aura pas fait les démarches nécessaires pour obtenir du gouvernement l'autorisation de prendre le nom du *de cujus* verra le legs annulé, sinon le legs pécuniaire produira son plein et entier effet.

En fait il arrive très rarement qu'un testateur ait prévu le cas où le légataire refusera de prendre son nom, et qu'il ait exprimé clairement sa volonté à ce sujet. Alors ce sera au tribunal d'interpréter sa volonté et sa décision sera souveraine.

Le légataire a pu faire les démarches pour changer de nom, mais l'autorisation lui a été refusée à la

suite d'opposition de la part d'un tiers. Que se passera-t-il dans cette hypothèse ? La condition sera-t-elle considérée comme non écrite ? Ou bien le refus de l'autorisation de changer de nom entraînera-t-il la caducité du legs en entier ? C'est encore là une question d'interprétation de la volonté du testateur. S'il a voulu que le légataire fasse simplement tout ce qui dépendait de lui pour que la transmission du nom fut faite, la condition tombera et le legs seul sera maintenu. Si au contraire, il a voulu faire du changement de nom la condition *sine qua non* du legs, celui-ci sera caduc.

Ce que nous venons de dire des legs s'applique aussi aux donations entre vifs.

Souvent, dans son contrat de mariage, le futur conjoint prend l'engagement de porter le nom patronymique de son beau-père, ce qui arrivera surtout dans le cas où ce dernier ne laissera pas d'enfant mâle pour conserver le nom. Celui qui a souscrit un pareil engagement, peut-il être contraint à solliciter l'autorisation de changer de nom ? Cette question a été affirmativement résolue dans le procès Musnier et de Folleville, le premier refusant de prendre le nom du second.

Ce jugement n'est pas contraire au principe, que le nom est hors du commerce; il ne devient pas une chose dont les parties ont le droit de disposer à leur gré.

CHAPITRE III

DU NOM DE LA FEMME MARIÉE, DIVORCÉE, SÉPARÉE.

Nous nous occuperons dans ce chapitre de la manière d'acquérir le nom particulière aux femmes. Mais nous n'aurons pas à parler des femmes célibataires, puisque toute différence légale étant supprimée entre les deux sexes, les femmes aussi bien que les hommes acquièrent le nom patronymique de leur père, et que cette transmission du nom résultant de la filiation, est également constatée par leur acte de naissance. Nous n'aurons donc à nous occuper que du nom des femmes mariées veuves, divorcées ou séparées.

Section première. — Du nom de la femme mariée.

D'après une très ancienne coutume, les femmes mariées prennent toujours le nom de leur mari, soit en cessant d'employer le leur, soit en y ajoutant celui du mari.

Dans les actes dressés par les notaires, avoués, officiers publics, les femmes y sont toujours désignées sous leur véritable nom de famille, suivi de la phrase « épouse de monsieur un tel ». Et ceci aura lieu chaque fois que le nom de la femme sera cité dans un acte émanant d'autorité quelconque. Ce fait d'ajouter à son nom patronymique celui de son mari, a pour effet de renseigner les tiers sur l'état civil de la femme, de les avertir qu'elle est mariée, que le mari est M. un tel, qu'il peut se faire que la femme ait besoin d'autorisation pour s'engager valablement dans un contrat.

Mais, dans les actes sous signature privée, dont la rédaction est, en général, faite par les parties elles-mêmes, il arrive fréquemment que la femme remplace son nom de famille par la mention « femme un tel », ou bien encore tout simplement par son prénom suivi du nom patronymique du mari, sans indiquer sa qualité de femme mariée. D'autres, enfin, désireuses de faire connaître à la fois leur mariage et leur origine, signeront ainsi : « Madame X..., née une telle ».

Tel est l'usage constant, mais nous n'avons, en droit français, aucun texte qui règle cette situation ; de sorte que nous pouvons nous demander dans cette absence de texte, si cet usage peut être considéré comme un complément de nos lois ou tout au moins s'il peut être suivi sans infraction, si, en un mot, la

femme a un droit de propriété sur le nom du mari ? Ou bien, au contraire, si ce n'est qu'une simple habitude de bienséance et de courtoisie, qui a trait uniquement aux relations mondaines et qui doit être bannie des rapports de la vie civile et juridique ?

Si nous regardons un peu en arrière dans l'histoire de notre législation, nous voyons que jusqu'à l'ordonnance d'Amboise, la femme avait bien un droit de jouissance sur le nom de son mari, mais, comme nous le disions plus haut, c'était pour indiquer aux tiers sa situation de femme mariée et la meilleure preuve en est qu'elle signait dans les actes authentiques : « femme une telle ».

Depuis l'ordonnance d'Amboise, on retira à la femme le droit qu'elle avait de se servir du nom de son mari dans un acte authentique. Elle n'a que la propriété de son nom de fille ; c'est de celui-là seul qu'elle devra signer ; c'est celui-là seul qu'elle transmettra, car elle ne pourra ni léguer ni aliéner le nom de son mari sur lequel elle n'a qu'un droit d'usage personnel.

De nos jours, rien indique que la femme acquiert par le mariage le nom de son mari. D'après la loi de fructidor an II, le seul nom qui appartienne à une personne est celui de son acte de naissance et cette loi ne fait pas d'exception pour la femme mariée.

Le Code civil, qui traite bien du changement de

nom par adoption, garde le silence le plus complet au sujet de l'acquisition résultant du mariage.

On a voulu prétendre en faveur de l'affirmative que cet usage existait antérieurement à la loi de fructidor an II et que cette loi l'a respecté tout en le passant sous silence. En effet, Pothier, dans son *Traité sur le contrat de mariage*, partie V, chapitre 2, nous dit : « Un des effets civils du mariage qui concerne particulièrement la femme est que la femme acquiert par le mariage le nom de son mari : ce qui est fondé sur ce qu'elle n'est plus censée faire avec son mari qu'une seule personne, dont il est le chef. *Erunt duo in carne una.* »

Les auteurs qui enseignent que la femme mariée a un droit de propriété sur le nom de famille de son mari, disent que si le nom doit constater la filiation, le mariage est un fait assez important pour être également constaté par le nom. De même que le fils qui prend le nom de son père ne fait que porter à la connaissance de tous un fait indéniable puisque l'acte de naissance est là qui prouve sa filiation ; de même, la femme qui prend le nom du mari ne fait qu'annoncer à tous son mariage, fait non moins indéniable puisqu'il est prouvé par l'acte de mariage. Porter le nom du père ou du mari, c'est publier son acte de naissance ou son acte de mariage.

On ne saurait, prétendent-ils, tirer argument du fait que la femme mariée est tenue, dans les actes

authentiques, de rappeler son origine en signant de son nom de jeune fille suivi de la mention « épouse de X... », car tous ces noms sont inscrits à titre de renseignements pour qu'il n'y ait aucune erreur sur l'identité des personnes.

Enfin, c'est l'esprit du législateur puisque, lors de la discussion de la loi du 27 juillet 1887 sur le divorce, la Chambre des députés a rejeté un amendement de M. Larochefoucauld Bisaccia, demandant à ce qu'il fut dit expressément dans la loi « que la femme divorcée n'aurait pas le droit de porter le nom de son ancien mari. » Il fut admis, pendant toute cette discussion, que, « lorsqu'une jeune fille se marie, elle reçoit, en vertu du mariage, le nom de son mari ».

Donc, pour ces auteurs, la femme mariée doit porter le nom de son mari et, si une femme sans pudeur traîne dans la boue le nom jusque-là honorable de son mari, ils y voient une situation sans doute digne d'intérêt, mais dont il n'y a pas plus moyen de sortir que lorsque le nom du père est souillé par un fils indigne.

M. Fuzier-Herman, qui soutient ce système, fait valoir qu'il serait dangereux de nier que la femme ait le droit de porter le nom de son mari, car rien n'empêcherait le mari, par caprice ou pour toute autre raison, de lui défendre de porter ce nom, ce

qui conduirait à des conséquences désastreuses au point de vue des relations sociales (1).

Telle n'est pas de nos jours l'opinion généralement admise, et l'on reconnaît plutôt que la femme n'a sur le nom de son mari qu'un droit de jouissance. Les partisans de cette seconde théorie réfutent un à un tous les arguments de la première.

D'abord, Pothier ne nous indique aucune conséquence de la règle qu'il pose, si la femme perd son nom, si elle le conserve en y ajoutant celui de son mari et si, dans toutes les circonstances, elle doit que prendre le nom de son mari. Il semble bien plutôt cet usage était, avant la Révolution, ce qu'il est maintenant et que nul texte ne le consacrait. De plus, la loi du 30 ventôse an XII a aboli tous les usages et coutumes de l'ancien droit, on ne peut donc faire intervenir ici les usages constatés par Pothier.

On peut également invoquer l'article 57 du Code civil, d'après lequel l'acte de naissance d'un enfant doit énoncer « les noms et prénoms » des parents, ce qui implique bien que le père et la mère ont chacun le leur. Et qu'on ne nous oppose pas que le Code civil a eu peut-être en vue l'acte de naissance

1. En ce sens : Tournade, *Noms de famille*, page 66 ; Fuzier Hermann, *Commentaire de la loi du 25 mars 1885* ; Cassation, 15 juin 1863, Sirey, 1863. 1. 281 ; Paris, 18 juillet 1877, Sirey, 1878. 2. 241.

d'un enfant naturel, car l'article 57 réclame également l'énonciation « du domicile » au singulier et, dans la plupart des cas, les parents n'ont le même domicile que s'ils sont mariés. Ce texte est donc évidemment applicable à tous les enfants légitimes et naturels reconnus.

Du reste, si le nom du mari devenait la propriété de la femme, elle ne pourrait plus en posséder d'autre ni en porter d'autre. A plus forte raison, ce serait le nom de son mari seul qu'elle pourrait transmettre durant le mariage. En effet, comme nous le verrons plus loin au titre des changements de noms, lorsqu'un nom est légalement modifié ou remplacé, ce nom disparaît complètement, ne peut plus être employé et cède la place au nouveau qui, seul, peut être et doit être usité. Nous en arriverions alors à admettre que si la femme, par le mariage, acquiert la propriété du nom patronymique de son mari, ce serait ce nom qu'elle transmettrait à l'enfant désavoué par son mari ; car l'enfant désavoué par le père porte le nom de la mère et, dans cette opinion, le nom de la mère serait celui du mari.

L'argument que l'on tire contre notre théorie du rejet à la Chambre des députés de l'amendement proposé par M. de la Rochefoucault n'a pas de valeur, car il résulte du vote, non pas que la femme divorcée reste investie d'un droit de propriété sur le nom de son ancien mari, mais que, aucun texte

ne donnant ce droit à la femme au cours du mariage, son inexistence ne saurait faire aucun doute une fois le mariage rompu par le divorce.

La plupart des auteurs sont en notre faveur (1), dans son explication de la loi 27 juillet 1884, sur le divorce, M. Carpentier remarque que ce n'est qu'un usage et non une loi qui veut que la femme prenne en se mariant le nom de son mari, mais cet usage dérive de la nécessité : « Comment ne pas être amené, en effet, à désigner sous un même nom deux personnes si étroitement unies à tous les points de vue ? Employer pour chacune d'elle une désignation différente alors surtout qu'on traite de leurs intérêts n'est-ce pas risquer de faire naître une confusion ou un doute dans l'esprit des tiers ? » C'est de cette nécessité qu'est dérivée la coutume de donner à la femme le nom de son mari, coutume qui d'ailleurs n'est pas uniforme dans toute la France.

« Le mariage, enseigne à son tour M. Baudry La cantinerie ne fait pas acquérir à la femme le nom de son mari, un texte serait nécessaire pour cela, et il n'y en a pas ».

Citons encore le discours de M. Brisson, alors président du conseil, devant le Sénat (13 juin 1885). « On ne rencontre dans notre législation actuelle,

1. Lallier, *Propriété du nom et des titres*, n° 112 ; Dalloz, 1889.
2. 9, note de Flurer ; Planiol, *Revue Critique*, 1887, page 701 ; Morael, n° 575 et suivants.

aucune disposition qui oblige, ni pendant le mariage, ni après, la femme à porter le nom de son mari. Vous avez d'abord des usages sociaux, puis des nécessités légales qui font, d'une part, que la femme reçoit le nom de son mari dans le monde, et de l'autre, que dans certains actes l'on rappelle forcément qu'elle est mariée à M. un tel, qu'elle en est veuve, qu'elle est séparée de lui ou qu'elle a divorcé. Voilà tout ce que vous rencontrez, non pas dans notre législation, mais dans nos habitudes ».

Tout dans le pratique prouve, que la femme n'a pas la propriété du nom de son mari. Ainsi à notre époque de même qu'autrefois les femmes mariées sont toujours désignées dans les actes authentiques par leur nom de fille, suivi des mots « épouse de » ; si la pensée du législateur avait été que la femme faisait sien le nom de son mari, il aurait exigé qu'elle fut désignée sous ce nom, quitte à le faire suivre de l'indication « née une telle ».

De même si le mari désavoue l'enfant de sa femme, cet enfant sera obligé de prendre le nom de la famille de la mère.

C'est encore la même idée qui sert de règle à l'acquisition du nom par l'adopté, dans le cas où l'adoptant est une femme mariée.

De tous ces arguments il résulte que la femme en se mariant conserve son nom de fille qui est le nom de son père et l'usage de la désigner dans le monde

par le nom de son mari n'a pas d'autres motifs que celui d'abréger son appellation (1). La meilleure méthode à suivre pour concilier les usages avec l'esprit de la loi est de désigner la femme par le prénom de son mari, en même temps que par le nom patronymique de ce dernier : Madame Paul X.... Mais cette dénomination ne peut servir que dans les habitudes de la vie courante et les relations mondaines : « On ne peut raisonnablement, dit M. Lallier, faire grief à une femme de la façon dont elle se fait annoncer dans les salons » ; et ce n'est pas sur des cartes de visite qu'on peut légiférer. Mais chaque fois qu'il importera de faire connaître le nom véritable des intéressés, la femme devra reprendre son nom de fille. La femme n'a donc pas un droit de propriété sur le nom de son mari.

Ceci ne veut pas dire qu'elle n'a aucun droit sur le nom de son mari. Nous l'avons fait remarquer au début de ce chapitre, la femme mariée dans notre ancien droit, avait un droit d'usufruit sur ce nom, un droit qui lui permettait de jouir de ce nom dans sa vie publique et privée ; nous reconnaitrons à la femme le même droit d'usage que les coutumes lui donnaient autrefois. Elle pourra donc porter le nom de son mari pour aider à augmenter la clarté

1. Bugnet sur Pothier. *Traité du contrat de mariage*, n° 401 ; Baudry Lacantinerie, tome I, n° 106 ; Carpentier, *Traité du divorce*, n° 329.

de sa désignation personnelle ; elle pourra s'en servir dans sa signature.

Les usages du notariat sont du reste très formels en ce sens : Les femmes mariées figurent obligatoirement, dans les actes authentiques sous le nom de leur famille.

La jurisprudence n'a pas eu à se prononcer directement sur la question. Citons seulement quelques décisions qui paraissent favorables soit à l'un soit à l'autre système. Ainsi un arrêt du 16 mars 1841 se base sur ce que la femme mariée, bien qu'elle cesse de porter le nom de son père, conserve la propriété de ce nom pour lui reconnaître, à défaut de descendants mâles, le droit de faire opposition à ce que ce nom soit porté par des tiers. Un autre arrêt a décidé que la veuve d'un homme dont le nom est porté par une personne inscrite sur les registres de l'état civil, comme son enfant légitime ou comme son enfant naturel reconnu, n'a point qualité pour demander qu'il soit interdit à cet individu de porter ce nom.

D'un autre côté, la cour de Cassation pour refuser à une femme mariée le droit de s'opposer à ce que son beau-frère, mari de sa sœur, porte son nom de jeune fille, s'appuyait sur ce motif, que par suite de son mariage, elle avait cessé de porter le nom dont elle voulait enlever l'usage à son beau-frère (1).

1. Dalloz, 65. 1. 305.

Mais si la femme s'adonne aux Arts, à la Littérature, si elle entre au théâtre ou si elle fait du commerce ? Pourra-t-elle dans ces diverses circonstances, se servir du nom patronymique de son mari ou bien celui-ci pourra-t-il interdire à sa femme l'emploi de son nom, lui défendre d'en signer un livre ou une œuvre d'art ? M. Lallier accorde ce droit au mari, car le préjudice que la femme peut lui causer est manifeste, elle peut lui faire une concurrence déloyale ou exposer son nom au hasard de la faillite ; elle peut encore donner à ce nom une fâcheuse notoriété en le portant au théâtre ou en signant certains écrits. Et ce n'est pas seulement le mari qui peut interdire à la femme de porter son nom, mais encore ses parents et en général tous les tiers porteurs de ce nom pourront, le mariage une fois dissous, faire défense à la femme veuve ou divorcée de prendre le nom de son mari.

Cette théorie semble sévère à M. Humblet, qui croit que M. Lallier confond le droit au nom et l'autorité maritale. Le mari peut, en effet, refuser à sa femme l'autorisation d'exercer un commerce, de s'engager dans un théâtre, de faire un traité avec un éditeur. Mais si le mari accorde à la femme cette autorisation, cet auteur pense qu'il ne pourra pas plus tard interdire à sa femme de faire usage de son nom dans l'exercice de ces professions et de révéler ainsi aux tiers le lien qui l'unit à lui. « Un mariage dit

M. Humblet. n'est pas un fait que l'un des conjoints a le droit de tenir secret contre le gré de l'autre. »

Tels sont les effets du mariage sur le nom patronymique de la femme. Recherchons maintenant bien que ceci ne rentre pas absolument dans ce chapitre, si le mariage apporte une modification au nom du mari.

Nous voyons couramment qu'un homme marié, désirant rappeler qu'il a épousé telle personne, ajoute le nom patronymique de sa femme à son propre nom en les reliant par un trait d'union. Dans certaines provinces l'usage adopté par les maris d'ajouter à leur nom celui de leur femme, est très répandu chez les commerçants. Cela s'explique par cette circonstance, que nombre de commerçants prenant la suite des affaires de leur beau-père, ont intérêt à rappeler le nom de leur prédécesseur. En outre, l'emploi de ce nom permet aux commerçants de se distinguer d'homonymes faisant un commerce semblable.

Mais il nous semble qu'une pareille coutume est prohibée par le décret de fructidor an II, qui interdit l'adjonction de surnoms nouveaux. D'après M. Lallier, au contraire cet usage doit être respecté à cause des grands avantages qu'il présente, mais cela ne peut être permis qu'aux commerçants ; le nom de la femme ne peut être employé dans les actes de la vie civile, et c'est seulement dans les opérations com-

merciales que le mari peut faire connaître son double nom.

L'opinion de M. Lallier ne nous semble pas admissible. En effet, d'après sa théorie, un homme pourrait avoir deux noms, l'un pour les affaires civiles, tandis que l'autre serait réservé aux affaires commerciales. Que deviendrait alors l'immutabilité des noms ? Pourquoi limiter aux seuls commerçants cette faveur de prendre le nom de leur femme ? Les intérêts d'un médecin, d'un avocat, d'un artiste, ne sont-ils pas dignes d'autant d'égards que ceux d'un commerçant ou d'un industriel ? Mais la loi de fructidor an II est formelle, elle ne parle d'aucune distinction ; c'est donc à tort que certains maris prennent dans les actes, le nom de leur femme.

Cependant la Cour de cassation protège cet usage. Dans un arrêt du 17 août 1864, précédemment cité, elle repousse la demande en interdiction de porter le nom de son beau-père, intentée par la femme Dubois contre Hivert. « Attendu, dit l'arrêt, que l'autorisation donnée par le père et les fils Pellevoisin à Hivert, le gendre, d'ajouter à sa propre raison de commerce leur nom dont il avait contribué pendant de longues années à fonder l'honorabilité et le crédit, a été en même temps que la légitime récompense de son concours, une des conditions de leur association et que dans ces circonstances la

dame Dubois qui n'est pas engagée dans les affaires n'a d'intérêt d'aucune sorte à contester à son beau-frère l'usage de ce nom qu'elle ne porte plus d'ailleurs elle-même... rejette, etc (1). Cet arrêt qui date de 1864 a été nombre de fois renouvelé en matière commerciale.

Section II. — Du nom de la femme veuve.

Nous venons de voir dans le commencement de ce chapitre, que la femme par son mariage ne pouvait acquérir la propriété du nom patronymique de son mari, mais acquérait sur ce nom un droit d'usage qui lui permettra d'indiquer sa situation de femme mariée, tout en divulguant sa filiation. Ce principe reconnu, nous allons en faire l'application au cas de la femme veuve.

Il semble au premier abord en appliquant les principes généraux du droit, qu'avec le mariage dût cesser le droit pour la femme de porter le nom du mari. Ce qui lui donne ce droit, c'est son mariage ; le mariage venant à être dissous par la mort du mari, la femme ne pourra plus porter le nom de son mari. « *Cessante causa cessat effectus* ». Mais tout le monde s'accorde pour lui maintenir ce droit au-delà de la fin du mariage arrivée par la mort du

1. Dalloz, 1865. 1. 305.

mari. Il y a là un motif d'humanité et de convenance qui nous pousse à autoriser la veuve à se servir du nom de son époux défunt.

De plus, en donnant à la femme, ainsi que nous l'avons fait, un droit d'usage sur le nom de son mari, nous avons par là-même donné à ce droit toutes les qualités attachées généralement au droit d'usufruit et d'usage. Or, ces droits sont de leur essence des droits viagers. La femme pourra donc continuer à porter le nom de son mari pendant le reste de sa vie, à moins toutefois qu'une autre cause ne vienne mettre fin à l'existence de droit. Ainsi, les parents du défunt porteur de son nom, peuvent lui faire interdire par le tribunal, l'usage de ce nom en invoquant son inconduite. De même, en cas de remariage de la veuve, celle-ci renonce tacitement à l'usage du nom de son premier mari.

Section III. — Du nom de la femme divorcée.

Comme nous venons de l'expliquer, la femme à partir du jour de son mariage fait usage du nom de son mari, et elle continue à le porter alors même que l'union conjugale est dissoute par le prédécès de son conjoint.

Doit-il en être de même, alors que le mariage est dissous, non par la mort du mari, mais par le divorce ?

On pourrait s'attendre à trouver cette importante question réglée par un article de la loi du 27 juillet 1884 sur le divorce ; mais il n'en est rien. Ce n'est pas que l'attention de la Chambre des députés n'ait pas été attirée sur les conséquences que doit avoir le divorce sur le nom des conjoints. M. de la Rochefoucauld en pressentait l'importance lorsqu'à la séance du 13 juillet 1882, il déposait l'amendement suivant à la proposition de loi de M. Naquet : « La femme divorcée ne pourra à dater de la prononciation du divorce, dans les formes prescrites par l'article 294, porter le nom de son ancien mari ».

Mais la commission repoussa cette proposition en la jugeant inutile : « Lorsque le divorce est prononcé, disait le rapporteur, M. Léon Renault, tous les effets du mariage disparaissent, dorénavant aucun lien n'existe plus entre l'homme et la femme ; par conséquent le lien du nom périt avec tous les autres ».

Lorsque cette question revint devant la Chambre un second amendement fut déposé par MM. de Douville-Maillefeu et Lepère : « Quand le divorce a été prononcé contre la femme, elle n'a pas le droit de continuer à porter le nom de son mari ». Ce qui implique *a contrario* que si le divorce a été prononcé en faveur de la femme elle peut porter le nom de son ancien mari.

Il était alors nécessaire que la commission optât

entre l'une ou l'autre de ces deux solutions contradictoires; elle se rallia à celle de M. de la Rochefoucauld tout en continuant à considérer cet amendement comme inutile puisque le mariage n'ayant fait acquérir aucun droit à la femme sur le nom de son mari, il était superflu d'enlever à la femme par une défense expresse l'exercice d'un droit dont elle n'avait jamais été investie.

Après discussion, aucun des deux amendements ne fut adopté par la Chambre des députés. Si bien que la volonté du législateur était encore restée très obscure. A-t-il voulu que la femme divorcée comme la veuve continuât à porter le nom du mari ? A-t-il entendu au contraire que par l'effet du divorce chacun des époux devait reprendre son nom, comme il reprenait ses biens ? Il était à prévoir qu'en l'absence de texte une question aussi délicate, aussi fréquente depuis la loi sur le divorce, devait entraîner de nombreuses divergences dans la doctrine et la jurisprudence. Il y eut alors trois systèmes en présence.

Premier système. — Les partisans du premier système soutiennent que la femme ayant acquis par suite du mariage le nom de son mari ce nom reste encore sien après le divorce, de même qu'après la mort de son mari. La femme seule a droit d'y renoncer, soit d'une façon expresse, soit comme conséquence d'un mariage. « Car, disent-ils, il y a des précédents en ce sens ; jusqu'en 1816 les femmes divorcées conti-

nuèrent à porter le nom de leur ancien mari ». Quoi qu'on fasse, il est certain qu'en réalité la femme dans le monde, dans la société, ne pourra pas s'en séparer, « elle est marquée au front par le mariage, dit M. Pellerin dans ses études sur le divorce, et malgré législateurs et juristes, Madame X. sera toujours Madame X. ».

Le tribunal de Toulouse a statué en ce sens dans un jugement du 18 mai 1886 : En effet, dit ce jugement, la femme ne perd pas virtuellement par le divorce le droit de porter le nom de son ancien époux ; car aucune disposition de loi ne lui interdit ce droit et la discussion à laquelle a donné lieu devant les Chambres l'examen de cette question démontre que le législateur a préféré s'abstenir de donner sur ce point une solution de principe et s'en remettre par cela même à la prudence des tribunaux.

Un autre procès fut la conséquence du divorce prononcé entre Madame Rose Caron, artiste de l'opéra et son mari. Celui-ci voulait interdire à sa femme le droit de continuer à porter son nom au théâtre tandis que cette dernière soutenait que ce nom était tout au moins pour elle un véritable pseudonyme dont elle avait acquis la propriété. Le procès ne fut pas tranché M. Caron ayant retiré sa demande.

Ce premier système a été consacré par des textes formels dans la loi anglaise.

Deuxième système. — Quelques auteurs enseignaient que le divorce a pour conséquence naturelle de rendre à chacun des époux la disposition et l'usage exclusif de son nom patronymique. Et il était, d'après ces auteurs, sans importance que cette solution n'eût pas été expressément consacrée par un texte. Le rejet de l'amendement La Rochefoucauld n'impliquait nullement, de la part du législateur, l'adoption d'une solution contraire.

Citons en ce sens un arrêt de la Cour de Poitiers du 11 juillet 1892 : Attendu, y est-il dit, qu'il y a lieu de maintenir la disposition du jugement qui a fait défense à la femme C... de porter à l'avenir le nom de son mari ; que si la loi ne contient aucune disposition expresse permettant de formuler cette prohibition, son esprit l'autorise virtuellement même quand cesserait la femme qui obtiendrait le divorce ; attendu, en effet que le mariage ne fait pas perdre à la femme son nom de famille, que si elle prend le nom de son mari c'est la conséquence nécessaire et le signe extérieur de l'union qui s'est formée entre les conjoints ; attendu que cette union étant dissoute par le divorce, il est dans la nature des choses que la femme cesse de porter un nom qu'elle ne tenait que de sa qualité d'épouse. Par ces motifs confirmé... » (1).

1. Ce système a été défendu par M. Baudry-Lacantinerie, tome I, n° 106 ; Massé et Verge sur Zachariæ, tome I, page 269 § 147 ; Laurent, tome III, n° 287 ; Poulle, *Du nom de la*

Citons également les jugements de Lyon du 4 mars 1881 et de Dijon 27 juillet 1887.

Cette solution a été défendue par M. Bouilly qui s'appuie sur le fait que le nom étant une propriété sacrée appartient exclusivement à celui qui a le droit de le porter. Or pourquoi la femme a-t-elle le droit de porter le nom de son mari ? C'est parce que le mariage le lui a conféré; donc toute dissolution du mariage de quelque manière qu'elle se produise le lui fera perdre. On dit en sens contraire qu'aucune disposition de la loi n'interdit à la femme de continuer à porter le nom de son mari, mais le législateur n'avait pas à s'en préoccuper, c'est la conséquence forcée du divorce et s'il avait voulu qu'il en fut autrement il aurait dû s'en expliquer d'une manière formelle. Il est vrai que dans de nombreux cas cette interdiction sera une injustice pour la femme; M. Gattineau a cité à la Chambre des députés le cas où la liquidation attribuerait à la femme un fonds de commerce connu sous le nom de son mari et dont la prospérité serait due à l'intelligence et au travail de la femme. Mais on pourrait facilement remédier à cette injustice en admettant que la femme divorcée pût être autorisée suivant les cas à conserver le nom de son mari sur ses enseignes, ses factures et ses cartes commerciales.

femme divorcée ou séparée de corps, n° 7; Frémont, n° 846; Fuzier Hermone, dans son étude de la loi du 25 mars, 1885.

S'il en était autrement, si la femme divorcée continuait à porter le nom de son mari ce serait une cause d'irritation continuelle entre les anciens époux qui se traduirait par de trop nombreux procès à scandale.

Enfin, dit M. Bouilly, supposons un homme divorcé plusieurs fois et que toutes ses femmes aient été autorisées à porter son nom, comment les distinguera-t-on de la femme actuelle et même entre elles ? Le public ne le fera-t-il pas en les numérotant ?

Donc d'après ce second système la rupture du mariage entraînait pour la femme la perte du nom de son mari et elle ne pourrait être autorisée à le porter que si le législateur de 1884 l'eût décrété de la manière la plus formelle.

Troisième système. — Le troisième système est moins absolu : si le divorce enlève en principe à la femme le droit de porter le nom du mari toute latitude est laissée aux tribunaux pour autoriser selon les circonstances la femme à porter le nom de son mari (1), car il ne s'agit ici que d'un usage, d'une tradition qu'aucune loi ne réglemente et les tribunaux ont alors un pouvoir souverain d'appréciation.

M. Poulle résume ainsi cette théorie :

1. Voyez en ce sens : Goirand : *Traité pratique du divorce*, page 191 ; Coulon, Faivre. et Jacob : *Manuel formulaire du Divorce*, pages 329 et 330 ; Vrayes et Gode, *Divorce*, deuxième édition, tome II, n° 133.

1° Le divorce entraîne en principe la suppression complète de tout ce qu'il y avait de commun entre les époux, même du nom.

2° Il se peut que le jugement qui prononce le divorce contienne une disposition spéciale à ce sujet mais cette disposition est inutile elle ne fait qu'affirmer un principe incontestable.

3° Aucune disposition n'interdisant à la femme divorcée le droit de porter le nom de son ancien époux, le législateur s'en est rapporté à la prudence des tribunaux et ceux-ci ont le pouvoir, d'après les circonstances particulières de la cause, de déclarer que la femme a, au moyen de son art ou de son industrie acquis des droits à la copropriété de ce nom et de lui permettre de conserver après le divorce le nom du mari.

4° Cette théorie est équitable et ne présente pas autant d'inconvénient que les deux précédentes. En effet, de deux choses l'une : ou le divorce est prononcé à la requête de la femme et à son profit, alors la femme se hâtera de quitter le nom que son mari a déshonoré, elle ne le conserverait que pour éviter de subir un préjudice ; ou bien le divorce est prononcé à la requête du mari contre la femme et alors sur la demande qui en sera faite par le mari, le tribunal fera défense à la femme de porter le nom de son mari. Mais les tribunaux ont, même dans ce cas, un pouvoir d'appréciation assez grand pour autoriser la femme à porter le nom du mari, lorsque ce

nom servirait d'enseigne à un établissement de commerce que le travail seul de la femme a rendu prospère, s'il n'en était pas ainsi on irait contre l'intérêt des enfants.

Le silence du législateur du 26 juillet 1884 n'avait donc donné d'autre résultat, que celui de diviser la jurisprudence. Il y avait nécessité de donner une solution impérative écartant pour l'avenir toute hésitation des juges et rendant inutile toute contestation judiciaire.

Aussi la question fut-elle posée de nouveau devant le Sénat à l'occasion de la proposition de loi sur la séparation de corps. Le Conseil d'Etat proposa d'ajouter à la disposition concernant exclusivement le nom des époux séparés de corps une disposition additionnelle relative au nom des époux divorcés. « Le divorce rompt tous les liens du mariage, dit M. Flourens, aussi le Conseil d'Etat propose-t-il de rendre à chacun des époux l'usage exclusif de son nom. Cette disposition viendrait prendre place à la fin de l'article 299, dans le chapitre du Code civil relatif au divorce. »

Cette disposition fut votée par le Sénat et présentée à la Chambre des Députés qui l'adopta avec l'ensemble du projet.

On a fait à cette addition à l'article 299 de nombreuses critiques de forme et de fond.

1° On fait remarquer que le législateur a eu tort

d'insérer au milieu de dispositions relatives à la séparation de corps une prescription concernant le nom des personnes divorcées. Mais n'y a-t-il pas de grands rapports entre la question du nom des divorcés et celles des personnes séparées de corps ? et si l'article 299 reçoit un paragraphe qui ne cadre pas bien avec lui, c'est qu'il fallait conserver le numérotage des articles.

2° Les critiques de fond sont plus graves. On a voulu prétendre que la femme n'ayant jamais acquis le nom de son ancien mari, il était inutile d'édicter une disposition spéciale. L'application des principes du droit commun suffit puisque ces principes ouvrent une action en cas d'usurpation de nom. Mais le Conseil d'Etat fit remarquer que les principes du droit commun ne s'appliquaient pas aux rapports entre époux, notamment au sujet de revendications à exercer par le mari contre la femme ; de plus en présence de la coutume qui laisse à la veuve l'usage du nom du mari, comme une sorte de douaire ou d'usufruit, si le législateur veut qu'après le divorce ou la séparation de corps, le mari puisse revendiquer l'usage exclusif de son nom, il devait le dire expressément sans quoi la jurisprudence aurait hésité à admettre le recevabilité de l'action.

Enfin le 6 février 1893 fut votée la loi sur la séparation de corps dont l'article 2 était ainsi rédigé : L'article 299 du Code civil est complété ainsi qu'il

suit « Par l'effet du divorce chacun des époux reprend l'usage de son nom. »

Donc si la femme a porté durant le mariage le nom de son mari ou si le mari a ajouté à son nom patronymique le nom de sa femme, le divorce aura pour effet de restituer aux deux époux le nom de leur acte de naissance et de leur donner une action pour réprimer toute usurpation de la part de l'ex-conjoint.

Voyons maintenant qu'elle sont les conséquences pratiques de cette nouvelle règle :

Au cours du mariage la femme est désignée dans les actes notariés sous son nom patronymique suivi de l'indication « femme X. ou épouse de M. X. » Le divorce va-t-il modifier cette manière de désigner la femme et de quelle façon ? Evidemment la femme devra cesser de signer de cette manière un acte authentique, mais il ne nous semble pas que le nouvel article 299 s'oppose à ce que la femme divorcée fasse suivre sa signature de la mention « femme divorcée de M. X. »

En effet, c'est afin de préciser l'individualité de la femme que les notaires et les officiers publics ont pris la coutume d'ajouter au nom patronymique les mots « épouse de M. un Tel », mais n'est-il pas également nécessaire de préciser l'individualité de la femme divorcée ? Ce qui ne veut pas dire que nous imposerons à la femme divorcée de signer de cette

manière. Non, mais elle en aura la faculté sans y être obligée. Et la jurisprudence qui avait validé la signature de la femme mariée sous le seul nom de son mari devait reconnaître à la femme divorcée le droit de signer de son nom de fille seul.

Mais si l'on a autorisé la femme divorcée à employer encore le nom de son ancien mari dans les actes authentiques, il faut bien se garder d'étendre trop loin cette autorisation. Dans les relations purement mondaines la femme doit s'abstenir de porter ce nom, c'est ainsi que la femme divorcée ne doit pas signer du nom de son ancien mari une œuvre d'art, un livre, un article de journal. Elle ne doit pas faire commerce sous ce nom, car elle commettrait en agissant ainsi, outre une usurpation de nom, des actes de concurrence déloyale (1).

Cependant si la femme avait pendant le mariage fait personnellement le commerce sous le nom de son mari l'article 299 la forcerait-il à exercer ce commerce sous son propre nom ? Une décision aussi sévère causerait de graves préjudices à la femme, pourrait même entraîner la ruine de son commerce. Aussi M. Ernest Boulanger a-t-il demandé lors des débats s'il n'y aurait pas lieu d'autoriser les tribunaux à faire une situation particulière à la femme commerçante qui aurait engagé toute son intelligence et son activité dans la prospérité d'une entre-

1. Nantua, 18 février 1891.

prise qui se trouverait protégée par le nom de son mari.

« Dujour au lendemain, disait le rapporteur M. Allou, le divorce intervient et cette prospérité du passé s'écroule ; la situation de la femme comme celle des enfants se trouve compromise parceque la femme ne peut plus porter le nom qu'elle portait et qu'elle a pour ainsi dire créé elle-même ».

Mais le principe est que la femme doit cesser de porter le nom du mari, il faut l'appliquer. S'il en était autrement on arriverait à causer préjudice au mari. Ainsi la femme peut courir des aventures commerciales, faire de mauvaises spéculations, ce serait, comme on l'a dit à la Chambre, le nom du mari qui serait mis en faillite. Enfin il y aurait pour la femme bien des moyens d'éviter le dommage que pourrait lui causer le brusque retrait du nom sous lequel elle avait jusque là exercé sa profession de commerçante : elle simulerait une vente, elle enverrait des circulaires annonçant que telle maison continuera ses affaires sous telle autre dénomination.

Nous pensons cependant, malgré le vote des Chambres qui a approuvé l'opinion du rapporteur, que la femme commerçante peut conserver pour son commerce le nom de son mari. En effet l'article 299 n'interdit aux époux divorcés de se servir de leur nom réciproque que dans les relations mondaines et dans les actes de la vie civile. Et nous croyons

qu'il n'en est pas de même de l'usage commercial que la femme divorcée entendait faire dans l'avenir du nom de son mari ; car le droit que la femme commerçante prétend avoir acquis sur le nom du mari peut être rattaché à une cause extérieure au mariage qui est l'exercice d'une profession. Or il n'est pas douteux que de cette manière on puisse acquérir le droit d'user du nom, d'en changer à titre de pseudonyme ; pourquoi la femme commerçante n'acquerrait-elle pas sur le nom, de son mari un droit analogue ? Nous n'y voyons pas d'empêchements, car si le divorce dissout le mariage, il n'a aucun effet à l'égard des droits dont l'origine en est indépendante.

Mais, nous l'avons dit plus haut, la jurisprudence a suivi l'opinion de la Chambre du députés, elle a du reste l'autorité du rapporteur M. Arnault : « Evidemment avec l'article du projet, le mari coupable pourra, par esprit de vengeance, contraindre son ex-femme à ne plus faire usage de son nom. Les tribunaux n'ont pas de pouvoir discretionnaire et la femme sera réduite à mettre sa maison de commerce sous le nom de son acte de naissance : une Telle, épouse divorcée d'un Tel. Ainsi elle conservera le nom commerciale en le faisant précéder du sien ».

Ces controverses ne peuvent être soutenues que dans le cas où la femme a, pendant le mariage, exercé un commerce sous le nom de son mari. Mais s'il

était question d'un fonds de commerce dépendant de la communauté, que le mari et la femme avaient exploité fait prospérer, en unissant leurs efforts ; si à la suite de la liquidation de cette communauté le fonds de commerce avait été adjugé à la femme, il n'y a point de doute qu'elle pourrait continuer à l'exploiter sous le nom de son mari. Mais elle devrait annoncer au public, ainsi que doit le faire tout cessionnaire d'un fonds de commerce, quelle agit à titre de successeur.

Notons, en terminant cette étude sur l'article 299, modifié par la loi du 6 février 1893, que cet article interdit également au mari le droit de joindre dans l'avenir le nom de sa femme au sien. Cette identité de traitement des deux époux, résulte de l'absence de toute distinction dans le texte de l'article 299.

Il est bien entendu que les effets de cet article pourront toujours être supprimés par la volonté des époux, sinon d'une façon absolue, car la matière des noms de famille est d'ordre public, au moins en ce qui concerne l'usage commercial du nom du mari. Au point de vue commercial, le nom présente une valeur appréciable en argent susceptible de cession. Les futurs conjoints pourront donc insérer dans le contrat de mariage une clause aux termes de laquelle la femme continuera le commerce, même au cas de divorce sous le nom du mari ; ou bien encore on peut comprendre que les époux divorcés,

aient fait une convention à ce sujet. Dans ce cas, de telles conventions seront un obstacle sous le rapport purement commercial à l'application de l'article 299.

Section IV. — Du nom de la femme séparée de corps.

Tout autre est le système suivi par la législation pour ce qui concerne le nom de la femme séparée de corps. A la différence du divorce qui a pour effet de restituer à chacun des époux l'usage exclusif de son nom, la séparation ne produit pas cet effet de plein droit ; car le mariage n'est pas dissous par la séparation, il continue, au contraire, à subsister dans ceux de ces effets qui ne sont pas incompatibles avec la situation juridique créée par la séparation. Et nous ne voyons pas qu'il y ait nécessité absolue de contraindre les deux époux séparés à reprendre l'usage de leur nom.

Mais dans certaines circonstances, la communauté de nom peut devenir pour les époux un fardeau intolérable, et on a pensé qu'il était utile de donner aux tribunaux le pouvoir nécessaire pour autoriser la femme à ne pas porter le nom de son mari, ou au contraire le lui interdire. Aussi, les dispositions de l'article 311, modifié par la loi du 6 février 1893, reconnaissent-elles aux époux séparés le faculté de

s'interdire réciproquement l'usage de leur nom personnel. Mais à la différence de l'article 299, dont la prescription relative au nom des époux divorcés se réalise de plein droit, l'article 311 confère au pouvoir judiciaire le droit de statuer sur la demande dont il peut être saisi par l'un ou l'autre époux : « Le jugement qui prononce la séparation de corps ou un jugement postérieur peut interdire à la femme de porter le nom de son mari ou l'autoriser à ne pas le porter ».

Ainsi la femme séparée de corps continue en principe à porter le nom de son mari dans n'importe quelles circonstances. Elle peut s'en servir pour créer un établissement de commerce ; mais elle ne peut en faire usage pour nuire aux intérêts de son mari ou pour commettre à son égard des actes de concurrence déloyale. C'est ce qui a pu autoriser le tribunal de Caen à enjoindre à la femme commerçante séparée de corps de mettre sur son enseigne et ses circulaires le mot « Madame » afin d'éviter qu'aucune confusion ne puisse naître entre la maison qu'elle exploite et le fonds de commerce semblable dirigé par son mari.

Donc l'article 311 donne aux tribunaux le pouvoir de faire défense à la femme de porter le nom de son mari et cela sur la demande du mari. Mais à cet égard, on s'est demandé si les tribunaux devaient toujours faire droit à la demande du mari ou si au

contraire, ils jouissaient d'un pouvoir souverain d'appréciation et seraient par conséquent libres de rejeter la demande du mari ?

Il n'y a pas de texte formel mais en refusant ce pouvoir d'appréciation aux tribunaux il serait à craindre que le mari par caprice ne fasse interdire à la femme de porter son nom et ne lui cause de la sorte un préjudice considérable. Du reste c'est bien mieux un moyen de défense que le législateur a voulu donner au mari, moyen de défense dont il ne doit user que sous le contrôle du juge qui devra s'assurer de l'existence d'un intérêt moral justifiant une défense aussi rigoureuse.

Telle était l'opinion du rapporteur au Sénat qui après avoir montré la nécessité d'une réforme en cette matière et avoir déclaré que le pouvoir législatif ne voulait pas résoudre la question ajoutait : « Nous avons pensé qu'une question de cette nature pouvait être réservée à l'appréciation de la justice elle-même, et nous avons dit que lorsque la séparation de corps serait pendante devant le tribunal, il serait possible au mari de demander alors que les faits se dégageraient d'une certaine situation de nature à le préoccuper et à préoccuper la justice elle-même que le tribunal voulut bien interdire à la femme de porter son nom ou bien, au contraire, que la femme, dans une situation analogue, alors que le nom de son mari aurait été flétri,

pourra demander à la justice l'autorisation de ne plus le porter. »

M. Flourens disait également en termes exprès : « L'interdiction ne doit pas être édictée de plein droit, mais seulement lorsqu'il résulte de l'examen de l'affaire qu'elle est commandée par un intérêt supérieur. »

Lorsque la femme séparée de corps s'est vue interdire par un jugement le droit de porter le nom de son mari, elle se trouve dans la même situation qu'une femme divorcée. Elle ne devra plus se servir du nom de son mari dans ses relations mondaines, mais dans les actes authentiques elle pourra, pour préciser son identité, rappeler sa condition de femme séparée de M. un Tel, car ce n'est pas là porter le nom d'un tiers.

Deuxième hypothèse. Le jugement peut autoriser la femme à ne pas porter le nom de son mari. Cette partie de la loi rencontra au Conseil d'Etat une très grande résistance basée sur ce fait que rien n'obligeait la femme mariée, même pendant la durée du mariage, à porter le nom de son mari ; que, par conséquent, le jour où la séparation de corps venait à relâcher le lien conjugal, la femme pouvait à son gré garder le nom de son mari si elle le voulait ou pouvait au contraire, si cela ne lui convenait pas, reprendre purement et simplement son nom d'origine.

La commission repoussa cette manière de voir et sa disposition fut admise par le Sénat sur la proposition de son rapporteur M. Allou qui disait : Il ne dépend pas de la femme de prendre ou de ne pas prendre le nom de son mari ; il pouvait y avoir pour elle de graves inconvénients à le supprimer sans autorisation de justice ». Par exemple, elle assumerait l'obligation d'avoir à tenir compte aux tiers de bonne foi du préjudice qu'aura pu leur causer ce changement de nom spontané ; et elle sera passible de dommages-intérêts chaque fois que l'abandon du nom du mari aura été pour son cocontractant une cause d'erreur, soit qu'il ait été trompé sur l'identité même de la femme, soit qu'il ait été déterminé à lui accorder un crédit que mieux instruit il lui aurait probablement refusé.

Du reste dans cette hypothèse comme dans la première, les tribunaux ont un pouvoir d'appréciation très étendu.

L'article 311 contient une seconde décision : La femme dans le cas où le mari aurait joint à son nom le nom de sa femme, pourra également demander qu'il soit interdit au mari de le porter. Cette décision est due à l'initiative du Conseil d'Etat, mais elle subit de très vives critiques et ne fut admise qu'avec difficulté.

M. Léon Clément avait demandé au Sénat la suppression de cette partie de l'article : « O'après notre

législation, disait-il, le mari n'a pas le droit de joindre à son nom celui de sa femme... Cette pratique ne constitue pas un droit... Je crains que de cette interdiction adressée au mari séparé de corps, d'ajouter à son nom celui de sa femme, on cherche à induire désormais que lorsqu'il n'y a pas de séparation de corps le mari aura le droit de le faire. Vous changeriez ainsi le nom patronymique. »

Mais pour interdire au mari l'usage du nom de la femme il faudra l'intervention de la justice et les tribunaux ne pourront, sans le consentement et malgré l'opposition de la femme, accorder au mari le droit de continuer à prendre le nom de sa femme car c'est pour elle un droit résultant de la propriété du nom.

Donc les tribunaux ne pourront refuser de faire droit à la demande en interdiction dont ils seront saisis par la femme.

**Section V. — Sanction des articles 2 et 3 de la loi
du 6 février 1893.**

Ces articles que nous avons expliqués en entier ne mentionnent aucune sanction. On avait tout d'abord pensé qu'il serait utile d'appliquer à ces deux articles une sanction pénale et le 28 juin 1885 M. Paris avait proposé d'ajouter au texte l'amendement suivant : « sous les peines édictées par l'arti-

cle 259 § 2 du Code pénal », en vertu duquel toute personne qui aura changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les actes de l'état civil sera punie d'une amende de 300 fr. à 10.000 fr.

Mais le Conseil d'Etat fit repousser cet amendement : « L'ordre public n'est nullement engagé, il ne s'agit que d'intérêts purement privés et il suffit que celui des époux, dont le nom a été usurpé par son conjoint ou après le divorce ou après la séparation de corps, soit admis à demander une réparation civile.

Cette sanction civile serait plus juste que la sanction pénale car la condamnation à des dommages-intérêts varie dans son quantum suivant la gravité et le préjudice résultant de l'infraction, ce préjudice sera facile à évaluer surtout en matière commerciale : Lorsque l'un des époux divorcés ou séparés se sera emparé sans droit du nom dont l'usage lui a été interdit pour commettre un acte de concurrence déloyale, il sera toujours possible de proportionner l'importance de la condamnation à l'étendue du dommage. Dans les espèces de ce genre le juge n'aura pas à résoudre des difficultés plus délicates que celles qu'il rencontre journellement pour l'application de l'article 1382 du Code civil. »

Mais il n'en sera pas toujours de même, comment établir par exemple le degré de responsabilité d'une femme divorcée qui continue à être désignée dans le

monde sous le nom de son mari. Souvent ce ne sera que l'effet persistant d'une habitude à laquelle le monde ne peut renoncer tout d'un coup ; d'autre fois ce sera l'œuvre personnelle de la femme et alors il faudra faire la preuve d'une intention arrêtée de violer la loi ou le jugement qui lui interdit de porter le nom de son mari.

M. Brisson apercevait la difficulté d'intervenir en cette matière et d'entrer en lutte avec des usages sociaux lorsqu'il disait : « Vous n'empêcherez ni par des dispositions de lois, ni par des prescriptions judiciaires, d'appeler une femme du nom de son mari, même lorsqu'elle s'en sera séparée, même lorsqu'elle sera divorcée » (1).

En fait il arrive souvent que la colère, qu'une susceptibilité excessive excite l'un des époux à demander compte de faits d'usurpation de nom, qui sans lui avoir infligé aucun préjudice pécuniaire, n'auront eu d'autre effet que de lui causer une certaine irritation. Il n'en pourra pas moins à notre avis obtenir des dommages-intérêts car, outre que le fait de la contravention dénote chez celui qui l'a commise l'intention manifeste de méconnaître ses obligations, ce fait constitue un tort dont il doit être donné réparation quand ce ne serait que pour donner une compensation au froissement subi par l'époux dont le nom a été usurpé et le détourner par la concession

1. Sénat, *Débats parlementaires*, 1885, page 679.

d'une indemnité pécuniaire de la nécessité de se faire justice lui-même par des représailles (1).

Section VI. — Législation comparée.

Toutes les législations européennes reconnaissent par des textes ou par des usages séculaires le droit pour la femme mariée de porter le nom patronymique de son mari. Mais l'accord n'est plus le même quand il s'agit de la femme divorcée ou séparée.

D'abord toutes les lois étrangères n'admettent pas le divorce, c'est ainsi que d'après les codes civils italiens et esgagnols le mariage ne peut être dissous que par la mort d'un des conjoints ; et la séparation de corps ne fait qu'apporter un relâchement aux liens qui unissent les deux époux.

La code civil anglais admet au contraire le divorce et suivant en cela la loi française déclare que la femme divorcée reprend avec son nom de famille antérieur l'administration et la disposition de ses biens tout comme si elle était fille ou veuve.

Toute autre est la règle qui régit le nom de la femme divorcée dans l'empire allemand. En effet, d'après l'article 1577 du nouveau code civil, la femme divorcée conserve en principe le nom de famille de son mari. Elle peut cependant à sa volonté repren-

1. Sirey sous l'arrêt 1879. 2. 193. Note de M. Labbé.

dre son nom de famille propre et, si elle avait été mariée avant le mariage dont le divorce a été prononcé elle peut aussi reprendre le nom qu'elle avait à l'époque de la célébration de ce mariage, à moins qu'elle n'ait été déclarée seule coupable.

La loi exige une certaine publicité du changement de nom : La femme devra faire une déclaration à l'autorité compétente et dans la forme authentique.

Si dans le jugement prononçant le divorce la femme a été déclarée seule coupable, le mari peut lui faire interdire l'usage de son nom. Et comme la règle est que la femme divorcée garde le nom de son mari celui-ci devra faire connaître cette interdiction aux tiers en faisant une déclaration dans la forme authentique à l'autorité compétente. Ce sont les autorités qui sont chargées d'aviser la femme de cette interdiction et la femme en perdant le nom de son mari recouvre le sien.

On voit donc que d'après le code civil allemand ce n'est pas un simple usage mondain qui accorde comme en France à la femme le nom du mari mais que celle-ci acquiert bien sur ce nom un véritable droit.

En Roumanie, le divorce a été de tout temps admis et cependant ce n'est qu'une loi toute récente du 18 mars 1895 qui a, dans son article 7, réglé la question du nom de la femme divorcée : « La femme qui

se mariant reçoit le nom de son mari le perd par le divorce ».

La Belgique est encore régie par les articles 229 et suivants du Code civil français primitif; il n'y est donc pas parlé du nom de la femme divorcée, mais, d'après la coutume et de l'avis de presque tous les jurisconsultes, la femme divorcée doit cesser de porter le nom de famille de son mari.

La législation suisse est très divisée à ce sujet. Ainsi, dans le canton de Vaud, la femme acquiert en se mariant le nom de son mari et continue à porter ce nom après la dissolution du mariage, sans qu'il y ait à distinguer si la rupture est le résultat du divorce ou de la mort du mari. L'enfant illégitime, qui naît après la dissolution du mariage, porte même le nom de celui qui fut le mari de sa mère. La même règle est admise dans les cantons de Neuchâtel, de Soleure et d'Appenzell.

A Genève, la dissolution du mariage, de quelque manière quelle advienne, détruit tous les effets de ce mariage : la femme veuve et divorcée reprend son nom de fille qu'elle transmettra aux enfants naturels qu'elle pourrait avoir.

Dans les cantons de Zurich, de Bâle et Schaffouse, c'est la théorie française qui a dominé sur ce point.

Ajoutons enfin, qu'à Nidwalden, l'usage autorise la femme divorcée à porter à la fois son nom de fille et celui de son mari.

CHAPITRE IV

Section première. — Rectification des noms.

Nous avons étudié, dans les précédents chapitres, la manière d'acquérir les noms patronymiques et la façon dont peut se faire la preuve de cette acquisition. Nous avons vu, qu'en principe, toute personne possède le nom qui lui est attribué dans son acte de naissance.

Mais il peut se faire que cet acte de l'état civil contienne un erreur : le père de famille en déclarant la naissance de son enfant, a pu volontairement ou inconsciemment modifier son nom, soit en entier, soit dans ses détails, par exemple dans l'orthographe. L'erreur peut encore être le résultat de l'inattention de l'officier de l'état civil qui a reçu la déclaration.

Alors, l'acte de naissance contiendra une erreur et l'enfant portera un nom qui n'est pas le sien. Une rectification s'impose et c'est ce dont s'occupe l'article 99 du Code civil : « Lorsque la rectification d'un acte d'état civil sera demandée, il y sera statué sauf l'appel par le tribunal compétent et sur les conclu-

sions du Procureur de la République, les parties intéressées seront appelées s'il y a lieu. »

Peu nous importe, du reste, l'erreur dont l'acte de naissance est affecté ; il suffira que cette erreur existe pour qu'il y ait lieu à rectification. Tout ce qui compose le nom doit être inscrit sur l'acte et rien que ce qui compose ce nom. C'est dire que la rectification peut avoir pour objet :

1° Une insertion, lorsqu'une partie du nom a été omise.

2° Une correction lorsque l'acte contient un nom qu'il ne doit pas contenir.

Qui peut demander la rectification ? Tout intéressé a le droit de faire rectifier le nom contenu dans un acte de naissance, aussi bien la personne qui revendique un nom parce qu'elle prétend qu'il est le sien, que le tiers contestant à une autre personne le nom qu'attribuent à cette personne les actes de l'état civil. Voyons donc quels sont ces intéressés : en première ligne, nous placerons ceux dont l'acte de naissance est erroné, ceux que les actes à rectifier concernent directement. Si ces personnes sont mineures ou interdites, leur tuteur pourra intenter l'action en leur nom. Mais il n'en est pas de même du mari qui ne peut agir en rectification du nom de sa femme ; il n'est pas, en effet, son mandataire légal ; il y a bien certains régimes matrimoniaux où le mari a l'exercice des actions de la femme, mais

c'est que l'objet de ces actions est tombé dans le patrimoine de la communauté dont le mari est le chef et l'administrateur. Tel n'est point le cas pour l'action en rectification de nom; c'est une action absolument personnelle et dont la femme mariée, sous n'importe quel régime, conserve l'exercice.

Les descendants de ceux dont l'acte d'état civil est à rectifier, sont admis à intenter l'action quand bien même l'ascendant serait encore en vie. Mais, dans ce cas, le président du tribunal pourra, conformément à l'article 99 du Code civil, appeler à l'audience les ascendants eux-mêmes.

Enfin, il se peut que le nom d'une personne ait été à tort donné à une seconde dans son acte de naissance; la première a le droit de s'opposer à ce que la seconde porte le nom indûment attribué et sera recevable à intenter l'action en rectification.

Quelle sorte d'intérêt doivent avoir les personnes qui intendent l'action? La loi n'ayant pas fait de distinction, nous admettons qu'un intérêt purement moral pourrait aussi bien qu'un intérêt pécuniaire servir de base à une demande en rectification, mais dans tous les cas, il est nécessaire, conformément au droit commun que cet intérêt soit né et actuel. Un intérêt quelque grand fût-il, s'il n'est qu'éventuel ne saurait suffire.

Nous arrivons maintenant à une question très controversée. Le ministère public a-t-il le même

droit qu'un simple particulier ? Peut-il intenter l'action en rectification ? La controverse fut très vive après la promulgation de la loi de 1858 ; le ministère public voulut user du même droit que les particuliers et ce droit, chaque fois qu'il lui fut contesté, lui fut reconnu par les cours d'appel jusqu'en 1860. Alors la jurisprudence changea et nous avons plusieurs jugements déniaut au ministère public le droit de faire rectifier le nom d'une personne (1). Cette solution vivement critiquée fut réformée par un arrêt de la Cour de cassation (Cass. civ. 22 janv. 1862). Pour trancher cette question, il faut auparavant répondre sur ce point : La rectification des noms est-elle d'ordre public ? Les partisans de la négative devront refuser l'action en rectification au ministère public tandis que ceux qui soutiendront l'affirmative la lui accorderont en vertu de l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 : « Il (Le ministère public) surveille l'exécution des lois des arrêts et des jugements ; il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public ».

Mais qu'est-ce qu'une question d'ordre public : « Le Criterium des lois d'ordre public, dit M. Aglave (2), c'est que les particuliers ne peuvent pas renoncer au bénéfice de leurs dispositions parce que ces disposi-

1. Colmar, 10 mars 1860, Dalloz, 1860. 2. 169 ; Dijon, 11 mai 1860. 2. 144.

2. Aglave, t. I^{er} pages 126 et suivantes.

tions n'ont pas été écrites en leur faveur mais en faveur de l'Etat ; parce que le véritable intéressé ce n'est pas eux mais la société ».

Ne voyons-nous pas que la rectification de nom cadre admirablement avec cette définition et qu'elle intéresse au plus haut point l'ordre public. En effet l'inexactitude dans l'indication des noms inscrits dans un acte d'état civil occasionne fatalement des confusions entre diverses personnes ; et la loi attache une si grande importance à ce que l'identité des personnes soit assurée qu'elle interdit de porter un nom qui ne vous appartient pas et qu'elle punit de l'amende ou de la prison ceux qui dans certaines circonstances contreviennent à cette défense.

L'intervention du ministère public en ces matières était en quelque sorte forcée. Presque toutes les fois qu'il a agi d'office, ce fut pour faire supprimer une particule, une apostrophe ou bien encore un nom de propriété accolé au nom patronymique. Et il est certain que ce ne serait pas les intéressés qui réclameraient la rectification d'un nom qu'ils se sont eux-mêmes donnés. Il faut donc bien que ce soit le ministère public qui agisse.

Dans les autres cas, au contraire, bien que cela intéresse tout autant l'ordre public le ministère public n'aura que rarement à intervenir car il sera presque toujours devancé par les particuliers.

Compétence. — C'est aux tribunaux civils qu'il ap-

partient de statuer sur une demande en rectification et le tribunal compétent est en principe celui du lieu où l'acte a été dressé, au greffe duquel est déposé le registre qui contient l'acte à rectifier.

Toutefois si une demande en rectification était formée incidemment à une demande principale déjà liée devant un autre tribunal ce tribunal sera compétent pour y statuer. Cependant la Cour de cassation a admis, dans un arrêt du 9 mai 1855, que le tribunal peut, à son gré, renvoyer les parties devant le tribunal compétent pour statuer sur la demande en rectification et se borner à statuer sur la demande principale.

Il peut encore se faire que la demande ait pour but la rectification d'un nom contenu dans plusieurs actes dressés dans des arrondissements différents et que cette erreur ait pour cause une erreur commise dans un acte antérieur. Alors c'est le tribunal du lieu où a été dressé ce premier acte qui sera compétent pour statuer à l'égard de tous et ordonner la rectification (1).

Procédure de la demande en rectification. — La demande en rectification s'introduit par une requête adressée au président du tribunal. On a prétendu

1. Voyez en ce sens : Chauveau et Glandaz, *Procéd. civ. et com.*, tome II, page 486. La jurisprudence belge est en sens contraire et exige autant de jugements qu'il y a d'actes à rectifier. (Cassation, belge 4 juillet 1889, n° 1524; des *Pandectes belges*; Humblet, *Des noms de famille*, n° 138.

qu'elle ne pouvait pas être introduite par exploit parce qu'il n'y a pas d'action ; il n'y a ni contestation ni défendeur la demande ne devant amener aucune condamnation. Cependant lorsque la demande intéresse d'autres parties que le demandeur, elle doit être formée par exploit.

La loi exige une action judiciaire pour maintenir l'authenticité des registres de l'état civil, authenticité qui disparaîtrait s'il était permis aux personnes de rectifier ces actes à leur guise sans le concours des tribunaux.

Ce que nous venons de dire des simples particuliers s'applique aussi bien au ministère public qui doit lui aussi s'adresser aux tribunaux pour faire rectifier un nom dans un acte et non pas se contenter d'un ordre donné aux officiers d'état civil.

Dès qu'il a reçu la requête, le président en ordonne la communication au ministère public et nomme un rapporteur. Le tribunal peut faire procéder à toutes les mesures d'instruction nécessaires ; il peut décider la réunion d'un Conseil et les termes de l'article 856 du Code de procédure civile sont assez généraux pour que M. Demolombe admette que ce Conseil puisse être réuni même si toutes les personnes intéressées sont majeures et capables (1). Si la rectification demandée intéresse des personnes qui ne sont pas en instance, le tribunal ordonnera

1. Demolombe, t. I^{er} n^o 334.

leur mise en cause pour que le jugement ait autorité de chose jugée par rapport à toutes personnes intéressées et éviter ainsi la possibilité de deux jugements contradictoires. En effet l'article 100 nous dit que « le jugement de rectification ne pourra dans aucun cas être opposé aux personnes intéressées qui ne l'auraient pas requis ou qui n'y auraient pas été appelées ». Si le tribunal ne pouvait appeler en cause les personnes ayant quelque intérêt à l'affaire on aurait pu aboutir à des résultats singuliers. M. Baudry Lacantinerie nous en cite cet exemple : « Un homme décédé laisse deux enfants légitimes *Primus et Secundus*. Survient un inconnu *Tertius* qui prétend lui aussi être fils légitime du défunt bien que son acte de naissance ne lui donne pas cette filiation. Il demande en conséquence la rectification de son acte de naissance et a réussi le faire ordonner dans un jugement rendu contre *Primus*. L'acte rectifié établit sa filiation légitime par rapport au défunt. Le voilà frère légitime de *Primus*. Est-il aussi frère légitime de *Secundus* ? Il semblerait bien que oui puisque *Secundus* est enfant du même père ; et cependant si *Secundus* n'a pas figuré dans l'instance ou n'y a pas été appelé, le jugement qui a ordonné la rectification de l'acte de naissance de *Tertius* n'aura aucune autorité par rapport à lui. Il pourra donc se faire que dans un débat engagé avec lui sur ce point *Tertius* succombe et *Tertius* se trou-

vera ainsi, au point de vue légal, être frère légitime de l'un des enfants légitime du défunt, son cohéritier par conséquent dans la succession paternelle, tandis qu'il n'aura ni l'une ni l'autre de ces qualités à l'égard de l'autre enfant. Le tribunal pourra prévenir ce résultat en ordonnant que Secundus soit mis en cause dans l'instance engagée entre Primus et Tertius ». Cet exemple qui s'applique à la filiation pourrait aussi bien s'appliquer à une rectification de nom. Car, étant donné les termes de l'article 100 du Code civil, il est impossible d'appliquer à ces matières la théorie qui soumet la chose jugée, en ce qui concerne les questions d'état, à des règles spéciales. D'après cette théorie un jugement serait opposable non pas seulement aux parties en cause dans le procès mais même à d'autres personnes dont le droit serait intimement lié à celui du demandeur ou du défendeur, il y aurait pour elles une représentation volontaire et forcée qui ferait que le jugement aurait force de chose jugée à leur égard.

Preuves. — Quelles preuves doit fournir une personne réclamant une rectification de nom ? Elle prétend que son acte de naissance ne lui attribue pas le nom qu'elle devrait porter ; or ce nom qu'elle doit porter c'est celui de son père ; il lui suffira donc de présenter l'acte de naissance de son père et de montrer que le nom qui s'y trouve est bien celui qu'elle réclame.

Nous ne voulons pas dire cependant que si une erreur sur le nom a été commise dans l'acte de naissance du père, cette erreur doit se perpétuer à l'infini. Non, mais alors il faudra une seconde rectification de cet acte en suivant la même procédure que pour la première.

En remontant ainsi de générations en générations, on arriverait bien vite à invoquer un acte de naissance antérieur à la loi de fructidor an II. Or cette loi a fixé du jour de sa promulgation le nom des personnes tels qu'ils étaient exprimés dans leur acte de naissance : « Aucun citoyen, dit l'article 1^{er} de cette loi, ne pourra porter de nom ou de prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. Ceux qui les auraient quittés seront tenus de les reprendre. » Donc à partir de cette loi il fut défendu de prendre d'autre nom que celui de son acte de naissance et si dans les actes d'état civil d'un enfant des erreurs ont été commises il faut rectifier l'acte conformément à celui des parents, mais l'on ne peut remonter plus haut que l'acte de naissance qui précède la loi de fructidor an II.

Jugement et Appel. — C'est le Tribunal civil qui statue sur la demande par un jugement (art. 857 du C. de proc. civ.) en audience publique si l'affaire a été portée en audience ordinaire ; à huis clos s'il n'y a pas eu de contradicteur et si la demande a été instruite en chambre du Conseil.

L'appel est ouvert conformément au droit commun à toute personne partie au procès. Si le ministère public n'a pas intenté lui-même l'action, s'il n'a été que partie jointe au procès, a-t-il le droit de faire appel ? Cette question est très controversée. Une école dit que le ministère public n'a pas le droit d'appel qui ne saurait appartenir qu'aux parties principales. Cette théorie est bien d'accord avec l'article 858 du Code de procédure civile qui n'accorde trois mois pour faire appel qu'à la partie demanderesse qui n'a pas trouvé de contradicteur.

Un second système prétend que le droit d'appel subsiste, car si le ministère public s'est trompé il peut toujours revenir sur son erreur (1). Certains arrêts rendus en ce sens reconnaissent que le droit d'agir d'office implique celui d'intervenir en tout état de cause et que par conséquent le ministère public pourrait faire appel même lorsqu'il n'a pas été partie principale devant la juridiction inférieure.

Notons enfin qu'étant donnée l'imprescriptibilité du nom il faut reconnaître le même caractère à l'action en rectification.

Exécution du jugement. — Le jugement étant rendu, une expédition authentique en est adressée à l'officier d'état civil ; celui-ci transcrit le jugement à la date du jour où il a reçu la pièce et il en fait mention en marge de l'acte à rectifier.

1. Paris, 22 février 1861. Dal. 1861. 2. 41.

L'officier d'état civil n'a pas à s'enquérir du point de savoir si le jugement dont on lui présente le relevé est encore ou non susceptible de quelque recours. Au cas où par la suite ce jugement se trouverait attaqué où réformé il ne faudra pas rayer la première transcription ni la première mention, mais on transcrira le second jugement et on fera une seconde mention en marge qui détruira l'effet de la première.

L'acte rectificatif a la même force probante que l'acte de naissance qu'il vient de modifier et l'article 857 du Code de procédure civile exige qu'il ne soit délivré d'extrait qu'avec les rectifications ordonnées à peine de dommages-intérêts contre l'officier d'état civil qui l'aurait délivré.

Pour terminer ce chapitre sur la rectification des noms, citons un cas où il n'y a pas lieu à rectifier les actes de l'état civil quoiqu'ils contiennent des erreurs sur le nom : Ceux qui veulent se marier doivent fournir les actes qui établissent leur filiation ou la mort de leurs parents. Si ces actes sont irréguliers, les futurs époux devront-ils les faire rectifier en justice ? Un avis du Conseil d'Etat du 19 mars 1808 déclare qu'il n'est pas nécessaire de recourir aux tribunaux. Si c'est dans l'acte de naissance du futur conjoint que le nom a été mal orthographié, il suffira que les père et mère dont le consentement est requis viennent au moment du mariage attester l'identité de leur enfant. Si l'erreur est con-

tenue dans l'acte de décès des père et mère, il suffira de la déclaration à serment des parties majeures et des témoins. Remarquons bien toutefois que c'est seulement pour la célébration du mariage que ces moyens remplaceront le jugement de rectification.

Rectification du nom dans les actes de l'état civil reçus à l'Etranger. — En principe les tribunaux français ne peuvent ordonner la rectification d'un nom dans un acte de l'état civil reçu à l'étranger qu'autant qu'il s'agit d'un acte reçu par des agents diplomatiques ou consulaires. Ils n'ont aucun pouvoir sur les actes d'état civil des Français et des Etrangers rédigés en pays étranger dans les formes usitées dans ledit pays.

Mais si les intéressés ont fait transcrire sur les registres de France leur état civil reçu à l'étranger les tribunaux seront toujours compétents quelle que soit la loi qui ait présidé à la rédaction de l'acte. Cependant on admet, d'après une circulaire ministérielle, que la rectification du nom dans un acte peut avoir lieu indépendamment de toute transcription si l'acte intéresse un Français.

Un avis du Conseil d'Etat du 10 août 1836 reconnaît aux agents diplomatiques ou consulaires le pouvoir de faire eux-mêmes cette rectification lorsque l'erreur est de peu d'importance ou lorsqu'ils s'agit d'un mariage.

La demande en rectification du nom patronymique

dans un acte d'état civil soulève une question très délicate. Devra-t-on admettre une pareille demande alors qu'elle cacherait une véritable contestation d'état dont elle serait la conséquence ?

On voit l'intérêt de cette question qui se manifeste au double point de vue de la preuve et de la compétence. Les demandes en réclamation d'état sont neefet soumises à un système spécial de preuves, à une procédure et une prescription particulières et prévues par les articles 323 à 330 du Code civil, 252 et suivants du Code de Procéd. civ. Si l'on pouvait au moyen d'une demande en rectification de nom éluder ces formalités et ces prohibitions la garantie résultant de ces articles de nos codes serait illusoire.

Toutefois nous admettrons qu'une pareille demande est recevable ; car alors même qu'elle aboutirait à la rectification sollicitée, cette demande ne produirait que des effets très restreints puisqu'elle ne pourrait être opposée aux personnes intéressées à contester cette réclamation d'Etat.

Mais la rectification du nom sur un acte d'état civil a pour objet la réparation d'une erreur commise lors de la rédaction de cet acte et il faut prouver que le nom véritable résultant d'une possession d'Etat constante est en contradiction avec l'acte d'état civil non encore rectifié. Par conséquent la demande en réclamation d'Etat si l'impétrant était dans l'in-

tention de la faire devrait précéder la demande en rectification de nom et non pas la suivre.

Section II. — Changement de nom.

Historique. — Dans le droit romain, les changements de noms, prénoms et surnoms étaient entièrement libres. Ils n'étaient reprehensibles que si l'on y voyait une intention frauduleuse.

Pendant très longtemps, il en fut de même en France, et l'on pouvait changer de nom sans aucune autorisation ni solennité. On en voit de très nombreux exemples. Mais cette faculté de changer ainsi de nom, dégénéra bientôt en licence et, produisit de si grands abus, qu'Henri II fut forcé d'y remédier par l'ordonnance d'Amboise de 1533. Il y est dit qu'afin d'éviter les suppositions de nom et des armes il était fait défense à toutes personnes de changer leurs noms et leurs armes sans avoir obtenu des lettres de dispense et permission. Cette ordonnance n'ayant pas été enregistrée les états généraux de 1614 proposèrent dans leurs cahiers « qu'il fut enjoint à tous gentilshommes de signer en tous actes et contrats du nom de leur famille et non de leur seigneurie sous peine de faux et d'amende.

Pendant la Révolution, un premier décret du 24-26 Brumaire an II autorisa les changements de noms volontaires, mais depuis la loi de Fructidor an II, il

est reconnu qu'un citoyen ne peut changer à son gré le nom qu'il porte sur son acte de naissance.

En agissant ainsi on pourrait s'exposer à deux sortes de poursuites.

1° A l'action civile que pourraient intenter les intéressés.

2° Aux poursuites du ministère public autorisées par la loi de Fructidor an II et la loi de 1858.

Cependant dans bien des cas, il peut se faire que les changements de noms doivent-être autorisés à raison même de leur nécessité, quand par exemple les convenances de familles l'exigent. (Voir à ce sujet le discours du tribun Challan) ou lorsque les noms retracent des images soit grossières, soit immorales ou qu'un intérêt légitime le demande. Ainsi M. Nadault fut autorisé à ajouter à son nom celui de Buffon, son grand-oncle maternel (1^{er} Février 1835) M. Bouzor fut autorisé à substituer à son nom celui de Petit-Jean qui était le nom de sa mère; et M. Cocu à prendre le nom de Chambrié (1836). Il arrive encore souvent que la demande en changement de nom est faite pour remplir une condition affectant une libéralité, le donateur ayant imposé au donataire l'obligation d'ajouter le nom du bienfaiteur à son nom patronymique. On admet aujourd'hui sans conteste que la condition de changer de nom, apposée à une libéralité, est une condition possible, bien que les changements de

nom soient en principe prohibés par la loi (1). On se trouve alors en présence d'une condition mixte, puisque son accomplissement dépend à la fois de la volonté du bénéficiaire et de celle du gouvernement. Cette condition pourra donc défaillir de deux manières : 1^o Le donataire refusera de faire les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation de changer de nom : Le donataire sera alors déchu de ses droits puisqu'il a volontairement laissé défaillir la condition de la donation 2^o Le donataire a bien fait les démarches, mais ces démarches n'ont pas abouti ; elles ont échoué devant le refus du gouvernement ou devant l'opposition de tiers intéressés. La libéralité pourra donc être caduque dans les deux cas, bien que dans le deuxième cas cette solution paraisse rigoureuse ; nous en avons déjà parlé plus haut.

Il existe de nombreux exemples historiques de changements de nom. Dalloz nous cite le cas du fils du procureur Rollet qui, pour se soustraire à la malheureuse célébrité que Boileau avait faite à son nom par ce vers :

« J'appelle un chat un chat et Rollet un fripon »,

se fit autoriser à prendre le nom de Saint-But.

1. Cassat. 13 janv. 1813, Sirey, 1813. 1. 97 ; Cassat. 16 nov. 1824, Sirey, 1825. 1. 148 ; Aubry et Rau ; tome 4, n^o 302 ; Lallier, n^o 119 : En sens contraire Merlin Report : *Promesse de changer de nom*.

Le conseiller Miot, dans son exposé des motifs de la loi sur les changements de nom, nous fait rappeler que quelquefois le changement de nom était ordonné (séance du 1^{er} germinal an XI). Il en était ainsi pour la famille des assassins de rois (1).

Le projet de loi présenté par le conseiller Miot et le tribun Challan fut adopté le 11 germinal an XI.

L'article 4 pose le principe : « Toute personne qui aura quelque raison de changer de nom, en adressera la demande motivée au gouvernement ». Mais ces changements de noms ne doivent pas être rendus trop faciles. Les modifications des noms patronymiques, si elles étaient faites sans contrôle, favoriseraient la dissimulation des identités et apporteraient un trop grand trouble dans la police sociale. Aussi, la loi a-t-elle constitué une procédure particulière qui assure aussi bien la protection des intérêts de la société que de ceux des citoyens.

Il importe de ne pas confondre la rectification de nom et le changement de nom ; dans le premier cas, on fait valoir un droit préexistant, on a le droit de porter tel nom, on le réclame. Dans le second cas, c'est une faveur que l'on sollicite du gouvernement et que l'on ne peut réclamer comme une chose due.

1. De nos jours un tel changement de nom ne se fait pas d'office, mais il est toujours accordé ; ainsi après l'assassinat du duc de Berry, tous ceux qui portaient le nom de Louvel, furent admis à le changer. (Voyez à ce sujet l'ordonnance du 1^{er} août 1827).

Il n'y aurait certainement aucun obstacle à ce qu'une personne qui a échoué dans un procès en rectification de nom obtienne la faveur du changement de nom.

Procédure. — Qui peut faire la demande? Toute personne majeure et capable peut et peut seule demander l'autorisation de changer de nom. Cette demande présente un caractère trop important et surtout trop personnel pour qu'elle puisse se faire par représentant. Aussi, un père, un tuteur, qui a le pouvoir d'agir en rectification de nom de son fils mineur ou de son pupille, ne peuvent jamais demander pour lui la faveur d'un changement de nom (1).

1^o Publications. — Le demandeur doit d'abord faire des publications dans un journal du lieu de son domicile, un autre du lieu de naissance et enfin à l'*Officiel* (2). Ces publications sont faites pour prévenir le public de la demande en changement de nom et la loi y attache une telle importance qu'elle autorise le gouvernement à rejeter de suite une demande qui n'a pas été précédée de ces publications (3).

1. Conseil d'Etat, 18 août 1839 et 26 décembre 1839.

2. Décision ministérielle des 28 octobre 1815 et 10 avril 1818; Décret du 8 janvier 1859, article 9.

3. Cette disposition résulte de l'arrêté, du 25 juin 1828. Elle a été vivement critiquée par M. Duvergier. (Collection des lois, tome XXVIII, deuxième partie 231, car dit cet au-

2^o Requête. — Ces publications faites, l'intéressé adresse une requête, sur papier timbré, au garde des sceaux. Cette requête doit contenir un exemplaire des journaux ayant fait les publications, l'acte de naissance, elle doit également indiquer les motifs invoqués à l'appui de la demande. Il n'est pas nécessaire d'avoir recours au ministère d'un référendaire au sceau, car le conseil du sceau n'a qu'à vérifier l'authenticité des titres nobiliaires et le nom, quel qu'il soit, n'est jamais un titre. Le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat n'est pas non plus exigé, puisque tout se passe devant une juridiction gracieuse.

3^o Instruction de la demande. — Il ne peut être statué sur la demande que trois mois après la date des insertions. Pendant ce délai, une enquête est faite. Le procureur de la République, du ressort dans lequel le requérant est domicilié, est consulté. Après son avis, les demandes peuvent être classées de suite sans autre examen :

1^o Si elles n'ont pas été précédées des publications.

2^o Si elles n'énoncent aucun motif grave et légitime.

3^o Si elles ne justifient pas, avec pièces à l'appui, l'intérêt du demandeur.

Si la demande n'a pas été arrêtée par le garde
teur elle est en opposition formelle avec la loi de Germinal
an XI.

des sceaux, elle est renvoyée par lui à la section de justice du Conseil d'Etat dont le gouvernement ne peut se dispenser de prendre l'avis. Sur le rapport d'un de ses membres, le Conseil délibère et émet son avis après avoir quelquefois consulté la commission du sceau. Le projet de décret est alors arrêté et soumis à la signature du président de la République. Ce décret est rendu dans les formes des décrets d'administration publique. Il doit être publié au *Bulletin des lois* par les soins du requérant ; mais les effets de l'autorisation restent en suspens pendant une année à compter de cette publication. Si cette année s'écoule sans qu'aucune opposition n'ait surgi, le nom est définitivement attribué au requérant qui n'aura plus alors qu'à demander au tribunal d'ordonner la rectification des actes de son état civil. Si, au contraire, un tiers a fait opposition, on a recours alors à la procédure contentieuse.

Oppositions. — Il peut se faire qu'une demande en changement de nom soit la cause d'un préjudice pour un tiers. Le requérant, par exemple, a pris le nom d'une autre famille (mais il importe que ce nom ne soit pas tombé dans le domaine public à cause de sa vulgarité, car alors l'intérêt n'a pas assez d'importance).

Il faut, pour pouvoir faire opposition, représenter la famille ou une partie notable de la famille, car c'est à elle que le nom appartient plus qu'à l'indi-

vidu et si un membre d'une famille, à l'exclusion des autres, faisait une telle opposition, ce serait aux tribunaux à juger si, dans l'espèce, l'intérêt d'une personne peut s'opposer à la décision de tous les autres.

Une fille peut-elle s'opposer à l'autorisation qu'un tiers aurait obtenue de porter le nom de son père ? Cette question assez controversée doit être résolue dans le sens de l'affirmative sans s'occuper de savoir si la fille est mariée ou non ; car elle peut avoir intérêt à la conservation du nom familial et de l'honneur qui y est attaché pour le transmettre à son mari ou à ses enfants. La jurisprudence est du reste dans notre sens (1).

Il arrive quelquefois que certaines personnes prennent pour nom celui d'une commune. Alors, le maire, sur une délibération du Conseil municipal, a qualité pour faire opposition (2). Bien plus, depuis la loi du 18 juillet 1835 (art. 43), tout contribuable peut, en cas de négligence du maire ou des conseillers d'une commune, se pourvoir au Conseil d'Etat après autorisation du conseil de Préfecture et faire opposition.

1. Cassation, 16 mars 1841. Sirey, 1841. 4. 532 ; Cassation, 13 juin 1843. Sirey, 1863. 4. 281.

2. M. Humblet, soutient l'opinion contraire, car, dit-il. Quel danger que jamais l'on confonde M. Tournai, M. Namur avec les villes de ce nom ? Ce serait vraiment trop prendre le Pi-rée pour un homme (Humblet n° 94).

Formes de l'opposition. — C'est par une requête que l'on doit faire opposition à l'arrêté autorisant le changement de nom.

Compétence. — La compétence pour les oppositions est la même qu'en matière de changement de nom.

L'étranger dont le nom a été usurpé en France peut-il s'adresser aux tribunaux français pour faire cesser cette usurpation ?

C'est une des questions les plus controversées en droit international privé que celle de savoir quels sont les droits des étrangers en France, en dehors de ceux qui leur sont attribués par des traités ou qui leur sont concédés par les lois françaises.

Sans entrer dans cette controverse, nous ne ferons que rappeler la jurisprudence en ces matières.

Au point de vue civil, le nom, en tant qu'il sert à distinguer les personnes, est une propriété qui tire son origine du droit des gens. Or, comme les articles 11 et 13 du Code civil ne se préoccupent que de l'exercice des droits civils, on ne peut en faire l'application au nom (1). Par conséquent, un étranger sera recevable à intenter contre un Français, devant les tribunaux français, une action en revendication de son nom que ce dernier aurait usurpé dans les actes de l'état civil.

S'il s'agissait d'un nom commercial, l'étranger ne

1. Bordeaux, 20 juin 1853, Dalloz, 1854. 2. 34.

pourrait s'adresser aux tribunaux français que si des traités diplomatiques établissaient sur ce point la réciprocité entre les deux nations (1).

Effet de l'autorisation devenue définitive. — A l'expiration du délai d'un an à dater de la publication du décret autorisant le changement de nom demandé, l'autorisation devient définitive, s'il n'y a eu aucune opposition de la part des tiers, ou si ces oppositions ont été jugées dénuées de tout fondement. Dès lors, aussitôt que la transcription du jugement a été opérée sur les registres de l'état civil par les soins du requérant, le nom modifié remplace le nom primitif et le bénéficiaire n'a plus le droit d'en porter d'autres.

L'autorisation de changer de nom qui profite au demandeur reste évidemment sans effet pour ses ascendants et ses collatéraux et si ceux-ci ont le même intérêt à changer de nom, ils devront avoir recours à une seconde procédure. Mais en est-il de même à l'égard des descendants ? Point de difficulté pour les enfants qui naîtront après la transcription du jugement. En effet, on vient au monde avec le nom que porte son père au jour de la naissance ; donc l'autorisation profite aux descendants à venir. Il semblerait au premier abord qu'il doive en être autrement pour les enfants déjà nés : ils ont le nom que leur attribue leur filiation, leur acte de naissance. La chancellerie décida pendant longtemps que l'autorisation

1. Cassation, 14 août 1844, Dalloz, 1844. 1. 386.

accordée à un père de famille n'avait de valeur que pour lui et ceux de ses enfants qui étaient nominativement désignés au décret et que les autres devaient solliciter une autorisation distincte, ce qui était l'occasion de percevoir un nouveau droit de sceau. Mais le conseil d'Etat, dans un avis du 3 août 1861, prétendit que le nom étant indivisible et collectif, il appartient à toute la famille et que, par conséquent, les enfants devraient bénéficier de l'autorisation : de plus l'unité de la famille ne serait pas complètement atteinte si la collation d'un nom nouveau, s'épuisant au profit de celui qui l'obtient, ne s'étendait pas de plein droit à ses enfants.

La jurisprudence a suivi cette avis, elle admet aujourd'hui que l'autorisation profite de plein droit aux descendants majeurs ou mineurs du requérant mais il existe une distinction entre les majeurs et les mineurs. Les majeurs ont le droit de conserver leur nom originaire et de s'opposer à toute rectification de leur acte d'état, civil tandis que le nom modifié s'impose aux mineurs. Cette différence vient de ce que les majeurs sont affranchis de la puissance paternelle, tandis que l'exercice des actions des enfants mineurs est entre les mains de leur père.

Terminons cette étude sur les changements de noms autorisés par le gouvernement en citant la loi du 20 mai 1837 qui a réglé les droits du trésor. L'article 47 de cette loi fixe à 600 francs le droit de

sceau sauf remise possible conformément à la loi du 21 avril 1832 (1).

Des pseudonymes.

La prohibition des changements de nom n'exclut pas les pseudonymes; la personne qui prend un pseudonyme n'abandonne pas pour cela son nom patronymique et comme la plupart du temps le pseudonyme ne peut se confondre avec le nom de famille d'un tiers on se trouve dans un cas où ni l'ordre public ni des intérêts privés ne sont en jeu. Aussi les pseudonymes sont-ils tolérés par nos lois. Leur usage est très répandu dans le monde des lettres et des arts où un débutant n'osant pas signer ses œuvres ou bien un auteur déjà connu, jugeant une de ses œuvres indigne de lui, auront recours au pseudonyme (1). Les artistes dramatiques sont ceux qui en font le plus grand usage. Presque tous ont des noms de théâtres sous lesquels ils sont désignés sur les affiches; mais ce

1. Orléans, 17 avril 1866, Sirey, 66. 2. 240; Grenoble, 5 juillet 1870, Sirey, 71. 2. 44.

2. Remise totale ou partielle de ce droit peut-être faite par le chef de l'Etat sur la proposition du ministère de la justice.

4. M. Ch. de Joliet, reconnaît non seulement l'utilité du pseudonyme mais même sa nécessité dans certains cas. « Il y a des noms contre lesquels le public se cabre, qu'il ne veut pas entendre; d'autres qui lui entrent comme un accord parfait. Il faut donc considérer un nom de convention, un pseudonyme comme une nécessité pour qui veut lancer un livre dans le public (Ch. de Solliet, *Les pseudonymes du jour*).

nom qu'ils accolent à celui du personnage représenté n'a pas pour but de faire connaître au public le nom de famille de l'acteur mais de faire savoir que tel rôle sera joué par tel acteur que l'on a déjà vu, que tout le monde connaît sous ce nom et sous ce nom seul.

Tout cela n'est donc pas contraire aux lois et nous voyons que prendre un pseudonyme n'est point porter un nom autre que celui qui vous appartient, mais que c'est plutôt une manière de n'en pas porter du tout, de garder l'anonyme.

Il en est de même des noms de religion qui ne peuvent être considéré comme des noms patronymiques. Retirés du monde, les religieux nous paraissent vouloir s'en isoler davantage en ne se servant pas pour l'exercice de leur ministère d'un nom qui leur rappellerait l'humanité. Dans le choix de leur nom, ils évitent de prendre le nom de famille d'un tiers et prennent de préférence des prénoms. Lorsque ces religieux auront à accomplir certains actes de la vie civile, ils devront se servir de leur nom de famille et non pas de leur nom de religion si non ils pourraient se voir poursuivis pour avoir fait usage de faux noms.

La loi protège le pseudonyme à l'égal du nom patronymique ; il suffit pour que l'emploi d'un pseudonyme par un tiers donne lieu aux actions que le demandeur ait acquis sur ce nom un droit résultant

d'une sorte de prescription laissée à l'appréciation du tribunal (1).

Section III. — Sanction de la prohibition de changer de nom.

Nous avons montré les différentes lois qui établissent le principe fondamental en ces matières : l'immutabilité des noms. Reste à étudier maintenant les pénalités édictés contre les changements de nom. Cette sanction se trouve dans la loi pénale et dans l'action en interdiction de porter un nom ouverte aux tiers intéressés.

Les changements de nom furent toujours très fréquents, ils ont résisté aux attaques, aux moqueries de nos auteurs satyriques et de nos jours encore, on en voit de trop nombreux exemples. Un fils quittera le nom de son père pour prendre un nom de fantaisie par calcul, pour conquérir la confiance du public ou bien encore pour cacher un passé gênant ; d'autres par vanité seront heureux d'ajouter un titre ou un appendice nobiliaire a leur nom patronymique.

Molière dans son école des femmes critiquait déjà cet usage :

Quel abus de quitter le vrai nom de ses pères,
Pour en vouloir prendre un bâti sur des chimères.
De la plupart des gens c'est la demangeaison

1. Tribunal civil de la Seine, 24 janv. 1889. *Gaz. des Tribunaux*, 25 janv. 1889.

Plus loin il nous met sous les yeux un paysan

« Qu'on appelait gros Pierre,
Qui n'ayant pour tout bien qu'un seul quartier de terre,
Y fit tout à l'entour faire un fossé bourbeux,
Et de M. De l'Ile en prit le nom pompeux ».

C'est presque toujours dans la vie journalière que celui qui désire un nom nouveau commence à s'en emparer; il en signe ses lettres, se le fait donner par ses amis, ses domestiques, le met sur ses cartes de visite, etc..., puis un jour il prend ce nom dans un acte authentique : c'est un faux nom.

A. Karr nous dépeint toutes les pérépéties d'une addition de particule.

« J'ai connu un honnête homme qui s'appelait quelque chose comme Dubois; ceci n'est pas son vrai nom, il n'est pas mauvais garçon du reste et je ne veux pas le troubler. Il a mis sept ans à séparer la première syllabe de son nom des deux autres et j'ai suivi sur toutes ses cartes de visite de l'an toutes les tentatives de ces deux malheureuses lettres *du* pour s'écarter des autres. Les premiers essais ont été timides, il écrivait Dubois en séparant *du de bois* d'une manière imperceptible, puis il augmenta un peu l'intervalle, puis un jour il mit un B majuscule à Bois; puis il recommença à écarter les syllabes et enfin aujourd'hui il s'appelle tranquillement M. du Bois » (1).

Si les faux noms sont encore si fréquents est-ce à

1. A. Karr, *Guêpes*, 1848.

dire que nos lois pénales ne les ont pas prévus ou quelles ne se sont pas préoccupées d'un tel fait qui peut cependant causer dans l'ordre public de si grandes perturbations. Il n'en est rien et depuis longtemps les ordonnances royales punissaient les faux noms : Ainsi l'article 9 de l'ordonnance du 26 mars 1555 punissait comme faussaire les personnes qui changeaient de nom ; de plus les nobles étaient privés des privilèges de la noblesse.

L'article 211 de l'ordonnance de 1629 ne prohibait l'usage des noms de seigneuries que sous une sanction civile, la nullité des actes et contrats dans lesquels ces noms auraient été pris.

Les premières lois révolutionnaires (Décret des 19-23 juin 1790 ; Loi du 27 sept. et 16 oct. 1791), tout en prohibant les changements de noms ne parlaient d'aucune sanction.

Mais la loi de fructidor an II défendait dans son article 1^{er} de prendre d'autre nom que celui de son acte de naissance ; elle punissait cet usage d'un faux nom de six mois d'emprisonnement et d'une amende du quart du revenu.

Puis vient le Code pénal et son article 259 : « Toute personne... qui se sera attribuée des titres impériaux qui ne lui auraient été pas conférés légalement sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans. » Une loi de 1832 abrogea cette partie de l'article 259,

elle voulait enlever au titre toutes ses prérogatives en lui refusant toute protection.

Mais cette abrogation fut de courte durée : la loi du 23 mars 1858 a ainsi rétabli l'article 259 : « Sera puni d'une amende de 500 à 10.000 francs, quiconque sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, aura publiquement pris un titre, changé, altéré ou modifié le nom que lui attribue les actes de l'état civil. » C'est cette loi du 23 mai 1858 qui fait la règle en matière de changement et d'usurpation de nom et de titre.

Il résulte de l'article 259 modifié par cette loi que, pour qu'un changement de nom soit un délit, il faut 1° un fait matériel, altération ou modification ; 2° que ce fait soit public ; 3° il faut que la modification soit faite dans le but de s'attribuer une distinction honorifique. Ainsi, nous le voyons, tous les faux noms ne peuvent pas être atteint par la loi de 1858. Il faut que l'altération du nom soit faite dans le but de s'attribuer une distinction honorifique, et il ne faut pas dire distinction nobiliaire, ce qui nous permet d'appliquer l'article 249 à l'addition d'une particule au nom patronymique.

C'était du reste l'avis du rapporteur. Il découle des travaux préparatoires que le délit résultera soit de la substitution ou de l'addition à un nom patronymique, d'un autre nom précédé de la particule ; de l'addition de la particule « De » en tête d'un nom

qui n'en était pas précédé ; de la disjonction de la syllable « De » ou de l'initiale « D' » avec une apostrophe d'un nom avec lequel cette syllable ou cette lettre faisait corps.

L'emploi de la particule n'indique pas toujours l'intention de prendre une distinction honorifique. Ainsi nous voyons couramment des pseudonymes précédés de la particule. L'emploi n'en est pas prohibé pourvu toutefois que l'on ne s'en serve pas dans les actes de la vie civile.

L'article 259 pouvait encore atteindre tout usurpateur d'un non illustre quoique roturier.

Mais il peut se faire que celui qui prend un faux nom agisse ainsi non pas dans un sentiment de vanité, il se peut qu'il veuille abandonner un nom ridicule, deshonoré, éviter ainsi de faire connaître ses antécédents judiciaires, ou bien éviter de se faire arrêter. Tous ces cas évidemment ne tombent pas sous le coup de la loi du 23 mai 1838. Mais doivent-ils rester impunis ? Nous ne le pensons pas, car ces faits tombent sous l'application de la loi de fructidor an II « Aucun citoyen ne peut porter d'autre nom que celui exprimé dans son acte de naissance. Les contrevenants seront condamnés à 6 mois d'emprisonnement et à une amende du quart de leur revenu ». Ce texte n'a pas cessé d'être en vigueur bien que la plupart des auteurs le déclarent tombé en désuétude. Il n'a subi ni l'abrogation expresse, ni

l'abrogation tacite. D'après l'article 484 du Code pénal les cours et tribunaux doivent continuer à observer les lois et règlements qui régissent les matières non réglées par ce code. Or, aucune disposition du Code pénal ne prévoit et ne punit le changement de nom, puisque l'article 259 ne s'occupe que de l'usurpation de titre de noblesse, d'où il nous paraît résulter que le décret de fructidor an II n'a pas cessé d'être en vigueur ; cependant la jurisprudence ne l'applique plus depuis une cinquantaine d'années.

Mais on a vu cependant que, dans certaines circonstances particulières, l'usage d'un faux nom et son impunité étaient de nature à apporter des troubles graves dans l'ordre public, aussi trouvons-nous des arrêts qui en présence de certains cas, ont consacré une pratique spéciale : Citons notamment les cas où un inculpé prend dans son interrogatoire ou dans un registre d'écrou un nom qui n'est pas le sien. Il faut ici faire une distinction. 1° L'inculpé a pris un nom qui n'appartient à personne. Il ne fait alors que dérouter les recherches de la justice, il empêche de connaître son identité, ses antécédents. Il n'y aura pas de délit, car il est admis que l'accusé pour se défendre a le droit de mentir à la justice. 2° Mais si l'inculpé prend un nom appartenant à un tiers, c'est alors un faux en écriture publique, et la jurisprudence fait ici l'application de l'article 147 du Code pénal : « Seront punies des travaux forcés à temps

toutes autres personnes qui auront commis un faux en écriture publique, soit par contrefaçon ou altération de signature, etc. »

Cette décision de la jurisprudence est l'objet de nombreuses critiques. En effet, y a-t-il bien là un véritable faux écriture publique. Nous ne le pensons pas, car on ne peut reprocher à l'inculpé d'altérer la vérité, qu'il n'est pas obligé de dévoiler. Du reste si la loi punit les fausses déclarations, ce n'est que dans le cas où elles sont faites dans un acte ayant pour but de constater et d'affirmer la vérité de ces déclarations ; or, tel n'est pas le but du procès-verbal d'interrogatoire qui doit constater les réponses du prévenu sans que le juge d'instruction et le commissaire de police aient à voir si elles sont l'expression de la vérité. Enfin l'intention de nuire fait presque toujours défaut, et si un inculpé agit ainsi on peut presque toujours affirmer qu'il ne le fait que dans son intérêt personnel, et non pour causer un préjudice quelconque à celui dont il usurpe ainsi le nom.

La théorie suivie par la jurisprudence en matière de faux non criminel est donc très critiquable et ne peut être justifiée que par le désir de punir, l'usage de certains faux noms portant préjudice à l'ordre public. Mais, nous le répétons, les tribunaux n'avaient qu'à appliquer le décret de fructidor an II qui punit toutes les altérations de noms.

Une opinion admise par la jurisprudence belge fait une distinction. Elle estime qu'il n'y a crime de faux nom que si l'inculpé souscrit son interrogatoire d'une fausse signature et d'autre part qu'il est indifférent que cette signature soit celle d'un être purement imaginaire ou celle d'une personne déterminée. Si l'inculpé n'a pas signé, soutient cette théorie, on ne voit pas trop comment on peut trouver dans son mensonge l'une des altérations ou falsifications des articles 145 à 180 du Code pénal, au contraire s'il a signé, il a fait une fausse signature, il a donc employé l'un des modes d'exécution des faux prévus par ces articles. Qu'importe que le nom qu'il a pris dans sa signature soit celui d'une personne déterminée, ou celui d'une personne imaginaire ? Dans le premier cas, il aura causé préjudice à celui dont il aura pris le nom ; dans le second cas il aura causé préjudice à la société, dont l'intérêt est que les malfaiteurs soient condamnés sous leur véritable nom.

Ce système a été à bon droit, ce nous semble, repoussé par la jurisprudence française. En effet, si le prévenu a pris un nom imaginaire, il n'a pu léser des intérêts particuliers, mais dit le système adopté en Belgique, il a lésé la société qui a intérêt à connaître le nom des coupables. Mais n'a-t-elle pas également intérêt à connaître les actes des inculpés et à savoir dans quelle mesure ils ont participé à l'in-

fraction ; cependant c'est leur droit absolu de dissimuler la vérité, et les mensonges contenus dans leurs déclarations ne sauraient être considérés comme des faux. Peu importe aussi que la signature ait été apposée ou non. Ce système aurait du reste pour résultat d'assurer l'impunité à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas signer leur interrogatoire.

Le faux accompli par l'usage du faux nom est puni de la même façon que les autres faux, c'est-à-dire, des travaux forcés à temps. Il est, quant à la complicité et à la participation de plusieurs auteurs soumis aux règles ordinaires.

Nous venons d'étudier le faux nom en tant que son usage est considéré comme un crime. Mais il est d'autres faux beaucoup moins graves qui ne jettent pas le même trouble dans l'ordre public. Le Code pénal n'a pas voulu les laisser impunis, sans toutefois les punir avec la même sévérité, que l'usage d'un faux nom en écriture publique : Ce sont les faux en écriture privée, dans les passeports, les permis de chasse, les livrets, feuilles de route et certificats. Ces diverses contraventions sont punies de façons différentes :

« Tout individu qui aura de l'une des manières indiquées en l'article 147 commis un faux en écriture privée sera puni de la réclusion. »

« Quiconque prendra dans un passeport ou dans un permis de chasse un nom supposé ou aura con-

couru comme témoin à faire délivrer le passeport sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an. »

« Toute personne qui se sera fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé sera punie d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus, si le faux n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique.

« Si l'officier public était prévenu de la supposition de nom, il sera puni de un an à quatre ans d'emprisonnement. »

L'article 154 *in fine* punit d'emprisonnement les aubergistes qui sciemment inscrivent un faux nom sur leurs registres, mais les voyageurs eux-mêmes ne peuvent être atteint par cet article.

Le code pénal fait de l'emploi d'un faux nom un des moyens par lesquels l'escroquerie peut être consommée. Il n'est même pas nécessaire qu'il soit accompagné de manœuvres frauduleuses ; il suffit que le faux nom soit pris dans le dessein de commettre une escroquerie. La Cour de cassation dans un arrêt du 18 février 1813 avait ainsi distingué l'escroquerie de faux : « Il y a simple escroquerie lorsque le faux nom a été pris verbalement, tandis qu'il y a faux lorsque le faux nom a été pris par écrit. Cette distinction n'est pas parfaitement exacte ; l'usage d'un faux nom par écrit ne constitue qu'un moyen d'es-

croquerie, lorsque l'écrit n'est pas par sa nature un acte qui puisse préjudicier à autrui.

L'usage d'un faux aggrave encore la peine encourue en cas d'arrestation illégale. Si l'arrestation a été exécutée sous un faux nom, la peine sera des travaux forcés à perpétuité au lieu des travaux forcés à temps. Là, l'emploi du faux nom s'augmente de l'usage d'une fausse qualité et c'est en se faisant passer pour un fonctionnaire ou un agent de la force publique que l'auteur intimide sa victime qui n'osera pas résister. Il y a là circonstance aggravante.

*Droit du ministère public de poursuivre la suppression
des noms usurpés.*

Le faux nom peut exposer celui qui en fait usage à deux sortes d'actions, l'une purement civile intentée par les personnes dont il a indûment pris le nom et auxquelles il a aussi occasionné quelque dommage, l'autre donnée par le droit pénal.

L'action civile est accordée en vertu de l'article 1382 du Code civil. « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». Cette action donnée au possesseur d'un nom usurpé par l'article 1382, tout en étant d'une application plus large que l'action pénale organisée par la loi de 1858 est cependant insuffisante pour bien des cas. Par exemple, les intéressés refuseront de s'en

prévaloir ou bien encore le nom usurpé sera un nom imaginaire et n'appartiendra à personne. Dans ces deux cas, l'usage d'un faux nom restera-t-il, impuni ou bien le ministère public pourra-t-il, au nom de la société, intenter contre le porteur d'un faux nom, une action civile en usurpation de nom ?

Sans entrer dans de longues discussions à ce sujet, rappelons que la loi du 16 août 1790 (Titre VIII art. 2) n'autorisait le ministère public qu'à intervenir comme partie jointe au procès et dans aucun cas il ne pouvait agir comme partie principale. Cette loi fut expressément abrogée par la loi du 20 avril 1810, article 46. « En matière civile, le ministère public agit d'office dans les cas déterminés par la loi. Il surveille l'exécution des lois, des arrêts et des jugements ; il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public ». Alors l'action civile qui avait été refusée au ministère public lui fut accordée d'abord en vertu du paragraphe premier en prétendant qu'un avis du Conseil d'Etat du 12 brumaire, an XI, conférait expressément au ministère public le droit d'agir d'office en matière d'acte d'état civil. « Il est plus convenable, dit cet avis, de laisser aux parties intéressées à faire réparer l'omission des actes de l'état civil, le soin de provoquer le jugement, sauf le droit qu'ont incontestablement les commissaires du gouvernement d'agir d'office en cette matière dans les circonstances

qui intéressent l'ordre public ». Mais alors, si l'on appuie l'action du ministère public sur cette autorisation donnée par l'avis du Conseil d'Etat et le paragraphe premier de notre article 46 (Loi du 20 avril 1810), cette action revêt nécessairement la forme de l'action en rectification d'acte d'état civil et ne peut être dirigée que contre les usurpations ou changements de nom commis dans les actes d'état civil.

Aussi chercha-t-on un autre moyen de frapper cette usurpation en faisant appel au paragraphe deuxième du même article de la même loi qui ouvre l'action d'office au ministère public chaque fois que l'ordre public est en jeu et alors l'action civile permettra d'atteindre tout changement quelconque de nom. La recevabilité de l'action d'office en notre matière suppose donc admis que la repression des changements de noms et des usurpations intéresse l'ordre public.

Compétence. — C'est le tribunal correctionnel qui statue sur l'existence du délit et prononce la peine, Si devant le tribunal, la partie présentait pour sa défense un acte de l'état civil conforme à ses prétentions, le ministère public aurait alors le droit d'intenter l'action en rectification ; ou bien encore si cet acte provenait d'une rectification déjà obtenue il pourrait faire appel du jugement qui l'a ordonnée.

Conséquences du jugement. — En cas de condamnation, mention du jugement est faite par ordre

du tribunal en marge des actes dans lesquels le nom a été indûment pris ou altéré. Ces mesures sont prises afin d'effacer toutes les traces du délit et d'empêcher un nouvel usage de l'acte vicié.

En cas d'acquiescement, le jugement ne constitue nullement une reconnaissance de la prétention du défendeur : Posséder un nom ou n'être pas coupable du délit d'usurpation sont choses distinctes que ni la loi ni la raison ne doivent confondre.

Terminons cette partie de notre étude sur la sanction contre les faux noms en rappelant que depuis le 28 février 1882, M. Beauquier a déposé un projet de loi tendant à abroger l'article 259 du Code pénal,

Article premier. « Les titres nobiliaires sont et demeurent abolis ; le décret de 1858 est abrogé ».

Remarquons en passant qu'il s'agit de la loi du 20 mai 1858 et non d'un décret.

Article II. « Sont supprimés les trois derniers paragraphes de l'article 259 ».

Le projet de loi ne propose aucune pénalité contre le port du faux nom. « Nous aurions pu, disait l'auteur du projet, vous demander des pénalités contre ceux qui feraient usage des titres de noblesse, mais nous avons pensé qu'aujourd'hui le préjugé nobiliaire ne doit plus être justiciable que du ridicule ; il disparaîtra lorsqu'il ne sera plus protégé. Il suffira que les fonctionnaires dans les actes officiels cessent

d'employer ces qualifications antidémocratiques pour que cet exemple soit bientôt imité par tous ».

L'exposé des motifs est tiré en entier de cette idée que l'existence des titres de noblesse dans notre législation s'oppose au principe de la société moderne en ce qu'elle crée entre les citoyens des distinctions de caste. Mais il n'en est rien. Les titres sont de simples gratifications honorifiques n'emportant aucune dérogation au principe de l'égalité de tous les Français devant la loi.

Le rapporteur, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi fit cette déclaration : « La Commission, tout en reconnaissant que cette réforme d'ailleurs peu impatiemment attendue ne remédiera à un mal ni bien grave ni bien urgent, attendu que l'addition à l'article 259 du Code pénal est toujours restée lettre morte, a jugé néanmoins qu'au nom du principe d'égalité, elle croit devoir prendre en considération le projet de loi de M. Beauquier ».

Comme le disait le rapporteur, la modification apportée à l'article 259 par la loi de 1858 est fort peu appliquée et c'est avec raison qu'on a pu dire d'elle que c'est « une loi facultative ».

Section IV. — Législation comparée.

En Allemagne l'autorisation de changer de nom

est donnée en principe par le chef de l'Etat. Mais en pratique l'empereur se réserve seulement le droit d'autoriser les changements de noms intéressant les nobles. Dans la plupart des cas, le droit d'autoriser un citoyen à changer son nom patronymique est exercé par des fonctionnaires subalternes principalement par le sous-préfet (C. F. Grotefund : *Allgemeines Polizeiletzicon*). Le rectification de nom ne peut être faite qu'en vertu d'un jugement et elle s'effectue au moyen d'une note en marge de l'acte qu'elle concerne.

En Italie toute modification à faire à un acte d'état civil ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement : ainsi le veut l'article 401 du Code civil. Ce jugement doit-être déposé par les soins du demandeur au bureau de l'état civil où se trouve l'acte rectifié et mentionné en marge du dit acte (C. F. article 403, Code civil italien).

En Russie les requêtes doivent être adressées directement à l'empereur, et en Angleterre tout changement de nom doit-être annoncé à la Chambre des communes et enregistré par elle.

D'après la législation autrichienne les changements de noms sont prévus par un décret du 5 juin 1886. Ils sont de la compétence de l'empereur. Toutefois une ordonnance du 20 décembre 1840 conférait le droit d'autoriser les mutations de nom au ministère de l'intérieur et une décision du 12 mars

1866 a délégué ce droit aux pouvoirs provinciaux. Mais une des grandes différences entre la procédure autrichienne et la procédure française, c'est quelle n'exige aucune mesure de publicité (C. F. Kaserer : Ueber Personennamen und deren Aenderungen nach Oestereischen Gesetzen, page 27).

En Espagne, la demande est adressée aux tribunaux. Ceux-ci font les publications et si, dans les trois mois, aucune opposition n'a été faite au changement de nom, le gouvernement pourra, s'il le juge à propos, accorder l'autorisation sollicitée, si au contraire une opposition s'est produite, le gouvernement devra tout d'abord consulter le Conseil d'Etat.

L'autorisation de changer de nom est prévue par la loi dans la plupart des cantons suisses. C'est en général le Conseil d'Etat qui autorise les changements de nom.

CHAPITRE V

NATURE ET ÉTENDUE DU DROIT EXERCÉ SUR LE NOM. —

PREUVE DE LA PROPRIÉTÉ DU NOM.

Section première. — Nature et étendue du droit exercé sur le nom.

Nous avons vu ce que sont les noms panonymiques, quels éléments les composent, comment on les acquiert et comment on peut les modifier. Recherchons maintenant quel droit nous pouvons avoir sur eux, quelle est la nature et l'étendue de ce droit.

Remarquons, tout d'abord, que si le nom est l'objet de droits importants, il ne faut pas cependant oublier qu'il est plutôt la cause d'obligations rigoureuses. Nous avons vu que nos lois nous forçaient à porter notre nom et à n'en porter aucun autre sans l'accomplissement de certaines formalités.

Le nom donne donc naissance :

1° A un droit de s'opposer à ce qu'une autre personne prenne son nom ;

2° A l'obligation de le porter partout et toujours.

Ce droit et cette obligation sont intimement liés l'un à l'autre.

Nous avons vu au chapitre des changements de noms et des faux noms, l'importance de cette obligation. Etudions maintenant la nature du droit que chacun possède sur son nom.

Nous n'avons à ce sujet aucun texte de loi et il semblerait que nos jurisconsultes aient pris plaisir à négliger dans leurs ouvrages cette question relative au nom dont ils ne pouvaient pas ignorer l'importance.

Merlin semble nous dire que nous possédons un droit de propriété sur notre nom ; mais ce n'est qu'une affirmation sans preuve à l'appui (1). Proudhon, dans son traité du domaine privé, dit que le nom est une propriété pour chacun des membres de la famille (2).

La jurisprudence a adopté cette assertion qui

1. Les surnoms devenus héréditaires forment le patrimoine le plus précieux de chaque famille ; c'est une espèce de cachet imprimé sur chacune d'elle. C'est de tous les biens celui qui est le moins dans le commerce. Il est défendu de l'aliéner et de l'envahir. (Merlin, Rép. V. § Nom § 2. 4).

2. Il n'y a pas jusqu'au nom propre des personnes qui ne soit une propriété pour chacun des membres de la famille à laquelle il appartient parce que ce n'est qu'au moyen des noms propres qu'on distingue les diverses familles et qu'on parvient à en régler les droits et charges (Proudhon. *Traité du domaine privé*, tome I, n° 12).

est pour certaines personnes l'évidence même qu'il est inutile de chercher à démontrer (1).

Cependant, la jurisprudence ne va pas jusqu'à assimiler complètement ce droit que nous possédons sur notre nom au droit de propriété, car il faut combiner la propriété avec certains caractères du nom qui paraissent en être la négation.

Le propriétaire d'un nom ne peut l'aliéner ni l'altérer et il n'est autorisé à le transmettre que par la filiation ou en faisant entrer dans sa famille la personne à laquelle il veut donner son nom. Ses héritiers ne le recueillent pas dans son patrimoine ; si ce sont ses fils, ils ont un droit acquis dès leur naissance, si ce sont des collatéraux, ils n'y auront jamais droit et s'il ne laisse pas de descendants, son nom s'éteindra avec lui.

Un propriétaire, au contraire, a la possibilité de vendre, de donner, de léguer son bien comme il le voudra. A son décès, ses héritiers, quels qu'ils soient, recueilleront tous ses biens et s'il meurt sans descendants, ses biens ne disparaîtront pas avec lui. C'est l'application de l'article 344 du Code civil qui définit ainsi la propriété. « La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements. »

1. Paris, 4 septembre 1863. Dalloz, 1864. 2. 12 ; Cass., 16 mars 1841. Dalloz, 1841. 1. 210 ; Bordeaux, 4 juin 1862, Sirey, 1863. 2. 6.

Il faut bien cependant reconnaître que ces droits de jouir de la chose et de la détruire ne sont pas de l'essence même de la propriété, ainsi certains biens sont inaliénables et imprescriptibles, comme les biens composant la dot d'une femme mariée sous le régime dotal. Mais cette inaliénabilité et cette imprescriptibilité que la loi édicte pour des raisons spéciales, ne sont pas d'une durée illimitée comme celles qui s'imposent au nom.

La jurisprudence est encore contrainte de limiter la propriété du nom en raison de la nature même du nom. La propriété est de son essence exclusive, c'est-à-dire que deux personnes ne peuvent être à la fois propriétaires de la même chose et pour le tout. Le cas des copropriétaires indivis ne saurait malgré une similitude de nom nous être opposé, car dans l'indivision, il faut l'accord de tous les copropriétaires pour décider de quoique ce soit qui se rapporte à l'objet de la propriété.

Le principe fondamental de la copropriété est que l'un quelconque des copropriétaires a le droit imprescriptible de faire cesser l'indivision, ce qui est certainement refusé aux porteurs d'un même nom ; d'autre part, lorsque plusieurs personnes ont des droits égaux sur une chose, l'avantage que chacune d'elle en retire est en raison inverse du nombre des copropriétaires ; nous ne voyons rien de semblable dans notre droit au nom. Ajoutons même qu'il ar-

rive souvent que l'indivision entraîne la naissance d'une personne morale qui sera le véritable propriétaire.

Le nom, au contraire, n'est pas la propriété exclusive de celui que le porte : il appartient à toute la famille ou d'une façon plus précise à tous les descendants *per masculos* de l'auteur originaire. De plus d'après nos lois, la famille n'est pas une personne morale ; elle n'a pas, par conséquent, d'existence juridique. Elle ne peut donc pas être déclarée propriétaire d'un droit et le nom ne peut être sa propriété.

La théorie de la jurisprudence rencontre également des difficultés au point de vue économique : La propriété dit-on fréquemment, c'est du travail accumulé. Le droit au nom se trouve-t-il dans ce cas ? Quelle est la part du travail dans la formation, dans l'acquisition du nom de famille ? On ne crée pas son nom, il vous est imposé dès votre naissance et vous devez le subir. Ce n'est pas nous qui possédons notre nom, c'est plutôt le nom qui nous possède.

Aussi la jurisprudence n'a-t-elle pas admis cette théorie de la propriété du nom sans y apporter de nombreuses restrictions. D'après elle la propriété du nom serait un droit que possèderaient indivisément tous les membres d'une famille, mais chacun d'eux pourrait en faire tel emploi qu'il lui plaira comme s'il en était le seul propriétaire.

Enfin la jurisprudence est forcée de reconnaître que la propriété du nom n'a pas de sanction légale. En effet, si l'on écarte de l'usurpation du nom toutes les circonstances, qui font de cette usurpation la caractéristique d'un autre délit, nous voyons quelle ne peut que donner lieu à des dommages-intérêts en vertu de l'article 1382. Le véritable propriétaire, le plaignant devra donc prouver le préjudice causé ce qui nous semble en contradiction avec l'idée que l'on se fait couramment de la propriété dans ce dernier cas. Il n'y aurait pas à justifier du préjudice causé, le plaignant n'aurait qu'à prouver son droit au nom en litige et le défaut de droit de son adversaire.

La jurisprudence a cependant admis que si le plaignant ne réclame pas de dommages-intérêts, mais demande seulement qu'il soit fait défense au délinquant de porter le nom usurpé et que ce nom soit rayé des actes officiels où il aura été porté, les tribunaux pourront faire droit à cette requête sur la seule preuve de la propriété du nom. Il est dit, en effet, dans les considérants d'un arrêt de la Cour de Paris que « le nom patronymique d'une famille est pour elle une propriété qui donne à ses membres le droit de s'opposer à ce que ce nom soit pris par une autre famille sans que les opposants soient tenus de justifier d'un autre intérêt » (1).

1. Paris, 4 décembre 63, Dal. 64. 2. 12.

Le système de la jurisprudence pouvait donc se résumer ainsi : Le nom de famille est l'objet d'un droit de propriété dont le titulaire ne peut se dépouiller en raison de l'importance du principe d'immutabilité du nom ; c'est un droit indivis entre les descendants mâles de l'auteur, mais ceux-ci ne peuvent s'en prévaloir qu'en justifiant de leur intérêt.

Quelques auteurs, parmi lesquels il faut citer MM. Calmels et Pouille, enseignent également que le nom constitue une propriété, nous leur adresserons le même reproche qu'à la jurisprudence. Du reste, comme elle, ils se contentent d'affirmer la chose, sans apporter aucun argument à l'appui de leur doctrine. « Les noms de famille, dit Calmels, constituent pour ceux auxquels ils appartiennent, la propriété la plus absolue, propriété à laquelle aucune atteinte ne peut être portée. A l'abri du temps, la prescription ne la détruit jamais et jamais elle ne se trouve comprise dans les biens dont la société exige le sacrifice dans un but d'utilité publique ».

En présence des difficultés que l'on rencontre à vouloir assimiler à la propriété, le droit que nous avons sur notre nom patronymique, il s'est formé une théorie ayant pour principe que le nom n'est pas une propriété de famille. M. Tournade, qui défend ce système, s'appuie pour le soutenir, sur trois

arguments tirés de la philosophie, de l'histoire et de la loi,

1° Argument tiré de la philosophie. — Nous sommes encore aujourd'hui dominés par un préjugé absolument faux : On croit généralement que la famille est basée sur les liens du sang et sur la filiation ; mais la vraie base de la famille, c'est l'affection réciproque qui en unit les membres les uns aux autres. C'est ce qui fait que nos ancêtres, que nous n'avons pas connus, ne sont pas de notre famille ; ni droits ni devoirs ne nous unissent à eux, nous ne devons pas plus participer à la gloire d'un membre illustre de la famille, que subir le contre-coup d'une faute d'un membre indigne. La famille alors n'est plus une chaîne indéfinie dont nous ne connaissons ni le commencement ni la fin, mais un petit groupe éphémère et successif qui n'a lui-même ni devoirs ni droits ; et dans ce groupe qui se reforme indéfiniment avec des éléments différents, nous devons considérer chaque homme individuellement : chacun a ses droits, mais le groupe n'en a aucun.

La preuve de cette allégation résulte du Code civil tout entier qui écartant les garanties dont l'ancien droit protégeait la famille telles que les substitutions, le retrait lignager et tant d'autres a établi un ordre successoral suivant l'ordre présumé des affections. Même, il donne le droit de tester pour per-

mettre de rectifier cette présomption lorsqu'elle n'est pas d'accord avec les sentiments du *de cujus*.

Le nom n'est donc pas une propriété de famille puisque la famille n'existe pas : il ne joue plus que le rôle d'étiquette de l'état civil et sert à ajouter à la clarté de la désignation individuelle en faisant connaître le père de la personne dont il s'agit.

2° Argument tiré de l'histoire. — L'histoire vient du reste compléter les preuves que ces principes philosophiques établissent *à priori*. En effet, s'il est vrai que le nom est une véritable propriété de famille, il aurait dû être considéré comme tel dans les législations qui reconnaissent la famille comme personne morale susceptible d'avoir des droits et d'être propriétaire. Chez les peuples primitifs de la Germanie et les tribus nomades du Sahara, l'idée de l'individu est faible et, par conséquent son nom devrait s'absorber dans celui de la famille. Au contraire, dans les sociétés avancées comme la nôtre où le lien de la famille est restreint et l'idée de l'individu prédominante, il serait logique que le nom fut individuel et non pas collectif. Or, c'est précisément le contraire qui arrive. Le nom individuel appartient aux civilisations primitives et au lieu de suivre le développement croissant de l'individualisme, signe du progrès des sociétés, le nom chez nous devient collectif.

L'indication de la filiation dans le nom n'est que

le résultat de nécessités pratiques et ne tient pas du tout à la constitution de la famille. Notre système de nom n'est qu'un mode de renseignement de classification analogue à celui des maisons et des rues de nos grandes villes. Le numéro, c'est le prénom de la maison, le nom de la rue en serait comme le nom patronymique. Le nom de famille est donc une création arbitraire de l'usage ou de la loi mais non un héritage ou une propriété.

3^e Argument tiré de la loi. — Les caractères de la propriété ne se retrouvent pas dans le droit de l'individu sur son nom. Le droit de jouissance sur le nom n'est pas entier puisque nous ne pouvons l'employer que de la manière et dans les conditions strictement fixées par la loi.

Le droit de disposer fait complètement défaut. Nous avons vu également plus haut que le caractère exclusif de la propriété n'existait pas.

Enfin, une loi qui nous dépouillerait de notre nom ne violerait pas nos principes constitutionnels si elle n'appliquait pas les formalités prescrites pour l'expropriation ou bien alors il faudrait admettre que nos chambres ont attenté à la constitution en votant la loi du 23 mars 1882 qui impose un changement de nom aux indigènes musulmans de l'Algérie.

De ces trois sortes d'arguments, M. Tournade conclut que le droit d'un individu sur son nom est à la fois plus et moins qu'un droit de propriété. C'est

moins, car on peut certainement en dépouiller le titulaire sans expropriation ; c'est plus en un certain sens car on ne peut ni vendre ni échanger ni délaissier son nom. Le nom patronymique n'est donc pas une propriété, c'est une étiquette (1) établie dans l'intérêt public donnant naissance à des droits et à des devoirs d'une nature spéciale.

On voit qu'en pratique, M. Tournade arrive à la même solution que la jurisprudence. En effet, selon lui, le titulaire d'un nom ne peut se prévaloir de son droit qu'en prouvant l'intérêt qu'il a à le faire ; ce qui est également admis par le système de la jurisprudence. La seule différence serait que ce dernier système soutiendrait que le droit sur le nom serait une propriété *sui generis* tandis que M. Tournade se refuserait à lui accorder ce titre.

Sa théorie doit être rejetée comme la thèse admise par nos tribunaux, car elle s'appuie sur un paradoxe.

L'argument de M. Tournade, tiré de la philosophie sur l'origine et la nature de la famille, nous

1, Cette métaphore est si bien dans l'esprit de la loi, dit M. Tournade que la loi elle-même en fait une réalité. L'article 6, de la loi du 23 mars 1882, sur les indigènes d'Algérie porte en effet : « Une carte d'identité ayant un numéro et indiquant le nom et les prénoms sera délivrée sans frais à chaque indigène ». Cette carte d'identité cette véritable étiquette, n'est-elle pas la matérialisation de l'idée exprimée. (Tournade, *Etude sur les noms de famille et les titres de noblesses*, p. 19).

semble faux, car c'est bien la filiation et non pas l'affection comme il le soutient qui est la base de la famille. On voit en effet, de nombreuses familles dont les membres n'ont que fort peu d'affection les uns pour les autres ; et les enfants élevés loin de leurs parents devraient plutôt faire partie de la famille dans laquelle ils ont passé leur jeunesse.

De plus, la solidarité entre les membres d'une famille est un fait incontestable contre lequel on ne saurait lutter. De même que les enfants héritent des qualités et des défauts physiques de leurs ascendants, de même ils doivent profiter aux yeux de tout le monde des belles actions de leurs pères ou porter le poids de leurs fautes ; s'il en était autrement, de quel droit leur accorderait-on l'hérédité des biens ?

Enfin même en admettant l'opinion de M. Tournade sur la famille, comment en résulterait-il que le nom n'est pas une propriété de famille, puisque malgré les motifs que le détermine à écarter l'hérédité du nom, il est forcé d'admettre l'hérédité des biens corporels ?

Au premier abord le second argument nous semblerait plus probant, mais M. Tournade trouve un lien entre l'institution du nom et l'organisation de la famille. Ce rapport n'existe pas et le nom n'est que le résultat des nécessités de la vie sociale, nécessités peu nombreuses à la naissance des sociétés, mais qui ne font que s'accroître à mesure que l'im-

portance de la famille diminue et que le nombre de population augmente.

Passons enfin à l'argument tiré de la loi : De ce que le nom ne peut-être exproprié, il ne faut pas, à notre avis, conclure que le nom n'est pas susceptible de propriété. L'expropriation ne peut avoir pour objet que des choses corporelles, et le nom n'étant qu'une chose incorporelle ne saurait être exproprié.

Enfin, M. Tournade nous dit bien que le nom n'est pas une propriété, mais il ne nous dit pas ce qu'il est. Il renverse bien la théorie suivie par la jurisprudence, mais n'en établie aucune pour mettre à sa place. La question de savoir si le droit que nous possédons sur notre nom est une véritable propriété reste donc à résoudre.

M. Salveton dans son étude sur le nom a cherché à en établir la notion juridique en l'induisant de la doctrine et de la jurisprudence de l'ancienne France. Car les lois actuelles par leur silence sur ce sujet laissent subsister les lois précédentes.

De tout temps, on a reconnu que la propriété consiste dans la réunion du *jus utendi*, du *jus fruendi* et du *jus abutendi*. Notre article 514 du Code civil n'a fait que traduire cette définition en disant que la propriété est le droit de jouir et disposer d'une chose de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les règlements. Peu nous importe qu'il s'agisse de choses incorpo-

relles ; Alors chaque fois qu'un individu possèdera sur une chose le droit d'en jouir et d'en disposer de la façon la plus absolue, il faudra en conclure qu'il a sur cette chose un véritable droit de propriété.

Dans notre droit actuel le nom est fixe et immuable, le titulaire ne peut pas en disposer d'une manière absolue. Mais il n'en a pas toujours été ainsi.

Si nous nous plaçons dans la période qui a précédé l'ordonnance l'Amboise, nous voyons que les propriétaires d'un nom avaient le droit de jouir, de disposer de ce nom et de le changer (1). Le droit de jouir existait évidemment, car la jouissance d'un nom consiste dans le fait de le porter en public ; dans la vie privée ; c'est en faire sa signature et s'opposer à son usurpation, ce qui n'a jamais été contesté dans notre ancien droit. Quant au droit de disposer, c'est celui de le transmettre à d'autres, de le quitter, d'en prendre un autre pourvu bien entendu qu'on ne lèse en rien les intérêts des tiers. Or, si nous en croyons Laroque dans son traité de l'Origine des noms, la transmission du nom s'opérait couramment non seulement par la filiation, mais encore par

1. Déjà en droit romain les changements de nom étaient absolument libres : *sicut in initio nominis cognominis prænominis recognoscendi singulos impositio libera est privatis, ita eorum mutatio innocentibus periculosa non est. Mutare itaque nomen vel prænomen sive cognomen sine aliqua fraude licito jure si liber es, secundum ex quæ sæpe statuta sunt, minime prohibueris, nullo ex hoc præjudicio futuro.* (Loi 1, chap. *De mutatione nominis*, rescrit de Dioclétien et Maximilien).

donation, legs et vente (1): Mais comme la licence de changer de nom produisait de nombreux abus, le roi Henri II y remédia par son ordonnance d'Amboise, le 26 mars 1555. Cette ordonnance ne prohibait ni les changements, ni la transmission du nom par la voie des legs et des donations, mais elle les réglementait en exigeant l'autorisation royale, elle n'a donc fait qu'apporter une restriction au droit de propriété que les personnes ont sur leur nom, car ce droit existait bien avec tous ses caractères avant cette ordonnance. Le droit de propriété subsiste donc encore bien qu'une restriction soit apportée à toute une catégorie de ces cas d'applications.

La défense d'usurper un nom était encore une preuve que ce nom était susceptible de propriété. Et dans le cas où un changement de nom était autorisé par le roi, les lettres de commutation pouvaient être attaquées par les titulaires du nom concédé (2). C'était encore là une preuve que l'on

1. Il fut un temps en France, où comme en droit romain on changeait de nom sans aucune solennité. La preuve s'en tire des registres, de la chambre des comptes : Jean Duboulay y est qualifié, conseiller du roi et fils de Jean Poumier en 1344, Henri Lecorne, premier président au Parlement prit le nom de Merle, en quittant celui de sa famille, sans aucune permission (Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, v^o Nom, chap. III).

2. Exposé de motifs de la loi relative aux changements de nom. Séance du 1^{er} Germinal an XI.

considérerait le nom comme une véritable propriété famille.

En somme, si nous résumons la doctrine admise par l'ancien régime, nous voyons que toute personne a le droit d'user de son nom et d'en disposer, sauf toutefois la restriction apportée à ce droit par l'ordonnance d'Amboise et la loi de germinal an XI, qui a du reste été votée dans le même esprit que l'ordonnance d'Amboise. Cette restriction résultant de la subordination du changement de nom à une autorisation préalable n'exclut pas le droit de propriété qu'elle ne fait que limiter.

En présence du silence de nos textes actuels pour ce qui concerne la propriété du nom patronymique, on peut conclure avec la jurisprudence que le nom est, comme il a toujours été un droit de propriété restreint quant à son exercice par l'immutabilité établie dans l'intérêt public.

Ce qui ne veut pas dire que nous assimilions complètement le droit sur le nom avec la propriété, car étant donné la nature particulière du nom, nous ne pouvons le confondre avec les autres biens qui composent le patrimoine :

Le nom fait partie du patrimoine, c'est même la partie la plus stable de ce patrimoine, mais par sa nature même il est indivisible et collectif, il n'est pas la propriété d'une seule personne, mais de tous les descendants par les mâles du premier titulaire.

Tous ses propriétaires ont sur lui un droit égal sans distinction de sexe et les femmes comme les hommes peuvent intenter les actions auxquelles il donne droit.

Remarquons également, et nous l'avons déjà vu dans le chapitre où nous nous sommes occupés du nom des femmes, que la jurisprudence autorise en cas d'usurpation, les descendants par les femmes à faire opposition, si aucun titulaire de ce nom ne fait cette opposition. Cette dernière remarque prouve bien que le nom n'est pas seulement comme le dit M. Tournade une étiquette attachée à chaque personne pour la distinguer des autres car toute usurpation ne nécessiterait que l'intervention de l'État qui nous a donné cette étiquette pour éviter la confusion et même si les titulaires étaient admis à faire opposition, encore faudrait-il être titulaire de ce nom et les titulaires par les femmes ne le sont pas.

Enfin le nom patronymique est hors du commerce.

Tous ces caractères du nom patronymique établissent entre la propriété du nom et la propriété ordinaire de grandes différences. Alors quel nom donner à ce droit ?

Est-ce un droit d'usage, mais il y a entre l'usage ordinaire et l'usage du nom des différences bien plus considérables.

Dira-t-on que nous avons là un droit de propriété *sui generis* en soutenant avec M. Labbé « qu'on

s'est servi du mot propriété parce qu'on était bien aise d'entourer le nom de famille de l'auréole d'inviolabilité, qui convient à la propriété ? » Mais en quoi la propriété est-elle un droit plus sacré que tout autre droit réel ou personnel ? Comment démontrer, par exemple, que le droit du propriétaire est plus respectable que le droit du créancier ? Enfin, si s'est un droit de propriété *sui generis*, c'est que le mot propriété n'est pas pris ici dans sa signification ordinaire ; c'est une figure de langage qui n'est définie nulle part et en l'admettant on risque fort de laisser à la jurisprudence une liberté d'appréciation trop grande qui se traduira forcément par de nombreuses contradictions.

Aussi est-il plus simple de reconnaître le principe de la propriété du nom tout en admettant la restriction que lui impose la loi de Germinal, an XI, sur la jouissance de ce nom. On a ainsi une règle fixe invariable, qui est en accord complet avec la multitude de jugements et d'arrêts rendus par nos tribunaux et nos cours d'appel.

Section II. — De la preuve de la propriété.

La question de la propriété du nom étant tranchée, il nous reste à établir comment on prouvera

1. Voyez l'annotation au Sirey sous l'arrêt ; 1881. 2. 21.

cette propriété, car il arrive souvent qu'on est obligé d'en fournir la preuve. D'abord, toute personne a intérêt à conserver intact le nom honorable de sa famille et pour le défendre il faut qu'elle prouve qu'elle en est bien propriétaire. Elle peut avoir à répondre à des tiers qui lui contesteraient cette propriété. Enfin elle peut être poursuivie d'office par le ministère public.

On aurait donc pu supposer qu'étant donnée l'importance de la preuve du nom, nos lois auraient fixé les règles d'après lesquelles cette preuve devait être faite.

Mais notre Code civil passe cette question sous silence et les quelques lois qui ont eu à s'occuper du nom patronymique n'ont pas déterminé les bases sur lesquelles on peut appuyer la propriété du nom.

Alors de quels faits cette preuve pourra-t-elle résulter ? Pour les découvrir, il est bon de rappeler qu'il y a deux modes spéciaux d'acquérir les noms de famille. La filiation, puisque tout enfant doit porter le nom de son père et celui-là seul, et l'autorisation du chef de l'Etat, puisque nul ne peut changer de nom s'il n'obtient la permission de l'autorité. Il suffira donc de présenter soit l'acte de naissance, soit l'acte d'autorisation.

A côté de cette preuve par titres authentique, l'intérêt public a fait admettre la preuve résultant de la possession.

A. Preuve par titres. La personne à laquelle on conteste la propriété de son nom patronymique, doit prouver : 1° Ou bien qu'elle a acquis régulièrement elle-même le droit de porter le nom contesté ; 2° ou bien que ce nom appartenait légalement à son auteur, nom qu'elle a reçu en vertu de sa filiation.

1° Le Code reconnaît plusieurs moyens de preuves, mais il est bien évident que la seule preuve qui puisse être admise ici ne peut être que la production du titre authentique. On ne pourrait, en effet, admettre la preuve qui résulterait d'un écrit, d'un serment de l'adversaire, car il y a dans les procès de ce genre, autre chose que l'intérêt des particuliers en jeu ; il faut aussi tenir compte de l'ordre social et de l'intérêt de la société.

Nous ne parlerons pas de la preuve par témoin ni des présomptions, ces moyens de preuves n'étant admis que dans les cas où la loi les autorise explicitement.

Ces titres authentiques seront, par exemple, des actes émanés du chef de l'état ou des jugements réguliers ayant trait soit au changement de nom, soit à l'autorisation de le porter, soit à la reconnaissance de ce droit. Les simples copies ne font preuve que si elles ont été certifiées conformes par un officier public.

2° Si le nom a été acquis par un auteur du défendeur, quelles seront les preuves admissibles ?

En premier lieu, on devra prouver la transmission du nom et comme cette question se rattache étroitement à celle de la filiation, il faut recourir aux règles ordinaires admises en matière de contestation d'état puisque le nom est la conséquence de l'état reconnu. Quant à la preuve de l'acquisition régulière du nom par la famille de l'intéressé, un arrêt de la Cour de cassation (1) déclare que la preuve s'en établit par les actes d'état-civil. Cependant, il ne peut s'agir ici de l'acte de naissance de l'intéressé quoique un arrêt semble avoir décidé que la production de cet acte suffit (2) au moins quand il est accompagné d'une possession constante des ancêtres du requérant.

De plus, les actes de l'état civil ne font foi jusqu'à inscription de faux que des faits qui se passent sous les yeux de l'officier de l'état civil et dont l'exactitude est constatée par lui (3). Or, la déclaration des noms des parents est reçue par l'officier d'état civil sans vérification; elle ne fait foi que jusqu'à preuve contraire. Les actes de l'état civil ne prouvent donc pas la propriété du nom, ils n'en prouvent que la possession.

A plus forte raison, doit-on repousser comme

1. Affaire de Crussol, 15 mai 1867, Dal. 1867. 4. 241.

2. Affaire Bousquet, 1^{er} juin 1853, Dal. 1863. 1. 431.

3. Le même principe a été étendu au procès-verbaux des notaires. (*Requête*, 16 mars 1841).

preuve les actes de l'état civil antérieur à 1789, car les registres de cette époque étaient, malgré les prescriptions royales, tenus d'une façon très irrégulière. Le nom patronymique n'y était du reste pas forcément inscrit. Enfin, depuis la révocation de l'édit de Nantes, les protestants n'avaient pas d'état civil. En reconnaissant comme actes authentiques ces registres d'état civil, on violerait le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

B. Preuve résultant de la possession. — A côté de la preuve par titre authentique se place celle qui résulte de la possession. Ce n'est pas que la possession put être considérée comme un mode d'acquisition, mais elle est plutôt la présomption d'un droit préexistant.

La jurisprudence devait forcément admettre cette preuve de la propriété du nom, car il n'est pas toujours facile de produire un titre originaire constatant l'acquisition du nom ni les titres successifs devant prouver la transmission régulière de ce nom. En effet, où trouver cet acte originaire, cela serait relativement facile si l'acquisition du nom avait nécessité l'intervention du chef de l'État. Mais de tels noms sont l'exception. La plupart remontent au dixième siècle et doivent plutôt leur origine au hasard et au caprice et furent choisis suivant la profession, le métier, les qualités du titulaire ; de sorte que l'on se trouve presque toujours dans l'impossi-

bilité absolue de produire un titre originaire et que l'on est bien forcé d'admettre la preuve par la possession.

Mais la loi n'a pas plus réglé la durée ni les conditions de cette possession qu'elle ne s'est occupée des preuves à fournir. C'est donc aux tribunaux à examiner si les faits de possession sont suffisamment caractérisés sans avoir à se préoccuper des règles qui régissent la prescription ordinaire.

D'après la jurisprudence, il faut en général une possession ancienne sinon immémoriale, paisible non interrompue et régulièrement constatée. Ainsi un arrêt de la cour de Bourges a admis que « quelle que soit l'origine d'un nom ou d'une qualification de famille, on peut en acquérir la propriété par l'effet de la possession publique longue et constante, mais par contre que les descendants d'une famille qui avait avant 1789, joint à son nom de famille un nom de terre ne sont pas fondés à demander le rétablissement de ce dernier nom, s'il est établi qu'il n'a été porté que pendant quelques années et à de rares intervalles (1) ».

La Cour de cassation a également statué en ce sens en disant « qu'un individu n'est pas admis pour établir son droit d'ajouter un nom de terre à son nom patronymique à se prévaloir d'une possession accidentelle et intermittente de ce nom » (2).

1. Bourges, Dalloz, 1889. 2. 270.

2. Requête. Affaire De la Roche, Dal. 1861. 1. 176.

La jurisprudence a aussi admis que la possession doit être continue au moins pendant plusieurs générations (1); qu'elle doit être assez longue pour témoigner d'une volonté persistante de s'approprier le nom (2) et qu'une possession de trente ans ne serait pas forcément suffisante (3).

Enfin les faits qui établissent la possession sont abandonnés à l'appréciation du juge dont la décision à ce point de vue échappe à la censure de la Cour de cassation sans qu'elle soit astreinte aux règles concernant soit la prescription acquisitive de la propriété, soit la possession d'état en matière de légitimité, soit la tenue des registres de l'état civil (4).

Pour établir cette possession du nom le juge pourra s'appuyer sur les actes consignés dans les registres publics ou sur des monuments publics. Mais avant de se préoccuper des autres documents il devra examiner les actes de l'état civil et si la possession résultant de ces documents ou monuments publics est contredite par les actes de l'état civil le tribunal devra donner la préférence à ces derniers.

Bien entendu que l'on ne doit jamais tenir compte

1. Limoges, Dalloz, 1859. 2. 452.

2. Limoges. Affaire de Bonnot du Bay, Dall. 1878. 2. 121,

3. Requête. Affaire Palissot, Dal. 1863. 1. 453.—

4. Requête. Affaire Leclerc de Juigné, Dal. 1881. 1. 339.

des papiers domestiques tels que les arbres généalogiques. Il serait alors trop facile de se créer des titres soi-même.

Etant donné toute l'importance du nom, un seul acte ne pourrait pas suffire à en établir la possession et il faut au moins remonter au-delà de la Révolution, époque à laquelle il était loisible de modifier son nom de famille suivant les circonstances.

Ajoutons enfin que les signatures qui se trouvent au bas des titres ne peuvent fournir aucune preuve juridique de la possession des noms. La signature en effet n'a pour but que de confirmer le contenu des actes sur lesquels elle est apposée. On peut signer à sa guise aucune loi n'étant venu régler la façon dont on doit signer. Il y a bien l'ordonnance de 1629 qui enjoignait de signer de son nom de famille et non pas du nom de sa seigneurie, mais cette ordonnance ne s'appliquait qu'aux gentils-hommes, les roturiers conservant le droit de signer comme ils voulaient. Du reste les gentilshommes se conformèrent fort peu à cette prescription.

Ce n'est qu'à défaut de titre authentique que la possession en faisant supposer l'existence d'un titre pourra servir de preuve de la propriété du nom. Donc, toutes les fois que la possession, même ayant tous les caractères exigés par la jurisprudence, se trouvera en opposition avec un titre authentique c'est le nom contenu dans ce titre que l'on devra

prendre en vertu du principe de l'imprescriptibilité du nom.

Section III. — Législation comparée.

Allemagne : La question de la propriété du nom a été très discutée en Allemagne, où le nouveau Code civil n'établit aucune règle sur la manière dont est protégé le nom patronymique. M. de Liszt en avait vivement critiqué le projet à ce propos (1).

Quelques auteurs déclarent que selon la conception vraiment philosophique le nom est une non-valeur. Einert résume cette théorie en ces quelques lignes : « Le droit que je distingue absolument des mœurs s'en remet à celles-ci pour tout ce qui concerne le nom. Le droit ne transforme pas l'état de fait créé par les mœurs en un état de droit.. » et plus loin : « La loi n'établit pas un droit absolu de la personne sur son nom, elle est loin de reconnaître à l'individu la faculté de faire valoir un tel droit par les voies de la procédure civile (2). »

Mais Einert est infidèle à sa théorie lorsqu'il reconnaît pour la personne une obligation de porter son nom. Ce n'est donc pas un simple fait social dépourvu de toute sanction.

1. M. de Liszt : *die Grenzgebiete zwischen Privatrecht und Strafrecht*, (page 6 et 7).

2. Einert : *Ueber das Recht der Namensführung und Namensänderung*.

Si l'on admet, au contraire, que le nom rentre dans le domaine du droit, il faut définir ce droit. Nous avons vu que la jurisprudence en France ainsi que beaucoup d'auteurs, considèrent le droit au nom comme un droit de propriété, c'est-à-dire un droit réel.

La solution qui domine en Allemagne est que le nom fait l'objet d'un droit personnel. « Les droits personnels, dit M. Dernburg (1), s'opposent aux droits patrimoniaux, ils peuvent consister dans une qualité de la personne même, qualité qui doit être reconnue et respectée de tous. » Et dans son énumération de ces droits personnels, M. Dernburg nous cite, en première ligne, le droit au nom, aux titres, aux armoiries.

MM. Thon (2) et de Liszt (3) partagent cette opinion.

M. Köhler soutient ainsi la personnalité du droit au nom : « Les facultés physiques et morales sont des biens dont l'ordre juridique assure la jouissance à tous les individus. On objectera que l'ensemble de ces qualités étant le sujet du droit ne saurait en être en même temps l'objet ; mais, à notre avis, cette addition, ce total des parties, constitue une unité indépendante et il peut exister des droits de cette

1. Dernburg, *Pandekten*, I, page 50.

2. Thon : *Rechtsnorm und subjective Recht*, page 153.

3. De Liszt : *Lehrbuch des deutschen Strafrechts*, page 401.

unité à ces parties. Parmi ces droits, il faut ranger en toute première ligne le droit de l'individu d'être reconnu comme tel, d'être respecté dans son originalité et son individualité, le droit de n'être pas confondu avec d'autres. Or, pour se distinguer entre eux, les hommes ont imaginé le nom, il existe donc un droit privé personnel de chacun sur son nom.

Une dernière théorie, établie depuis fort longtemps en Allemagne fait du droit de la personne sur son nom un droit immatériel. Cette théorie, repoussant l'ancienne division des droits privés, proclamait la nécessité de créer une nouvelle classe de droits, celles des droits intellectuels parmi lesquels il faut classer les brevets d'invention, les modèles, les marques, les enseignes, le nom, etc.

Parmi les auteurs qui ont professé cette doctrine, nous citerons MM. Gareis et Stobbe. Mais c'est surtout en Belgique où elle a été développée avec le plus de talent par M. Picard, dans une conférence faite au jeune barreau de Bruxelles en 1874.

Section IV. — Application du principe que le nom est une propriété de famille.

Nous avons démontré au début de ce chapitre que le droit possédé par chacun de nous sur son nom était bien un droit de propriété, nous pouvons voir maintenant ce principe confirmé dans différents cas

où la législation et la jurisprudence ont traité le nom comme une véritable propriété, nous en avons déjà examiné quelques-uns en détail que nous ne ferons que rappeler brièvement ici.

1° Comme toute propriété, le nom reste dans la famille et passe sur la tête des descendants et si l'enfant ne prend que le nom du père, nous avons expliqué plus haut que cette dérogation à l'article 745 du Code civil sanctionnée par un usage séculaire était justifié par des nécessités d'ordre public.

2° Le droit de propriété du nom a pour conséquence le droit pour un titulaire de le défendre contre toute atteinte. Ainsi, le nom patronymique d'une personne peut avoir été altéré dans des actes officiels; celui dont le nom aura été ainsi altéré aura le droit d'en demander la rectification.

Mais ces applications de la propriété du nom ont été déjà traitées dans un chapitre précédent et nous nous occuperons plus spécialement ici de deux questions.

1° Un individu peut-il prendre comme pseudonyme le nom d'un tiers?

Deux cas peuvent se présenter : A. Ou bien le nom a été pris sciemment pour attribuer la paternité d'une œuvre artistique ou littéraire à la personne dont le nom est usurpé. On ne pourrait dire, ce nous semble, qu'il y ait là une véritable

1. Kohler : *Das Recht des Namensschuldes*.

atteinte au nom ; ce serait bien mieux une atteinte à la personne qui pourrait constituer une diffamation dans certains cas et dans tous une tromperie. Il y aura évidemment là motif à une action judiciaire.

B. Ou bien l'écrivain a fait choix d'un nom sans se douter que c'est celui d'autrui, ou il croyait le nom éteint. Dans ce cas également, les tribunaux peuvent ordonner la suppression du pseudonyme et accorder des dommages et intérêts.

Ainsi, M. Lanjuinais fit effacer son nom pris comme pseudonyme par l'auteur d'une brochure intitulée : « La fusée jésuite ». De même, M. Miron fit interdire au sieur Morin, auteur d'ouvrages anti-religieux de se servir du pseudonyme Miron (1).

Citons également le procès des enfants de Fouché contre le sieur Lerouge, libraire, qui avait publié un ouvrage intitulé : « Mémoire de Joseph Fouché, duc d'Otrante, ancien ministre de la police générale ». Les enfants de Fouché s'empressèrent de désavouer l'ouvrage dont la rédaction pouvait faire croire qu'il avait été écrit par Fouché lui-même et firent ordonner la suppression de ces mémoires (2).

Il résulte donc de la jurisprudence que l'emploi abusivement fait du nom d'un individu en publiant un ouvrage sous son nom constitue une violation de propriété qui autorise cet individu ou même ses hé-

1. *Gazette des Tribunaux*, 31 mars 1882.

2. Sirey, 1827. 2. 155.

ritiers à demander la suppression de l'ouvrage et une condamnation pécuniaire pour chaque exemplaire que l'on ne représente pas.

2° Un écrivain peut-il donner, dans une de ses œuvres, roman ou pièce de théâtre, à un personnage imaginaire, le nom d'une personne réellement existente ?

Nous sommes ici dans un cas excessivement fréquent car notre littérature actuelle n'a plus la coutume de désigner un personnage par des noms de pure convention comme Valère, Argante, Oronte, Sganarelle et tant d'autres employés par les auteurs du xvii^e siècle. Elle tire ses noms de la vie réelle, ce qui donne aux personnages plus de caractère et de naturel.

C'est ce que nous avoue Alphonse Daudet dans *Trente ans de Paris*. « C'est parfois, dit-il, une de mes faiblesses de garder leurs noms à mes modèles, de m'imaginer que le nom transformé, ôte de leur intégrité à des créations qui sont presque toujours des réminiscences de la vie... Des noms propres se rencontrent que parfois je n'ai pu changer, trouvant au nom une physionomie, l'empreinte ressemblante des gens qui le portent... N'est-ce pas la vraie façon d'écrire le roman, c'est-à-dire l'histoire des gens qui n'auront jamais d'histoire » (1).

1. *Trente ans de Paris*, page 11.

Pour résoudre la question posée, il importe de bien la préciser. C'est une chose évidente que l'auteur ne doit pas mettre dans son livre, un individu de le mêler à l'intrigue, de le rendre repoussant et grotesque. Il n'y a pas à distinguer si l'individu est présenté sous son vrai nom ou sous un pseudonyme. Pour que le délit existe il suffit que la personne soit suffisamment désignée que grâce aux efforts de l'auteur et de l'acteur, du costumier et du coiffeur, le voile qui cache la personnalité soit assez transparent pour que tous puissent le reconnaître. Il y a fort peu de temps un acteur avait pris dans une pièce nouvelle le masque d'une de nos célébrités médicales, à la suite de réclamations cet acteur fit volontairement disparaître ses favoris et redevint ainsi sur la scène un docteur ignoré de tous. Il y avait évidemment là un délit mais contre la personne et non pas contre le nom, aussi n'avons-nous pas à nous en occuper.

Nous supposons donc qu'un nom a été donné à une personne imaginaire sans arrière-pensée de représenter l'individu. Il y aura bien là atteinte portée au nom.

Plusieurs systèmes sont en présence qui dérivent tous de la solution que l'on aura donnée à la question de la propriété du nom.

Ceux qui soutiennent que notre droit sur le nom n'est pas une propriété affirment qu'il n'est pas pos-

sible d'accorder une action. Il faut bien, disent-ils, que l'auteur nomme ses personnages et du moment qu'il donne à ses noms l'aspect contemporain, il y a bien des chances de rencontrer un homonyme vivant. Il n'y a pas là du reste une véritable usurpation : l'auteur baptise un personnage créé par sa pensée d'une appellation semblable à celle d'un citoyen mais il ne trouble pas celui-ci dans l'usage de ce nom.

M. Tournade, poursuivant jusqu'au bout sa théorie sur la propriété du nom, refuse également toute action à la personne ainsi lésée. Car une pareille faculté entraverait l'essor de la littérature et serait une excitation pour chacun de battre monnaie avec son nom au dépens des hommes de lettres.

M. Salveton fait remarquer que s'il y avait du chantage à craindre ce serait plutôt de la part de certains écrivains peu scrupuleux qui se serviraient du nom d'une personne vivante, puis consentiraient moyennant le versement d'une certaine somme à retirer ce nom de leur roman.

La jurisprudence admet au contraire que l'on ne peut impunément donner à un personnage imaginaire d'un roman le nom d'un individu vivant. Nous avons de nombreux arrêts en ce sens.

M. Zola dans son roman de *Pot-Bouille*, avait représenté un personnage fort peu honorable sous le nom de M. Duverdy. M. Duverdy ne put faire sup-

primer amiablement son nom du roman et intenta une action devant le Tribunal de la Seine qui lui donna raison. La question se compliquait encore d'une ressemblance frappante entre la situation du Duverdy de M. Zola, conseiller à la Cour d'Appel, et du véritable Duverdy, avocat à la Cour d'appel. Le tribunal fit droit aux conclusions du demandeur en reconnaissant dans ses considérants que le nom patronymique constitue une propriété que chacun a le droit de défendre contre toute atteinte dans la limite de ses intérêts. « Celui qui le porte y est-il dit, peut empêcher la mise en action sous le nom d'un personnage imaginaire susceptible de rendre son nom odieux ou ridicule (1). »

Le premier paragraphe de cet attendu a été vivement critiqué : « Le nom est une propriété que chacun a droit de défendre contre toute atteinte dans la limite de ses intérêts ». Si le nom est une propriété, le titulaire est libre de se prévaloir ou non de ce droit; il est à ce sujet seul juge de son intérêt sur lequel le tribunal n'a pas à statuer. Si le nom n'est pas une propriété, l'article 1382 du Code civil, peut seul permettre d'obtenir la réparation du dommage et il n'y avait pas lieu de faire intervenir ici le principe de la propriété du nom.

M. Labbé, sous l'arrêt Zola Duverdy, présente de

1. Affaire Zola. Duverdy, Sirey, 1884. 2. 21.

cette question un aperçu nouveau et ingénieux. Selon lui, le droit des possesseurs légitimes est lésé en ce sens que leur nom est devenu odieux et ridicule. Désormais, on s'en servira comme d'une désignation générique ; on dira un Duverdy comme on dit un Tartuffe, un Giboyer, un Grandet. Le désagrément de porter des noms semblables est indiscutable et nous voyons que les personnes qui les portent sollicitent l'autorisation d'en changer. Mais ce système ne peut être absolu, il y a des noms très répandus dont il est impossible d'interdire l'usage au littérateur. Musset a fait dialoguer Dupont et Durand, de façon à ce qu'on ne s'enorgueillisse pas d'être un Dupont ou un Durand, et cependant personne ne réclame, car le préjudice est nul.

Du reste, il est excessivement rare de voir les débats en venir jusqu'aux tribunaux. D'ordinaire, l'écrivain s'exécute de meilleure grâce que M. Zola et modifie volontairement, sans se faire prier, le nom incriminé. Alphonse Daudet raconte, dans *Trente ans de Paris*, que le titre primitif de Tartarin de Tarascon était Barbarin de Tarascon. Mais chose ignorée de Daudet, il y avait un Barbarin et même un Barbarin de Tarascon. Sur les instances de Barbarin, Daudet changea le nom de son héros qui devint l'illustre Tartarin.

C'est également sur la réclamation d'une famille Moulinard que le titre de la pièce de MM. Ordon-

neau et Valabrègue : Les Moulinards, est devenu les Boulinars.

On a voulu prétendre que le système admis par la jurisprudence était la fin de la littérature réaliste. Mais il y a bien des choses qui sont aussi respectables que la littérature et la liberté de l'art qui, du reste, ne sont nullement compromises par le jugement du tribunal de la Seine ; c'est la dignité de la vie privée et l'honneur du nom qui la symbolise, c'est le droit pour chacun d'user librement de son bien, droit, qu'une société ne saurait sacrifier sans courir à sa perte.

Vu par le président,
PLANIOU.

Vu par le doyen,
E. GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE PREMIER	
UTILITÉ, NÉCESSITÉ DU NOM	
ELÉMENTS DU NOM, SURNOM, PARTICULE, TITRE DE NO-	
BLESSE	
<i>Section I.</i> — Utilité, nécessité du nom	5
1 ^o Il est indispensable que chaque homme soit dis-	
tingué de ses semblables par un signe quelcon-	
que ; ce signe c'est le nom.	5
2 ^o Définition du nom	6
3 ^o Notions historiques et développement du nom	7
<i>Section II.</i> — Eléments du nom	8
A. Le surnom	9
La loi du 6 Fructidor an II, interdit de porter un sur-	
nom	9
Exceptions à cette prohibition.	10
Conditions requises pour la validité des surnoms	10
B. La Particule	14
Elle fait partie intégrante du nom	14
C'est un préjugé que de croire que la particule est l'in-	
dice d'une origine noble	15
Qui a pu conduire à cette erreur ?	17
L'absence de la particule n'implique pas non plus la	
roture.	20
Peut-elle être prise de plein droit par les nobles. Exa-	
men et critique du système admis par M. de Semain-	
ville	21
C. Les titres nobiliaires.	25
Ils ne font pas partie intégrante du nom, ils n'en sont	
que des accessoires ?	25

Peut-on faire rectifier un acte de l'état civil qui ne les mentionne pas	26
Opinion suivie par la jurisprudence.	27
Qui est compétent pour ordonner cette rectification?	27
<i>Section III.</i> — Caractères du nom.	29
1 ^o Le nom de famille est hors du commerce, par conséquent il ne peut faire l'objet d'une vente, d'une donation ou d'un legs	29
2 ^o Cas exceptionnels où la cession produit quelque effet	31
3 ^o Le nom est imprescriptible	32

CHAPITRE II

PRINCIPE GÉNÉRAL: L'ACQUISITION DU NOM DE FAMILLE EST LA CONSÉQUENCE DE LA FILIATION	34
<i>Section I.</i> — Acquisition du nom résultant de la filiation légitime.	36
La loi du 6 Fructidor an II, et l'article 57 du code civil	38
Les mêmes règles s'appliquent aux enfants légitimés par mariage subséquent	40
<i>Section II.</i> — Acquisition du nom résultant de la filiation naturelle	40
1 ^o Enfant naturel dont la paternité est seule établie.	40
2 ^o Enfant naturel dont la maternité est seule établie	41
3 ^o Enfant naturel dont la paternité et la maternité sont établies	41
4 ^o Enfant naturel dont la paternité a été établie après la filiation maternelle	43
Du cas où l'enfant naturel est reconnu par le père seul et pendant son mariage comme né, antérieurement à ce mariage, de ses relations avec une autre que sa femme.	45
<i>Section III.</i> — Du non de l'enfant naturel non reconnu.	46
Peut-il prendre le nom de la mère si celui-ci est inscrit sur l'acte de naissance?	47
<i>Section IV.</i> — Du nom de l'enfant adultérin ou incestueux	51

<i>Section V. — Législation comparée</i>	53
<i>Section VI. — Du nom des enfants trouvés</i>	55
Qui choisit leurs noms ? De quelle façon doivent-ils être choisis ?	56
Législation comparée	58
<i>Section VII. — Acquisition du nom résultant de l'a- doption.</i>	60
L'adoptant transmet son nom à l'adopté même si l'a- doptant est une femme	61
Ce n'est pas là un changement de nom proprement dit ; c'est plutôt une adjonction	64
L'adopté doit-il prendre les titres de noblesse de l'a- doptant ?	65
Le nom de l'adopté modifié se transmet aux enfants à naître	66
Les enfants déjà nés ont-ils des droits sur ce nom ? . .	67
Droit comparé.	69
<i>Section VIII. — Acquisition du nom en vertu d'un legs d'une donation ou d'un contrat de mariage . .</i>	71

CHAPITRE III

DU NOM DES FEMMES.	73
<i>Section I. — Du nom de la femme mariée</i>	73
Ancienneté de la coutume d'après laquelle la femme mariée prend le nom de son mari dans ses relations de la vie mondaine	74
Cet usage n'est basé sur aucun texte. Ni la loi de Fruc- tidor, ni le code civil n'en parlent.	74
Examen de la doctrine d'après laquelle la femme ma- riée a un droit de propriété sur le nom de son mari . .	75
Réfutation de ce système par la doctrine actuelle qui re- fuse à la femme un droit de propriété sur ce nom. . .	78
Quel est alors la nature du droit qu'elle possède sur ce nom ? Conséquence de ce droit d'usage.	82
<i>Section II. — Du nom de la femme veuve</i>	87
<i>Section III. — Du nom de la femme divorcée</i>	88
Situation de la question avant la loi de 1893	89
Discussion parlementaire. Loi du 6 février 1893. . . .	96

Conséquences pratiques de cette loi.	98
Section IV. — Du nom de la femme séparée de corps.	103
La loi du 6 février 1893, modifie l'article 311.	103
Les époux peuvent s'interdire réciproquement l'usage de leur nom personnel	104
Discussions parlementaires	105
Section V. — Sanction des articles 2 et 3, de la loi du 5 février 1893.	108
Il n'y a pas de sanction pénale, il n'y a qu'une sanction civile	109
Section VI. — Législation comparée	111

CHAPITRE IV

DES CAS OU LE NOM CONTENU DANS L'ACTE DE NAIS- SANCE PEUT ÊTRE MODIFIÉ.	114
Section I. — Rectification des noms	114
Possibilité d'erreurs dans la rédaction de l'acte d'état civil	114
Quelles personnes peuvent demander cette rectification	115
Le ministère public peut-il la demander ?	116
Quel est le Tribunal compétent ?	118
Procédure	119
Preuves à fournir pour obtenir la rectification	122
Jugement et appel	123
Exécution du jugement	124
Rectification du nom dans les actes de l'Etat civil reçus à l'étranger	126
Section II. — Changement de nom.	128
Historique	128
Législation actuelle : Loi du 11 germinal an XI	131
Procédure	132
Publications	132
Requête	133
Instruction de demande.	133
Opposition des tiers	134
Formes de ces oppositions	136
Compétence	136
Effets de l'autorisation devenue définitive	137

Des Pseudonymes	139
Section III. — Sanction de la défense de changer de nom.	141
Le faux nom considéré comme crime	143
Le faux nom considéré comme délit.	149
La loi de 1858.	149
Le ministère public peut-il intenter l'action civile contre le porteur d'un faux nom ?	151
Compétence	153
Conséquence du jugement.	153
Projet de loi déposé par M. Bauquier	154
Section IV. — Législation comparée	157

CHAPITRE V

NATURE ET ÉTENDUE DU DROIT SUR LE NOM	158
Corrélation existant entre les droits et les obligations dérivant du nom	158
Première théorie adoptée par Merlin et Proudhon.	159
Calmels et la jurisprudence soutiennent que notre droit sur le nom est une véritable propriété	160
Distinctions établies par la jurisprudence entre la propriété du nom et la propriété ordinaire.	160
Deuxième théorie adoptée par M. Tournade, d'après laquelle le droit sur le nom n'est pas une propriété.	164
Augmentation de cette théorie	165
Réfutation du système admis par M. Tournade	168
Troisième théorie. Nous avons sur notre nom un véritable droit de propriété	170
Examen de l'opinion de M. Labbé	174
Section II. — De la preuve de la propriété du nom	175
Cette question n'est pas réglée par nos lois.	176
A. Preuve par titre : Acte de naissance ou acte de changement de nom	177
Force probante des actes d'état civil	178
B. Preuve par la possession	179
Qualités requises pour que la possession puisse servir de preuve de la propriété du nom	180
Section III. — Législation comparée.	183

<i>Section IV. — Application du principe que le nom est</i>	
une propriété de famille	185
Un individu peut-il prendre comme pseudonyme le	
nom d'un tiers ?	186
Un écrivain peut-il donner dans une de ses œuvres le	
nom d'une personne à un personnage imaginaire ? .	188
Etude et critique des différents systèmes en présence	
basés sur les systèmes admis au sujet de la propriété	
du nom. Examen de l'opinion de M. Labbé sur ce	
point	191



